

Gazette officielle du Québec

Partie 1

Avis
juridiques

118^e année

26 juillet
1986
No 30

Québec 

Gazette officielle du Québec

Partie 1 Avis juridiques

118^e année
26 juillet 1986
No 30

Sommaire

Accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, Loi sur l'
Aménagement et l'urbanisme, Loi sur l'
Avis divers
Changement de nom et d'autres qualités de l'état civil, Loi sur le
Code de procédure civile
Compagnies, Loi sur les
Compagnies étrangères, Loi sur les
Coopératives, Loi sur les
Déclarations des compagnies et sociétés, Loi sur les
Ministères, Avis concernant les
Office de la langue française
Office des professions du Québec
Projet de loi d'intérêt privé, Avis de présentation d'un
Renseignements sur les compagnies, Loi concernant les
Syndicats professionnels, Loi sur les
Ventes par shérif
Ventes pour taxes, avis de publication

AVIS AUX ANNONCEURS

La *Gazette officielle du Québec* est le journal par lequel le Gouvernement du Québec rend officielles ses décisions. Elle est publiée en deux éditions distinctes. La première, intitulée « Avis juridiques », est publiée au moins à tous les samedis; la deuxième, intitulée « Lois et règlements », est publiée en français et en anglais au moins à tous les mercredis.

Contenu:

La Partie 1 de la *Gazette officielle* contient les avis juridiques dont la publication est requise par des lois ou des règlements ou encore par le gouvernement. Elle est publiée en français seulement.

Normes de recevabilité:

Les avis doivent contenir le minimum d'information requis par les lois et règlements qui régissent leur publication. On peut se référer à la *Gazette officielle* pour y retrouver des avis déjà publiés et les utiliser comme modèles. Les avis doivent être dactylographiés. Les annonceurs doivent fournir une lettre d'accompagnement indiquant clairement leurs nom et adresse, leur numéro de téléphone et le nombre de publications requises pour chaque avis.

Conditions générales:

Les manuscrits doivent être reçus au bureau de la *Gazette officielle* au plus tard à 16 h, le jeudi précédant la semaine de publication. Les avis reçus après cette date seront reportés à l'édition subséquente. De plus, l'Éditeur officiel du Québec se réserve le droit de retarder ou de refuser la publication de certains documents, à cause de leur longueur, de leur mauvaise formulation ou pour toute autre raison d'ordre administratif.

Les frais de publication sont payables à l'avance et doivent être acquittés par mandat ou par chèque émis à l'ordre de: « Les publications du Québec ». Un exemplaire de la *Gazette officielle* est automatiquement expédié comme preuve de publication pour chaque avis publié.

Toute demande d'annulation doit être faite par écrit et être reçue avant l'heure de tombée. Les frais déjà encourus sont facturés à l'annonceur à qui l'on rembourse tout montant versé en trop.

Si une erreur typographique se glisse dans une première publication, les annonceurs sont priés d'en aviser le responsable de la *Gazette officielle* avant la seconde publication. Les demandes de corrections au texte origi-

nal doivent aussi être faites par écrit et être reçues avant l'heure de tombée.

Tarif de publication

Le tarif de publication est de 0,63 \$ la ligne agate quel que soit le nombre de parutions.

Tarif de traduction

Le tarif de traduction est de 20 \$ les 100 mots.

Tarif pour les feuilles volantes

Le prix de vente pour les feuilles volantes est de 6 \$ la douzaine.

Prix à l'exemplaire

Le prix d'un exemplaire de la *Gazette officielle du Québec* est de 4 \$.

Les demandes de publication d'avis doivent être adressées comme suit:

Pierre Lauzier
Division de la *Gazette officielle*
1279, boul. Charest ouest
Québec G1N 4K7
Téléphone: (418) 643-9918

Abonnements

Tous les abonnements sont payables à l'avance. Faire parvenir votre chèque ou mandat-poste émis à l'ordre de « Les Publications du Québec ». Aucune réclamation après 90 jours.

Tarif d'abonnements

Partie 1 « Avis juridiques »: 48 \$ pour 12 mois
Partie 2 « Lois et règlements »: 70 \$ pour 12 mois
Partie 2 « Laws and Regulations »: 70 \$ pour 12 mois.

Toute correspondance concernant les abonnements doit être adressée au:

Ministère des Communications
Secteur des abonnements
C.P. 1005
Québec G1K 7B5
Téléphone: (418) 643-5150

Prière de faire part de tout changement d'adresse six semaines avant la date du déménagement et de retourner l'étiquette portant l'ancienne adresse.

TABLE DES MATIÈRES

ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS — LOI SUR L'

OFFICE DES RESSOURCES HUMAINES (*Délégation*) 3687

AMÉNAGEMENT ET L'URBANISME — LOI SUR L'

M.R.C. DE LA CÔTE-DE-GASPÉ 3687

AVIS DIVERS

CHEVALIERS DE COLOMB DU CONSEIL DE ST-DONAT. NUMÉRO 9315 3687
 CHEVALIERS DE COLOMB DU CONSEIL DE STE-AGATHE DE LOTBINIÈRE. NUMÉRO 9290 3687
 COMMISSION SCOLAIRE VAL-MONTS (*Rachat d'obligations*) (*Erratum*) 3808
 PAROISSE DE NOTRE-DAME-DE-LOURDES (*Mutations immobilières. L.R.Q. . c. M-39*) 3687
 PAROISSE DE SAINT-PIERRE-DU-LAC (*Requête*) 3690
 SUCCESSION CLAUDE GIRARD (*Bénéfice d'inventaire*) 3688
 SUCCESSION JACQUES GAGNON (*Bénéfice d'inventaire*) 3688
 SUCCESSION JEAN-NOËL ROY (*Bénéfice d'inventaire*) 3688
 SUCCESSION KARL SAUDER (*Bénéfice d'inventaire*) 3688
 SUCCESSION MICHAEL (MIKE) MORARESH (*Bénéfice d'inventaire*) 3689
 SUCCESSION REINE-AIMÉE LEBEAU (*Bénéfice d'inventaire*) 3689
 SUCCESSION RUSSEL BUCKLE (*Bénéfice d'inventaire*) 3689
 SUCCESSION STANLEY FRANCHUK (*Bénéfice d'inventaire*) 3689
 SUCCESSION WALENTY WIKTORCZYK (*Bénéfice d'inventaire*) 3689
 VILLAGE DE VAL-BRILLANT (*Requête*) 3690

CHANGEMENT DE NOM ET D'AUTRES QUALITÉS DE L'ÉTAT CIVIL — LOI SUR LE

ACCORDÉS

Alexander Clift 3692
 Andras Peter Abraham Bruck 3692
 Charles Norman Miller 3692
 Édith Rita Anita Pinette 3692
 Emily Dorothy Atkin 3693
 George Carr 3693
 Giuseppina Concetta Maria Josée Di Falco 3693
 Ivan Paul Dobren 3693
 Jean René Dominique Poirier 3693
 Joseph Adjutor René Gosselin 3693
 Joseph Carl Denis 3693
 Joseph Émery Guy Pierre Mallette 3693
 Joseph Jean Denis Richard Maroist 3693
 Joseph Marie Jean Berchmans Benoit Ross 3694
 Joseph Trefflé Rolland Laurent Denis 3694
 Lee Patrick Jeffers 3694
 Louis Philippe Bouchard 3694
 Marie Aurélie Betty Nadeau 3694
 Marie Claire Huguette Diane Bien-Aimée 3694
 Marie Clémence Gagné 3694
 Marie Élizabéth Lorraine Huard 3694
 Marie Hélène Jeannette Jeannine Lapointe 3695
 Marie Huguette Hélène Guay-Pearson 3695

Marie Jeannette Genèse Lachance 3695
 Marie Suzanne Nicole Charland 3695
 Marie Thérèse Claude Harvey 3695
 Marie Yvette Lauzon 3695
 Mario Daniel Martin Pompilio 3695
 Mary Theresa Eliane Wolfe 3695
 Morris Nassi 3695
 Paul Germain Hénault 3696
 Paul Joseph Brunet 3696
 Serge Bedikian 3696
 William Jon Jackson 3696

DEMANDES

Arthur René Dépatie 3696
 Audette St-Hilaire 3697
 Carole Lussier 3696
 Danie Berthiaume 3696
 Docile Lepage 3696
 Eric James Cavaluce 3697
 François Joseph Alvarez Réal Couture 3697
 Ishay Freidman 3697
 Jean-Claude Charbonneau 3697
 Jean-Marc Casabon 3697
 Joseph Hippolyte Marcel Desmeules 3697
 Joseph Oscar Roland dit Raynald Tremblay 3697
 Joseph René Lebel 3698
 Laurent Régnier 3698
 Mohamed Ezzeldin Elgindi 3698
 Radu Solomon 3698
 Rivka Segall 3698
 Stéphane Lagacé. Jean-François Lagacé et Daniel Lagacé 3698
 Theodore Markanastasakis 3698

CODE DE PROCÉDURE CIVILE (Article 139)

PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. IRÈNE BILOCERKIWSKY (*Assignment*) 3698
 PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. MARK RAJCHER (*Assignment*) 3699
 PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. MICHAEL FLOYD LERNER (*Assignment*) 3699
 PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. MICHEL KLEIN (*Assignment*) 3699

COMPAGNIES (PARTIE IA) — LOI SUR LES

DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT DE CONSTITUTION 3700
 2434-5514 QUÉBEC INC. (*Erratum*) 3809
 PAUL NURSERY (1986) INC. (*Erratum*) 3809
 PÉPINIÈRE PAUL (1986) INC. (*Erratum*) 3809

DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT DE CONTINUATION 3709

DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT DE FUSION 3711

DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT DE MODIFICATION 3712

DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT RECTIFIÉ/COMPLÉTÉ 3719

COMPAGNIES (PARTIE III) — LOI SUR LES

LETTRES PATENTES 3719

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES 3726

COMPAGNIES (DIVERS) — LOI SUR LES

CHANGEMENT DU NOMBRE D'ADMINISTRATEURS (Article 87)

FIDUCIAIRES DE L'ALCAN LIMITÉE (*Erratum*) 3789

DISSOLUTION — DEMANDES DE

2153-6628 QUÉBEC INC. 3727
2435-8194 QUÉBEC INC. 3727
ACME DIFFUSION INC. 3727
ARTEC DESINGS INC. 3727
BÉLICOR INC. 3727
B. TEPNER INC. 3727
CLUB SOCIAL SPÉRIBEL QUÉBEC INC. 3727
CONSTRUCTION DAUPHINAIS INC. 3728
COOPÉRATIVE CANADIENNE DU BÉTAIL DE
QUÉBEC LIMITÉE 3728
DÉCALCOMANIE A.B.C. INC. 3728
EXCAVATION C. VALLIÈRES INC. 3728
FER ET MÉTAL R. GARAND & FILS INC. 3728
FERME DUSSAULT INC. 3728
FERME PHOENIX INC. 3728
FESTIVAL DE ST-ALEXIS-DES-MONTS INC. 3728
GESTION JOSÉE INC. 3729
HABITEX INC. 3729
JOSÉE HOLDINGS INC. 3729
J.P. TRÉPANIÉRIE LTÉE 3729
LA COMPAGNIE ATLANTIC LIMITÉE 3729
LE CLUB LA LANTERNE 3729
LES DESSINS ARTEC INC. 3727
LES ENTREPRISES QUINTAL INC. 3729
LES IMMEUBLES S.V.D. INC. 3729
LES VÊTEMENTS DE POINTE-CALUMET INC. 3729
MARINE INDUSTRIE (SAUVETAGE) LTÉE 3730
MARINE INDUSTRIES (SALVAGE) LTD. 3730
MISS DE MAISONNEUVE INC. 3730
PAR-MÉTAL INC. 3730
PHILACHROME INC. 3730
PIERRE GUINDON INC. 3730
PRO-EPIN INC. 3730
SEDIF INC. 3730
SHEPPARD INDUSTRIES LIMITED 3730
TRANSPORT FABRE-LANIEL LTÉE 3731

COMPAGNIES ÉTRANGÈRES — LOI SUR LES

PERMIS DE FAIRE AFFAIRES 3731

COOPÉRATIVES — LOI SUR LES

ASSOCIATION COOPÉRATIVE D'HABITATION
ÉTUDIANTE DUROCHER (*Dissolution éventuelle*) 3731
FÉDÉRATION DES COOPÉRATIVES D'HABITATION
DE QUÉBEC (*Dissolution éventuelle*) 3731

DÉCLARATIONS DES COMPAGNIES ET SOCIÉTÉS — LOI SUR LES

CHANGEMENT DE LA RAISON SOCIALE (Article 1879
du Code civil)

D & C HOTELS AND COMPANY LIMITED 3732
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE 300 CONRAD-PELLETIER 3732
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE HÔTELS D & C 3732

DISSOLUTION

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE PHARMACIE JEAN
COUTU (J. ST-ONGE) ENR. 3732
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE PHARMACIE JEAN
COUTU (R. FAVREAU-M. ST-GEORGES) ENR. 3732
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE PHARMACIE JEAN
COUTU (R. LAUZON ENRG.) 3732
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE PHARMACIE JEAN
COUTU (ST-HUBERT) ENR. 3732
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE PHARM-ESCOMPTE
JEAN COUTU (F. TRAVERSY) ENR. 3732
SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE CARTIERVILLE 3732

FORMATION

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ISLE DIEU 3733
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LE PLATEAU ENR. 3733
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE MINIERE GATE 1986 3733

MINISTÈRES — AVIS CONCERNANT LES

AFFAIRES MUNICIPALES

DIVERS

RÉGIE INTERMUNICIPALE DE GESTION DES
DÉCHETS SOLIDES DES ANSES (*Constitution d'une
régie intermunicipale*) 3733

ÉDUCATION

DIVERS

COMMISSION SCOLAIRE (*Retrait d'une commission
scolaire*) 3734
COMMISSION SCOLAIRE RÉGIONALE (*Cessation
d'existence*) 3734
COMMISSION SCOLAIRE RÉGIONALE (*Cessation
d'existence*) 3734
COMMISSION SCOLAIRE RÉGIONALE (*Cessation
d'existence*) 3734
COMMISSIONS SCOLAIRES (*Retrait de commission
scolaire régionale*) 3734
COMMISSIONS SCOLAIRES (*Retrait de commission
scolaire régionale*) 3734
COMMISSIONS SCOLAIRES (*Retrait de commissions
scolaires régionales*) 3735
COMMISSIONS SCOLAIRES (*Retrait de commissions
scolaires régionales*) 3735
COMMISSIONS SCOLAIRES RÉGIONALES (*Cessation
d'existence*) 3735
COMMISSIONS SCOLAIRES RÉGIONALES (*Cessation
d'existence*) 3735

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE (*Changement des limites et
annexion*) 3739
MUNICIPALITÉS SCOLAIRES (*Annexion et changements
de limites*) 3737
MUNICIPALITÉS SCOLAIRES (*Fusion*) 3739
MUNICIPALITÉS SCOLAIRES (*Fusions*) 3736
VALLÉE DE LA MATAPÉDIA (*Demande*) 3740

ÉNERGIE ET RESSOURCES		
ARRÊTÉS MINISTÉRIELS		
MISE EN VIGUEUR DU CADASTRE DE CERTAINES PARTIES DE TERRITOIRE	3740	
MISE EN VIGUEUR DU CADASTRE DE CERTAINES PARTIES DE TERRITOIRE	3741	
OFFICE DE LA LANGUE FRANÇAISE		
TERMES PARUS DANS LES AVIS DE RECOMMANDATION		
COMMISSION DE TERMINOLOGIE DE L'ÉDUCATION	3742	
COMMISSION DE TERMINOLOGIE DE L'ÉDUCATION	3743	
GESTION ET DROIT	3744	
SPORT	3744	
TERMES RECOMMANDÉS	3743	
TERMES RECOMMANDÉS ET EN INSTANCE DE NORMALISATION	3742	
OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC		
JEANNETTE LÉVESQUE GERVAIS, INFIRMIÈRE (<i>Radiation permanente</i>)	3745	
PROJET DE LOI D'INTÉRÊT PRIVÉ — AVIS DE PRÉSENTATION D'UN		
PAROISSE DE SAINT-ÉLIE-D'ORFORD	3745	
RENSEIGNEMENTS SUR LES COMPAGNIES — LOI CONCERNANT LES		
DISSOLUTIONS		3746
SYNDICATS PROFESSIONNELS — LOI SUR LES		
ASSOCIATION DES DIRECTEURS D'ÉCOLE DES MANOIRS (<i>Formation</i>)	3796	
VENTES PAR SHÉRIF		
ABITIBI		
BANQUE NATIONALE DU CANADA c. ÉLÈVEURS P.R. & E. DUBÉ INC.	3797	
GASPÉ		
BANQUE DE NOUVELLE ÉCOSSE c. BÉLAND <i>ET AL.</i>	3797	
HULL		
BANQUE NATIONALE DU CANADA c. PETERKIN	3797	
MONTREAL		
ANDRÉ GAGNON ALUMINIUM INC. c. CONSTRUCTION SERGE DALLAIRE & ASSOCIÉS INC. <i>ET AL.</i>	3802	
BÉGIN c. LARAMÉE	3802	
CAISSE POPULAIRE DE REPENTIGNY c. LAPERRIÈRE <i>ET AL.</i>	3803	
CONTINENTAL TRUST COMPANY <i>ET AL.</i> c. NAULT <i>ET AL.</i>	3803	
LES ENCHÈRES D'AUTOMOBILES ST-PIERRE LIMITÉE <i>ET AL.</i> c. ANDRÉ CAPELLIER <i>ET AL.</i>	3804	
QUÉBEC		
BANQUE NATIONALE DU CANADA c. SCIERIE ST-BASILE <i>ET AL.</i>	3804	
OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC c. THIBAUT	3805	
PAROISSE DE SAINT-RAYMOND c. PINE LAKE DEVELOPMENT CORPORATION	3805	
ROUYN-NORANDA		
MALCOLM c. MACDONALD MINES LTD <i>ET AL.</i>	3806	
SAINT-FRANÇOIS		
CAISSE POPULAIRE D'ASBESTOS c. CINÉMA C.G.D. INC. <i>ET AL.</i>	3806	
SAINT-AURICE		
BANQUE FÉDÉRALE DE DÉVELOPPEMENT c. MARCHAND	3807	
TERREBONNE		
ST-LAURENT WHOLE SALE IMD INC /GROSSISTE ST-LAURENT IMD INC. c. LÉGARÉ <i>ET AL.</i>	3808	
VENTES POUR TAXES, AVIS DE PUBLICATION		
VILLE DE LEBEL-SUR-QUÉVILLON	3808	

AVIS JURIDIQUES

Accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels — Loi sur l'

Office des ressources humaines

En ma qualité de présidente de l'Office des ressources humaines, je désigne, conformément à l'article 8 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1), monsieur Jean-Paul Roberge, directeur des services juridiques à l'Office des ressources humaines, pour exercer les fonctions que la Loi confère dans cet organisme à la personne responsable de l'accès aux documents et de la protection des renseignements personnels.

Le 22 avril 1986

*La présidente de l'Office
des ressources humaines,
NICOLE MALO*

47092

Aménagement et l'urbanisme — Loi sur l'

Municipalité régionale de comté de La Côte-de-Gaspé

En vertu de l'article 70 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), je désavoue le Règlement numéro 86-32, adopté le 21 mai 1986, à l'effet de modifier le Règlement de contrôle intérimaire de la municipalité régionale de comté de La Côte-de-Gaspé.

La présente ordonnance entrera en vigueur le jour de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

Québec, Le 15 juillet 1986

*Le ministre des Affaires municipales,
ANDRÉ BOURBEAU*

180

Avis divers

Chevaliers de Colomb du conseil de St-Donat, numéro 9315

Avis est donné que les Chevaliers de Colomb du conseil de St-Donat, numéro 9315, possèdent leur siège social à Saint-Donat, province de Québec, et qu'ils se prévalent des dispositions de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec (I et II, Elizabeth II, c. 134, a. 2), et ce, à partir de la date de la publication à la *Gazette officielle du Québec*.

*Le grand chevalier,
GAÉTAN HOULE*

*Le secrétaire archiviste,
ROGER SIGOUIN*

47050

Chevaliers de Colomb du conseil de Ste-Agathe de Lotbinière, numéro 9290

Avis est donné que les Chevaliers de Colomb du conseil de Ste-Agathe de Lotbinière, numéro 9290, possèdent leur siège social à Sainte-Agathe-de-Lotbinière, province de Québec, et qu'ils se prévalent des dispositions de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec (I et II, Elizabeth II, c. 134, a. 2), et ce, à partir de la date de la publication à la *Gazette officielle du Québec*.

*Le grand chevalier,
RENÉ LAMBERT*

*Le secrétaire archiviste,
ARMAND MARTINEAU*

47051

Pâroisse de Notre-Dame-de-Lourdes

En vertu de l'article 2 du projet de loi numéro 47, sanctionné le 23 décembre 1976, la municipalité de la paroisse de Notre-Dame-de-Lourdes, par le Règlement numéro 4-1986 de son Conseil, adopté le 2 juin 1986, a imposé un droit sur le transfert des immeubles situés sur son territoire et la perception de ce droit demeure dans la paroisse de Notre-Dame-de-Lourdes, par son secrétaire-trésorier.

Notre-Dame-de-Lourdes, le 9 juin 1986

*Le secrétaire-trésorier,
FRANÇOIS HÉTU*

47103

Succession Claude Girard

Avis est, par les présentes, donné que M. André Girard, ès qualités de tuteur aux biens et à la personne de Chantal Girard, demeurant au 259, rang Saint-Jean, Saint-Placide, province de Québec, J0V 2B0, dûment autorisé, a accepté la part lui échéant de la succession de son père, feu Claude Girard, sous bénéfice d'inventaire, aux termes d'un acte exécuté devant François Venne, notaire, 222, rue Saint-Georges, local 300, Saint-Jérôme, province de Québec, J7Z 4Z9, daté le vingt-six (26) mai mil neuf cent quatre-vingt-six (1986) et enregistré dans la division de Deux-Montagnes, le trente (30) mai mil neuf cent quatre-vingt-six (1986), sous le numéro 252514.

Un inventaire des biens du défunt a été fait devant le notaire François Venne, le vingt (20) février mil neuf cent quatre-vingt-six (1986) et peut être consulté à ses bureaux à l'adresse ci-dessus.

Après deux (2) mois du présent avis, André Girard, ès qualités de tuteur aux biens et à la personne de Chantal Girard, paiera les créanciers à mesure qu'ils se présenteront selon la loi.

Saint-Jérôme, le 10 juin 1986

47094

Le procureur,
FRANÇOIS VENNE, notaire

Succession Jacques Gagnon

Prenez avis que Mme Michèle Debain, en qualité de tutrice à Ivan Debain-Gagnon, donne avis à tout créancier que ce dernier est l'héritier bénéficiaire de feu Jacques Gagnon. Mme Michèle Debain a accepté pour Yvan Debain-Gagnon ladite succession, sous bénéfice d'inventaire. L'acte d'acceptation a été reçu le 21 avril 1986, sous le numéro 4919 des minutes de Marcel Sainte-Marie, notaire à Hull, pratiquant au 175, rue Champlain. Gaston Lallement, avocat pratiquant au 27, rue Butternut, Aylmer, est en charge du règlement de la succession.

Aylmer, le 10 juin 1986

47056

Le procureur,
GASTON LALLEMENT, avocat

Succession Jean-Noël Roy

Avis est, par les présentes, donné que Chantal Bélanger, agissant aux présentes en sa qualité de tuteur à ses

enfants mineurs Michael et Vicky Roy, conformément à l'autorisation à elle donnée sur avis du conseil de famille tenu en 1984 et homologué par la Cour supérieure, district de Saint-François, le 17 octobre 1984, dossier numéro 450-14-000317-840, a accepté, sous bénéfice d'inventaire, aux termes d'un acte reçu devant Michel Lamoureux, notaire, le 9 juillet 1986, enregistré à Sherbrooke sous le numéro 333366, la succession de Jean-Noël Roy, décédé, sans testament, le 28 août 1984, en son vivant sans emploi, domicilié au 564, rue Galt Ouest, Sherbrooke.

Un inventaire des biens du défunt a été fait devant le notaire Michel Lamoureux et peut être consulté à ses bureaux, sis au 520, rue Bowen Sud, Sherbrooke, J1G 2E1.

Après deux mois du présent avis, le tuteur paiera les créanciers à mesure qu'ils se présenteront selon la loi.

Sherbrooke, le 11 juillet 1986

47073

Le procureur,
MICHEL LAMOUREUX, notaire

Succession Karl Sauder

Avis est, par les présentes, donné que dame Helga Fussinger-Sauder, épouse séparée de bien de M. Karl Sauder, homme d'affaires, domicilié au 341, 12^e Rue, Val-d'Or, héritière de feu Karl Sauder, de son vivant domicilié à la même adresse, et décédé à Val-d'Or, le vingt-deux mars mil neuf cent quatre-vingt-six (86 03 22), après avoir laissé un testament notarié passé en Allemagne, devant Me Wilhelm Keuker, a accepté la succession dudit Karl Sauder, sous bénéfice d'inventaire, aux termes d'un acte exécuté, le vingt mai mil neuf cent quatre-vingt-six (86 03 20) devant Denis Tousignant, notaire, au 906, 3^e Avenue, Val-d'Or, J9P 1T1, et enregistré au bureau d'enregistrement d'Abitibi sous le no 238904, le vingt-trois mai mil neuf cent quatre-vingt-six (86 05 23).

Un inventaire des biens du défunt a été fait devant Me Tousignant et peut être consulté à ses bureaux, à l'adresse ci-dessus.

Après deux mois du présent avis, la bénéficiaire paiera les créanciers à mesure qu'ils se présenteront, selon la loi.

Val-d'Or, le 28 mai 1986

47104

Le procureur,
DENIS TOUSIGNANT, notaire

Succession Michael (Mike) Moraresh

Avis est donné qu'aux termes d'un acte exécuté, le 26 mai 1986, devant Jacqueline Labelle, notaire exerçant en les ville et district de Montréal, 4800, rue Bois-Franc, appartement 1, Saint-Laurent, QC, et enregistré à Montréal, le 12 juin 1986, sous le numéro 3730084, Mme Lise Latendresse Moraresh, en sa qualité de tutrice à ses enfants mineurs Angelie Ruth Moraresh et Marie Debbie Moraresh, a accepté, sous bénéfice d'inventaire, la succession Michael (Mike) Moraresh, son époux, en son vivant domicilié au 1400, rue Norman, Cornwall, Ontario, lequel est décédé à Cornwall, Ontario, le 16 mai 1982.

Montréal, le 25 juin 1986

47105

Le procureur,
JACQUELINE LABELLE, notaire

Succession Reine-Aimée Lebeau

Avis est, par les présentes, donné que dame Raymonde Fillion, nommée tutrice à son enfant mineure Julie Courtemanche, aux termes d'un jugement prononcé par monsieur Raymond Fortin, protonotaire de la Cour supérieure du district de Labelle, le quatorze (14) mai mil neuf cent quatre-vingt-six (1986), dossier numéro 560-14-000029-862, a accepté pour le bénéfice de ladite Julie Courtemanche, la succession de feu Reine-Aimée Lebeau en son vivant, domiciliée à la Résidence Plamondon, 25^e Avenue, ville de Saint-Eustache, laquelle est décédée au centre hospitalier de Saint-Eustache, le dix-sept (17) octobre mil neuf cent quatre-vingt-cinq (1985) sans laisser de testament.

Ladite acceptation a été faite, sous bénéfice d'inventaire, tel qu'il appert d'un acte exécuté devant René Bellemare, notaire, le trente (30) mai mil neuf cent quatre-vingt-six (1986) et enregistrée à Deux-Montagnes, le trente (30) juin mil neuf cent quatre-vingt-six (1986), sous le numéro 253759 et enregistrée à Labelle sous le numéro 172684.

Un inventaire des biens du défunt a été fait devant le notaire Alain Rocheleau, le trente (30) avril mil neuf cent quatre-vingt-six (1986) et peut-être consulté à ses bureaux.

Après deux (2) mois du présent avis, le bénéficiaire paiera les créanciers à mesure qu'ils se présenteront, s'il y a lieu, et ce, selon la loi.

Saint-Eustache, le 4 juillet 1986

47106

Le procureur,
ALAIN ROCHELEAU, notaire

Succession Russel Buckle

Avis est, par les présentes, donné que dame Rita Walsh, en sa qualité de tutrice à ses enfants mineurs, Marguerite Céline Buckle et Joseph Brendan Buckle, a accepté, sous bénéfice d'inventaire, la succession de feu Russel Buckle, en son vivant, demeurant à Blanc-Sablon, par acte reçu devant André Caron, notaire, ayant son étude à Sept-Îles, 390, rue Brochu, local 205, province de Québec.

Ledit acte a été passé, le 17 janvier 1986, et enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Sept-Îles, le 6 mars 1986, sous le numéro 54495.

Sept-Îles, le 13 juin 1986

47043

Le procureur,
ANDRÉ CARON, notaire

Succession Stanley Franchuk

Avis est, par les présentes, donné que monsieur Michel Tremblay, ès qualités tuteur à ses enfants, Isabelle, Éliane et Jean-Michel, demeurant au 1612, des Grands-Ducs, Chicoutimi, QC, a accepté la succession de monsieur Stanley Franchuk, décédé le six avril mil neuf cent quatre-vingt-six (1986 04 06) et de son vivant demeurant au 470, Laval, Malartic, QC, sous bénéfice d'inventaire, aux termes d'un acte exécuté devant Denis Tousignant, notaire au 906, 3^e Avenue, Val-d'Or, QC, J9P 1T1, en date du seize juin mil neuf cent quatre-vingt-six (1986 06 16), et enregistré au bureau de la division d'enregistrement d'Abitibi sous le numéro 239758.

Un inventaire des biens du défunt a été fait devant Denis Tousignant, notaire, et peut être consulté à ses bureaux à l'adresse ci-dessus.

Après deux (2) mois du présent avis, les bénéficiaires paieront les créanciers à mesure qu'ils se présenteront, selon la loi.

Val-d'Or, le 9 juillet 1986

47093

Le procureur,
DENIS TOUSIGNANT, notaire

Succession Walenty Wiktorczyk

Avis est donné qu'aux termes d'un acte exécuté, le 13 mai 1986, devant Jacqueline Labelle, notaire exerçant en les ville et district de Montréal, 4800, chemin Bois-Franc, appartement 1, Saint-Laurent, QC, et enre-

gistré à Montréal, le 27 mai 1986, sous le numéro 3720965, dame Lidia Raczka, veuve de Eugène Wiktorczyk, ès qualités de tutrice à ses enfants mineurs Robert Wiktorczyk et Yolanda Wiktorczyk, a accepté, sous bénéfice d'inventaire, la succession de Walenty Wiktorczyk, l'oncle desdits enfants mineurs, en son vivant domicilié au 8567, avenue Outremont, appartement 1, Montréal, lequel est décédé à Montréal, le 3 décembre 1985.

Montréal, le 25 juin 1986

47107

Le procureur,
JACQUELINE LABELLE, *notaire*

**Village de Val-Brillant
et
Paroisse de Saint-Pierre-du-Lac**

Avis est, par les présentes, donné que le Conseil de la municipalité du village de Val-Brillant et le Conseil de la municipalité de la paroisse de Saint-Pierre-du-Lac ont adopté, à la majorité de leurs membres, des règlements, soit le Règlement numéro 187-86 de la municipalité du village de Val-Brillant et le Règlement numéro 221-86 de la municipalité de la paroisse de Saint-Pierre-du-Lac, autorisant ces municipalités à présenter une requête au gouvernement pour regrouper les municipalités du village de Val-Brillant et de la paroisse de Saint-Pierre-du-Lac et créer la nouvelle municipalité de Val-Brillant aux conditions suivantes:

a) le nom de la nouvelle municipalité est « Municipalité de Val-Brillant ».

b) Le territoire de la nouvelle municipalité est celui déterminé par la description technique en date du 16 juin 1986 préparée par monsieur Louis-Marie Bélanger, arpenteur-géomètre, et annexée à la présente requête pour en faire partie comme si elle était ici au long reproduite.

c) La nouvelle municipalité est régie par le Code municipal.

d) Un Conseil provisoire sera en poste jusqu'à la première élection générale. Il sera composé de tous les membres des deux conseils existant au moment du regroupement.

Les deux maires actuels alterneront comme maire du Conseil provisoire pour deux périodes égales. Un tirage au sort lors de la première assemblée du Conseil provisoire déterminera lequel des deux maires actuels exercera ce rôle en premier.

e) La première assemblée du Conseil provisoire sera tenue le deuxième lundi juridique suivant l'entrée en

vigueur des lettres patentes; elle aura lieu à 20 heures, à la salle municipale de l'ancien village de Val-Brillant et de l'ancienne paroisse de Saint-Pierre-du-Lac, sans avis de convocation.

f) La première élection générale aura lieu le premier dimanche de novembre 1986, si les lettres patentes entrent en vigueur avant le 1^{er} octobre 1986.

Si les lettres patentes entrent en vigueur après le 1^{er} octobre 1986, la première élection générale aura lieu le premier dimanche du deuxième mois suivant le mois de l'entrée en vigueur des lettres patentes. Si le deuxième mois est le mois de janvier, l'élection générale est reportée au premier dimanche du mois suivant.

Sous réserve des articles 283 et 284 du Code municipal qui s'appliquent en les adaptant, la durée du mandat des membres du Conseil sera de deux (2) ans. Les sièges seront numérotés de un (1) à six (6) à compter de la première élection générale.

g) Pour la première élection générale, seules peuvent être candidates aux sièges numéros 1, 2 et 3 les personnes possédant le cens d'éligibilité conformément à l'article 268 du Code municipal et inscrites au rôle d'évaluation à l'égard d'un immeuble situé dans le territoire de l'ancien village de Val-Brillant et seules peuvent être candidates aux sièges numéros 4, 5 et 6 les personnes possédant le cens d'éligibilité conformément à l'article 268 du Code municipal et inscrites au rôle d'évaluation à l'égard d'un immeuble situé dans le territoire de l'ancienne paroisse de Saint-Pierre-du-Lac.

h) Le secrétaire-trésorier des anciennes municipalités du village de Val-Brillant et de la paroisse de Saint-Pierre-du-Lac devient secrétaire-trésorier de la nouvelle municipalité.

i) À compter de la date de l'entrée en vigueur des lettres patentes regroupant les deux municipalités et ce, jusqu'au 31 décembre 1986, les budgets adoptés par chacune des deux municipalités pour l'exercice financier de 1986 continuent d'être appliqués par le Conseil de la nouvelle municipalité et les dépenses ainsi que les revenus doivent être comptabilisés séparément comme si les anciennes municipalités continuaient d'exister. Toutefois, une dépense ou un revenu reconnu par le Conseil comme découlant du regroupement est imputé à part égale au budget de chacune des anciennes municipalités.

j) Le surplus accumulé par une ancienne municipalité, jusqu'à concurrence du moindre des montants de surplus accumulé par chacune des anciennes municipalités, sera versé au fonds général de la nouvelle municipalité. Tout montant de surplus accumulé en excédent du moindre des montants de surplus accumulé par chacune des anciennes municipalités sera utilisé au bénéfice des

contribuables de l'ancienne municipalité qui l'aura accumulé; il sera affecté à la réalisation de travaux publics dans le territoire de cette ancienne municipalité.

k) Jusqu'à ce que le Conseil municipal en décide autrement par règlement conformément à l'article 1077 du Code municipal, devient à la charge de l'ensemble des biens-fonds imposables de la nouvelle municipalité, sur la base de la valeur desdits biens-fonds telle qu'elle apparaît au rôle d'évaluation en vigueur chaque année, le solde des échéances, au moment de l'entrée en vigueur des lettres patentes, en capital et intérêts, du Règlement 209 de la paroisse de Saint-Pierre-du-Lac. La clause d'imposition dudit règlement est modifiée en conséquence.

l) Jusqu'à ce que le Conseil municipal en décide autrement par règlement conformément à l'article 1077 du Code municipal, devient à la charge de l'ensemble des biens-fonds imposables de la nouvelle municipalité, desservis par le réseau d'aqueduc au moment de l'entrée en vigueur des lettres patentes, sur la base de la valeur desdits biens-fonds telle qu'elle apparaît au rôle d'évaluation en vigueur chaque année, le solde des échéances, au moment de l'entrée en vigueur des lettres patentes, en capital et intérêts, des Règlements 112, 118, 125 et 179-84 du village de Val-Brillant. Les clauses d'imposition desdits règlements sont modifiées en conséquence.

m) Toute dette qui pourrait survenir à la suite d'une poursuite judiciaire, pour un ou des actes posés par une ancienne municipalité, reste à la charge des contribuables de cette ancienne municipalité.

n) La nouvelle municipalité succède aux droits, obligations et charges des anciennes municipalités intéressées; elle devient, sans reprise d'instance, partie à toute instance, aux lieu et place des anciennes municipalités intéressées. Les règlements, résolutions, procès-verbaux, rôles d'évaluation, rôles de perception et autres actes de chacune des municipalités requérantes demeurent en vigueur dans le territoire pour lequel ils ont été faits jusqu'à ce qu'ils soient amendés, annulés ou abrogés par la nouvelle municipalité.

o) Tous les biens mobiliers et immobiliers appartenant à chacune des municipalités requérantes deviendront la propriété de la nouvelle municipalité.

p) La nouvelle municipalité deviendra effective conformément à la loi.

Prenez avis que tout propriétaire, locataire ou personne domiciliée dans les municipalités concernées par la présente requête en regroupement peuvent s'opposer au principe du regroupement ou aux modalités de la requête conjointe dans les trente (30) jours qui suivent la date de la dernière parution dans un journal du présent

avis et peuvent faire connaître les motifs de leur opposition en s'adressant par écrit à la Commission municipale du Québec.

On peut prendre connaissance et obtenir copie du texte de la requête conjointe au secrétariat des municipalités du village de Val-Brillant et de la paroisse de Saint-Pierre-du-Lac.

*Le secrétaire-trésorier du
village de Val-Brillant,
GUY LECLER*

Description officielle des limites du territoire de la municipalité de Val-Brillant dans la municipalité régionale de comté de La Matapédia

Le territoire actuel des municipalités de la paroisse de Saint-Pierre-du-Lac et du village de Val-Brillant dans la municipalité régionale de comté de La Matapédia, comprenant en référence aux cadastres de la paroisse de Saint-Pierre-du-Lac et des cantons d'Awantjish et de Nemtayé les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures ainsi que les chemins, routes, rues, emprise de chemin de fer, îles, lacs, cours d'eau ou parties d'iceux, le tout renfermé dans les limites ci-après décrites, à savoir: partant du point d'intersection de la ligne séparative des lots 227 et 228 du rang I du cadastre de la paroisse de Saint-Pierre-du-Lac avec la rive sud-ouest du lac Matapédia; de la, successivement, les lignes et les démarcations suivantes: ladite rive sud-ouest du lac Matapédia dans une direction sud-est jusqu'à la ligne est du lot I; ladite ligne est, cette ligne prolongée à travers le lot 232 (emprise de chemin de fer) et le chemin public qu'elle rencontre; la ligne séparative des rangs I et II dans une direction nord-ouest jusqu'à la ligne est du lot 318; ladite ligne est, cette ligne prolongée à travers le chemin public qu'elle rencontre; la ligne séparative des rangs II et III dans une direction nord-ouest jusqu'à la ligne est du lot 319; ladite ligne est; la ligne sud-ouest des lots 319, 320 et une partie de la ligne sud-ouest du lot 321 jusqu'à la ligne séparative des rangs IV et V du cadastre du canton de Nemtayé; en référence au cadastre dudit canton, partie de ladite ligne séparative de rangs jusqu'à la ligne sud-ouest du lot H du rang IV; ladite ligne sud-ouest jusqu'au sommet de l'angle sud du lot H du rang III; la ligne sud-ouest du lot H dudit rang en allant vers le nord-ouest jusqu'à la ligne sud du lot 340 du rang III du cadastre de la paroisse de Saint-Pierre-du-Lac; en référence au cadastre de ladite paroisse, une partie de ladite ligne de lot, la ligne sud-ouest des lots 341, 342, 343, cette ligne prolongée à travers le chemin public qu'elle rencontre, une partie de la ligne sud-ouest du lot 344 jusqu'à la ligne séparative des rangs II et III du cadastre du canton de Nemtayé; en

référence au cadastre dudit canton, partie de ladite ligne séparative de rangs jusqu'à la ligne sud-ouest du lot 2 du rang II; ladite ligne sud-ouest; partie de la ligne séparative des rangs I et II jusqu'à la ligne sud-ouest du lot 10 du rang I; ladite ligne sud-ouest jusqu'au sommet de l'angle sud du lot 10a du rang VIII du cadastre du canton d'Awantjish; en référence au cadastre dudit canton, la ligne sud-ouest des lots 10a et 10b du rang VIII et leur prolongement à travers un chemin public et un lac qu'elle rencontre jusqu'au sommet de l'angle sud du lot 61 du rang VII; la ligne sud-ouest dudit lot; partie de la ligne séparative des rangs VI et VII, cette ligne prolongée à travers le chemin public qu'elle rencontre jusqu'à la ligne sud-ouest du lot 379 du rang III du cadastre de la paroisse de Saint-Pierre-du-Lac; en référence au cadastre de ladite paroisse, dans une direction nord-ouest une partie de la ligne sud-ouest du lot 379, la ligne sud-ouest des lots 380, 381, 382, 383 et dans une direction ouest la ligne sud du lot 384 du rang III jusqu'à la ligne nord-ouest dudit lot; ladite ligne nord-ouest, cette ligne prolongée à travers le chemin public qu'elle rencontre jusqu'au sommet de l'angle sud-ouest du lot 238 du rang II; la ligne nord-ouest du lot 238 dudit rang, cette ligne prolongée à travers le chemin public et le lot 232 (emprise de chemin de fer) qu'elle rencontre; la ligne séparative des rangs I et II dans des directions est et sud-est jusqu'à la ligne nord-ouest du lot 227 du rang I; ladite ligne nord-ouest, cette ligne prolongée à travers le chemin public qu'elle rencontre jusqu'au point de départ; lesquelles limites définissent le territoire de la municipalité de Val-Brillant dans la municipalité régionale de comté de La Matapédia, les municipalités actuelles de la paroisse de Saint-Pierre-du-Lac et du village de Val-Brillant cessant d'exister par cette fusion.

Le tout tel qu'apparaissant sur le plan no 1-1107 accompagnant la présente description de l'arpenteur soussigné en date de ce jour.

Faite et préparée à Amqui, le 16^e jour du mois de juin 1986, sous le numéro mille six cent trois de mes minutes.

47057

LOUIS-MARIE BÉLANGER,
arpenteur-géomètre

Changement de nom et d'autres qualités de l'état civil — Loi sur le

Accordés

Alexander Clift

Par le certificat numéro 86-417 du 26 juin 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Alexandre Efstathopoulos, né (e) le 5 juin 1964, en celui de Alexander Clift.

Sainte-Foy, le 4 juillet 1986

Le sous-registraire adjoint du Québec,

178

JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Andras Peter Abraham Bruck

Par le certificat numéro 86-357 du 5 juin 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Andras Peter Bruck, né (e) le 27 juillet 1951, en celui de Andras Peter Abraham Bruck.

Sainte-Foy, le 27 juin 1986

Le sous-registraire adjoint du Québec,

178

JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Charles Norman Miller

Par le certificat numéro 86-419 du 26 juin 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Charles Norman Miner, né (e) le 29 avril 1925, en celui de Charles Norman Miller.

Sainte-Foy, le 4 juillet 1986

Le sous-registraire adjoint du Québec,

178

JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Édith Rita Anita Pinette

Par le certificat numéro 86-409 du 26 juin 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Édith Rita Pinette, né (e) le 15 mai 1964, en celui de Édith Rita Anita Pinette.

Sainte-Foy, le 4 juillet 1986

Le sous-registraire adjoint du Québec,

178

JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Emily Dorothy Atkin

Par le certificat numéro 86-404 du 26 juin 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Dorothy Rita Oliveros, né (e) le 22 août 1962, en celui de Emily Dorothy Atkin.

Sainte-Foy, le 4 juillet 1986

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

178

George Carr

Par le certificat numéro 86-390 du 19 juin 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Yuri Belusov, né (e) le 3 novembre 1921, en celui de George Carr.

Sainte-Foy, le 27 juin 1986

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

178

Giuseppina Concetta Maria Josée Di Falco

Par le certificat numéro 86-410 du 26 juin 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Giuseppina Concetta Maria Di Falco, né (e) le 1^{er} septembre 1948, en celui de Giuseppina Concetta Maria Josée Di Falco.

Sainte-Foy, le 4 juillet 1986

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

178

Ivan Paul Dobren

Par le certificat numéro 86-397 du 19 juin 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Ivan Dobroruka, né (e) le 4 avril 1956, en celui de Ivan Paul Dobren.

Sainte-Foy, le 27 juin 1986

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

178

Jean René Dominique Poirier

Par le certificat numéro 86-418 du 26 juin 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom

de Jean René Dominique Petersen, né (e) le 9 mars 1966, en celui de Jean René Dominique Poirier.

Sainte-Foy, le 4 juillet 1986

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

178

Joseph Adjutor René Gosselin

Par le certificat numéro 86-414 du 26 juin 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph Adjutor Gosselin, né (e) le 7 mai 1927, en celui de Joseph Adjutor René Gosselin.

Sainte-Foy, le 4 juillet 1986

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

178

Joseph Carl Denis

Par le certificat numéro 86-392 du 19 juin 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph Carol Chrétien, né (e) le 12 février 1959, en celui de Joseph Carl Denis.

Sainte-Foy, le 27 juin 1986

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

178

Joseph Émery Guy Pierre Mallette

Par le certificat numéro 86-401 du 19 juin 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph Émery Guy Mallette, né (e) le 29 décembre 1927, en celui de Joseph Émery Guy Pierre Mallette.

Sainte-Foy, le 27 juin 1986

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

178

Joseph Jean Denis Richard Marois

Par le certificat numéro 86-398 du 19 juin 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph Jean Denis Richard Marois, né (e) le 24 juin 1954, en celui de Joseph Jean Denis Richard Marois.

Sainte-Foy, le 27 juin 1986

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

178

Joseph Marie Jean Berchmans Benoit Ross

Par le certificat numéro 86-393 du 19 juin 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph Marie Jean Beckmans Ross, né (e) le 13 août 1951, en celui de Joseph Marie Jean Berchmans Benoit Ross.

Sainte-Foy, le 27 juin 1986

178 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Joseph Trefflé Rolland Laurent Denis

Par le certificat numéro 86-394 du 19 juin 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph Trefflé Rolland Denis, né (e) le 6 septembre 1928, en celui de Joseph Trefflé Rolland Laurent Denis.

Sainte-Foy, le 27 juin 1986

178 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Lee Patrick Jeffers

Par le certificat numéro 86-389 du 19 juin 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Leon Patrice Brochu, né (e) le 24 novembre 1964, en celui de Lee Patrick Jeffers.

Sainte-Foy, le 27 juin 1986

178 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Louis Philippe Bouchard

Par le certificat numéro 86-405 du 26 juin 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Louis Philippe, né (e) le 14 mars 1928, en celui de Louis Philippe Bouchard.

Sainte-Foy, le 4 juillet 1986

178 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Aurélie Betty Nadeau

Par le certificat numéro 86-396 du 19 juin 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Aurélie Albertine Nadeau, né (e) le 28 mars 1940, en celui de Marie Aurélie Betty Nadeau.

Sainte-Foy, le 27 juin 1986

178 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Claire Huguette Diane Bien-Aimée

Par le certificat numéro 86-391 du 19 juin 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Claire Huguette Diane Aubin, né (e) le 25 mars 1957, en celui de Marie Claire Huguette Diane Bien-Aimée.

Sainte-Foy, le 27 juin 1986

178 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Clémence Gagné

Par le certificat numéro 86-411 du 26 juin 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Clémence, né (e) le 22 septembre 1935, en celui de Marie Clémence Gagné.

Sainte-Foy, le 4 juillet 1986

178 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Élisabeth Lorraine Huard

Par le certificat numéro 86-388 du 19 juin 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Élisabeth Fleure Ange Télouine Huard, né (e) le 26 janvier 1934, en celui de Marie Élisabeth Lorraine Huard.

Sainte-Foy, le 27 juin 1986

178 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Hélène Jeannette Jeannine Lapointe

Par le certificat numéro 86-407 du 26 juin 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Hélène Jeannette Lapointe, né (e) le 16 février 1925, en celui de Marie Hélène Jeannette Jeannine Lapointe.

Sainte-Foy, le 4 juillet 1986

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

178

Marie Huguette Hélène Guay-Pearson

Par le certificat numéro 86-406 du 26 juin 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Huguette Hélène Pearson, né (e) le 26 août 1966, en celui de Marie Huguette Hélène Guay-Pearson.

Sainte-Foy, le 4 juillet 1986

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

178

Marie Jeannette Genèse Lachance

Par le certificat numéro 86-413 du 26 juin 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Jeannette Magella Lachance, né (e) le 17 décembre 1929, en celui de Marie Jeannette Genèse Lachance.

Sainte-Foy, le 4 juillet 1986

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

178

Marie Suzanne Nicole Charland

Par le certificat numéro 86-415 du 26 juin 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Suzanne Nicole Pommainville, né (e) le 11 novembre 1965, en celui de Marie Suzanne Nicole Charland.

Sainte-Foy, le 4 juillet 1986

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

178

Marie Thérèse Claude Harvey

Par le certificat numéro 86-400 du 19 juin 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Thérèse Harvey, né (e) le 19 juin 1927, en celui de Marie Thérèse Claude Harvey.

Sainte-Foy, le 27 juin 1986

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

178

Marie Yvette Lauzon

Par le certificat numéro 86-420 du 26 juin 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Yvette Smith, né (e) le 8 avril 1947, en celui de Marie Yvette Lauzon.

Sainte-Foy, le 4 juillet 1986

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

178

Mario Daniel Martin Pompilio

Par le certificat numéro 86-387 du 19 juin 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Mario Daniel Martin, né (e) le 18 mars 1953, en celui de Mario Daniel Martin Pompilio.

Sainte-Foy, le 27 juin 1986

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

178

Mary Theresa Eliane Wolfe

Par le certificat numéro 86-395 du 19 juin 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Mary Theresa Lillian Wolfe, né (e) le 25 février 1934, en celui de Mary Theresa Eliane Wolfe.

Sainte-Foy, le 27 juin 1986

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

178

Morris Nassi

Par le certificat numéro 86-412 du 26 juin 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom

de Moiz Moris Nasi, né (e) le 11 juillet 1947, en celui de Morris Nassi.

Sainte-Foy, le 4 juillet 1986

178 *Le sous-registrare adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Paul Germain Hénault

Par le certificat numéro 86-416 du 26 juin 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Paul Germain, né (e) le 29 mars 1959, en celui de Paul Germain Hénault.

Sainte-Foy, le 4 juillet 1986

178 *Le sous-registrare adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Paul Joseph Brunet

Par le certificat numéro 86-399 du 19 juin 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Paul Joseph Peixe, né (e) le 27 août 1964, en celui de Paul Joseph Brunet.

Sainte-Foy, le 27 juin 1986

178 *Le sous-registrare adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Serge Bedikian

Par le certificat numéro 86-402 du 26 juin 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Cerkis Bedikian, né (e) le 30 juillet 1932, en celui de Serge Bedikian.

Sainte-Foy, le 4 juillet 1986

178 *Le sous-registrare adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

William Jon Jackson

Par le certificat numéro 86-403 du 26 juin 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de William John Jackson, né (e) le 13 août 1965, en celui de William Jon Jackson.

Sainte-Foy, le 4 juillet 1986

178 *Le sous-registrare adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Demandes

Arthur René Dépatie

Prenez avis que Arthur René Dépatie, domicilié au 321, rue Bromont, appartement 107, Beloeil, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de René Forget.

Ce changement affectera aussi le nom de l'épouse du requérant Carmen Dépatie dit Forget, domiciliée à la même adresse.

Beloeil, le 5 juin 1986

47029-29-2 *Le procureur du requérant,*
JEAN-PIERRE LALONDE, notaire

Carole Lussier

Prenez avis que Carole Lussier, domiciliée au 1125, croissant de la Picardière, Laval, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Caroline Lussier.

Montréal, le 10 juillet 1986

47113-30-2 *Le procureur de la requérante,*
MARIO PROULX, avocat

Danie Berthiaume

Prenez avis que Danie Berthiaume, domiciliée à Saint-Elzéar, comté de Beauce, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Dany Berthiaume.

Québec, le 9 juillet 1986

47088-30-2 *Le procureur de la requérante,*
ME JÉRÔME CARRIER

Docile Lepage

Prenez avis que Docile Lepage, domiciliée au 216, rue Joseph-Garon, Rimouski, s'adressera au ministre de la

Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Michèle Lepage.

Rimouski, le 10 juillet 1986

47089-30-2

La requérante,
DOCILE LEPAGE

Eric James Cavaluce

Prenez avis que Eric James Cavaluce, domicilié au 14, avenue Sunnyside, Westmount, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Eric James Becker.

Montréal, le 27 juin 1986

46983-29-2

Les procureurs du requérant,
ROBINSON, SHEPPARD, BORENSTEIN,
SHAPIRO

François Joseph Alvarez Réal Couture

Prenez avis que François Joseph Alvarez Réal Couture, domicilié au 345, rue Doucet, Saint-François, Laval, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Joseph François Lessard.

Montréal, le 13 juin 1986

47048-30-2

Le procureur du requérant,
ANDRÉ GAUTHIER, *avocat*

Ishay Freidman

Prenez avis que Ishay Freidman, domicilié au 632, avenue Westluxe, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de David-Ishay Freidman.

Montréal, le 16 juin 1986

47090-30-2

Les procureurs du requérant,
LAFOREST, BOYANER & ASSOCIÉS

Jean-Claude Charbonneau et Audette St-Hilaire

Prenez avis que Jean-Claude Charbonneau et son épouse Audette St-Hilaire, domiciliés au 30, boulevard

Laval, Laval-des-Rapides, s'adresseront au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat leur permettant de changer leur nom en celui de Jean-Claude Lapointe et Odette St-Hilaire.

Montréal, le 4 juillet 1986

47030-29-2

Le procureur du requérant,
GUY LALIBERTÉ, *avocat*

Jean-Marc Casabon

Prenez avis que Jean-Marc Casabon, domicilié au 1064, rue Principale, Saint-Roch-de-Mékinac, Saint-Maurice, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Jean-Marc Lacombe.

Saint-Roch-de-Mékinac, le 16 juin 1986

47031-29-2

Le requérant,
JEAN-MARC CASABON

Joseph Hippolyte Marcel Desmeules

Prenez avis que Joseph Hippolyte Marcel Desmeules, domicilié au 1484, rue des Maristes, Chicoutimi, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Joseph Hippolyte Philippe Desmeules.

Chicoutimi, le 17 juin 1986

47024-29-2

Le procureur du requérant,
JEAN TREMBLAY, *notaire*

Joseph Oscar Roland dit Raynald Tremblay

Prenez avis que Joseph Oscar Roland dit Raynald Tremblay, domicilié au 274D, avenue Royale, Petite-Rivière-Saint-François, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Joseph Oscar Roland Renald Tremblay.

Ce changement n'affectera aucune autre personne que le requérant lui-même.

Québec, le 8 juillet 1986

47032-29-2

Le procureur du requérant,
FRANCE BEAUDRY, *notaire*

Joseph René Lebel

Prenez avis que Joseph René Lebel, domicilié au 67, route Saint-Bonaventure, Charlesbourg-Ouest, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Joseph René LeBel.

Charlesbourg-Ouest, le 27 juin 1986

46984-29-2

Le requérant,
JOSEPH RENÉ LEBELLE

Laurent Régnier

Prenez avis que Laurent Régnier, domicilié au 195, boulevard Bellerose Est, appartement 3, Vimont, Laval, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Laurent Grenier.

Laval, le 10 juin 1986

47114-30-2

Les procureurs du requérant,
SAINT-AUBIN, LONDEI, CHARBONNEAU,
& PLANTE

Mohamed Ezzeldin Elgindi

Prenez avis que Mohamed Ezzeldin Elgindi, domicilié au 2048, rue Jeanne-Mance, appartement 1, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Tarik Mohamed Ezzeldin Elguindi.

Montréal, le 8 juillet 1986

47115-30-2

Les procureurs du requérant,
LORD, LEFEBVRE & GOULET, *avocats*

Radu Solomon

Prenez avis que Radu Solomon, domicilié au 434, avenue Prince-Albert, Westmount, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Radu Pardo.

Montréal, le 7 juillet 1986

47116-30-2

Le procureur du requérant,
SIDNEY COOPERSTEIN

Rivka Segall

Prenez avis que Rivka Segall, domiciliée au 428, rue Le Royer, Saint-Lambert, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Magalie Segall-Blouin.

Montréal, le 9 juin 1986

46985-29-2

Le procureur de la requérante,
ME MARIO PROULX

Stéphane Lagacé, Jean-François Lagacé et Daniel Lagacé

Prenez avis que Stéphane Lagacé, Jean-François Lagacé et Daniel Lagacé, tous domiciliés au 1652, rue des Jésuites, Chambly, s'adresseront au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat leur permettant de changer leur noms en ceux de Stéphane Chapdelaine, Jean-François Chapdelaine et Daniel Chapdelaine.

Montréal, le 11 juin 1986

47049-30-2

Le procureur des requérants,
JEAN LEWIS, *avocat*

Theodore Markanastasakis

Prenez avis que Theodore Markanastasakis, domicilié au 7576, boulevard Provencher, Saint-Léonard, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Theodore Markis.

Ce changement n'affectera aucune autre personne que le requérant lui-même.

Montréal, le 26 juin 1986

47091-30-2

Le requérant,
THEODORE MARKANASTASAKIS

Code de procédure civile (Article 139)

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-003710-862

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la

province, demandeur, contre IRÈNE BILO-CERKIWSKY, domiciliée au 2285, rue Saint-Mathieu, appartement 705, Montréal, défenderesse.

Assignment

Ordre est donné à Irène Bilocerkiwsky, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 19 juin 1986

178

Le greffier adjoint,
LOUISE HAMEL

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-004102-861

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre MARK RAJCHER, domicilié au 8599, place de L'Acadie, appartement 3, Montréal, défendeur.

Assignment

Ordre est donné à Mark Rajcher, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 19 juin 1986

178

Le greffier adjoint,
LOUISE HAMEL

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-004103-869

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre MICHAEL FLOYD LERNER, domicilié au 825, avenue Eiffel, Chomedey, Laval, défendeur.

Assignment

Ordre est donné à Michael Floyd Lerner, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 19 juin 1986

178

Le greffier adjoint,
LOUISE HAMEL

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-004078-863

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre MICHEL KLEIN, domicilié au 4606, rue Chabot, Montréal, défendeur.

Assignment

Ordre est donné à Michel Klein, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 19 juin 1986

178

Le greffier adjoint,
LOUISE HAMEL

Compagnies (Partie IA) — Loi sur les

Délivrance d'un certificat de constitution

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a délivré un certificat de constitution à chacune des compagnies suivantes:

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2417-7149 1214 RUE PEEL INC. 1214 PEEL STREET INC.	1986 06 19	Montréal
2417-1563 2417-1563 QUÉBEC INC.	1986 06 18	Roberval
2417-1571 2417-1571 QUÉBEC INC.	1986 06 18	Québec
2417-1639 2417-1639 QUÉBEC INC.	1986 06 19	Québec
2417-3072 2417-3072 QUÉBEC INC.	1986 06 16	Québec
2417-3080 2417-3080 QUÉBEC INC.	1986 06 17	Québec
2417-3155 2417-3155 QUÉBEC INC.	1986 06 17	Québec
2417-3171 2417-3171 QUÉBEC INC.	1986 06 18	Québec
2417-3189 2417-3189 QUÉBEC INC.	1986 06 19	Beauharnois
2417-3239 2417-3239 QUÉBEC INC.	1986 07 15	Chicoutimi
2417-3726 2417-3726 QUÉBEC INC.	1986 06 17	Bedford
2417-5226 2417-5226 QUÉBEC INC.	1986 06 16	Québec
2417-5234 2417-5234 QUÉBEC INC.	1986 06 16	Témiscamingue
2417-5317 2417-5317 QUÉBEC INC.	1986 06 16	Roberval
2417-5325 2417-5325 QUÉBEC INC.	1986 06 16	Chicoutimi
2417-5507 2417-5507 QUÉBEC INC.	1986 06 17	Abitibi

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2417-5515 2417-5515 QUÉBEC INC.	1986 06 17	Montréal
2417-5523 2417-5523 QUÉBEC INC.	1986 06 17	Abitibi
2417-5531 2417-5531 QUÉBEC INC.	1986 06 17	Alma
2417-5549 2417-5549 QUÉBEC INC.	1986 06 17	Labelle
2417-5606 2417-5606 QUÉBEC INC.	1986 06 16	Saint-Maurice
2417-6810 2417-6810 QUÉBEC INC.	1986 06 16	Montréal
2417-6828 2417-6828 QUÉBEC INC.	1986 06 16	Athabaska
2417-6836 2417-6836 QUÉBEC INC.	1986 06 16	Arthabaska
2417-6844 2417-6844 QUÉBEC INC.	1986 06 16	Arthabaska
2417-6851 2417-6851 QUÉBEC INC.	1986 06 16	Arthabaska
2417-6869 2417-6869 QUÉBEC INC.	1986 06 16	Montréal
2417-6877 2417-6877 QUÉBEC INC.	1986 06 16	Kamouraska
2417-6968 2417-6968 QUÉBEC INC.	1986 06 18	Chicoutimi
2417-6976 2417-6976 QUÉBEC INC.	1986 06 18	Québec
2417-7008 2417-7008 QUÉBEC INC.	1986 06 18	Québec
2417-7016 2417-7016 QUÉBEC INC.	1986 06 16	Hull
2417-7032 2417-7032 QUÉBEC INC.	1986 06 18	Québec
2417-7040 2417-7040 QUÉBEC INC.	1986 06 16	Hull
2417-7206 2417-7206 QUÉBEC INC.	1986 06 20	Québec

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2417-7388 2417-7388 QUÉBEC INC.	1986 06 16	Mingan
2417-7396 2417-7396 QUÉBEC INC.	1986 06 16	Mingan
2417-7404 2417-7404 QUÉBEC INC.	1986 06 16	Mingan
2417-7412 2417-7412 QUÉBEC INC.	1986 06 16	Mingan
2417-7420 2417-7420 QUÉBEC INC.	1986 06 16	Mingan
2417-7487 2417-7487 QUÉBEC INC.	1986 06 18	Iberville
2417-7495 2417-7495 QUÉBEC INC.	1986 06 18	Terrebonne
2417-7552 2417-7552 QUÉBEC INC.	1986 06 19	Mégantic
2417-7560 2417-7560 QUÉBEC INC.	1986 06 19	Alma
2417-8196 2417-8196 QUÉBEC INC.	1986 06 20	Kamouraska
2417-8451 2417-8451 QUÉBEC INC.	1986 06 19	Chicoutimi
2417-5481 LES AGENCES SYL - GUY INC.	1986 06 13	Mingan
2416-7876 AGENCE CONSEIL EN PUBLICITÉ RÉACTION INC.	1986 06 13	Québec
2415-9535 L'ALLÉE BOIS-JOLI INC.	1986 04 30	Saint-Hyacinthe
2417-5689 ALVESCO INC.	1986 06 13	Trois-Rivières
2417-5275 ATELIER P.G. JACQUES INC.	1986 06 16	Frontenac
2417-6893 BA-DINH ASSURANCES INC.	1986 06 16	Montréal
2416-0046 BEAULIEU. DELISLE ET RUEST INC.	1986 04 30	Kamouraska
2417-7180 BEAULIEU ET BEAULIEU INC.	1986 06 20	Québec

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2417-5218 LES BIJOUX JODELLE INC.	1986 06 16	Montréal
2417-1589 BOIS M.L. INC.	1986 06 18	Bonaventure
2417-3205 BOUTIQUE CHASSE ET PÊCHE RIVE-SUD INC.	1986 06 19	Québec
2417-5267 BOUTIQUE L'EXTRA-VAGANTE INC.	1986 06 16	Chicoutimi
2417-3700 CANCHIN INC.	1986 06 16	Québec
2417-6885 CARROSSERIE DU PARC DELSON INC.	1986 06 16	Montréal
2417-7313 CELTON INC.	1986 06 17	Saint-Maurice
2417-1597 CENTRE DENTAIRE BOILY COUTURE INC.	1986 06 18	Québec
2417-3122 CENTRE DE PRÉVENTION DE LANAUDIÈRE INC.	1986 06 17	Trois-Rivières
2417-8469 CÉRAMIQUE C.L.S. INC.	1986 06 20	Frontenac
2417-3247 CHARNY AUTO ÉLECTRIQUE INC.	1986 06 20	Québec
2417-1605 CLUB VIDÉO PRISME INC.	1986 06 18	Québec
2417-5135 COMPTOIR C.L.M. (DIVISION NOYEL) INC.	1986 06 13	Abitibi
2417-7479 CONSTRUCTIONS STEVE LAMY INC.	1986 06 18	Trois-Rivières
2417-5598 COPIES-HEURE INC.	1986 06 13	Québec
2417-3064 CORDONNERIE TOUT À NEUF INC.	1986 06 16	Frontenac
2417-3106 COURTAGE G. HUARD INC.	1986 06 17	Trois-Rivières
2417-3197 LES COURTIERS IMMOBEC INC.	1986 06 19	Québec
2417-3734 CRÉATIONS NOGEDA INC.	1986 06 17	Frontenac

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2416-4931 LES CROISIÈRES SUN FIZZ INC.	1986 05 14	Terrebonne
2417-7446 LES DISTRIBUTIONS INTER MEQ INC.	1986 06 18	Québec
2417-3718 ÉDITIONS PARE-CHOCS INC.	1986 06 16	Québec
2417-7321 LES ENTREPRISES AVICOLES ST-GABRIEL INC.	1986 06 17	Joliette
2417-5150 LES ENTREPRISES DE BOIS V.J.S. INC.	1986 06 13	Rimouski
2417-7172 ENTREPRISES FORESTIÈRES YVES LANGLAIS INC.	1986 06 20	Kamouraska
2417-6992 LES ENTREPRISES GOULET ET TREMBLAY (DALMAS) INC.	1986 06 16	Roberval
2417-7461 LES ENTREPRISES JALIN INC.	1986 06 18	Montréal
2417-6901 LES ENTREPRISES KOLO INC.	1986 06 16	Montréal
2417-5283 LES ENTREPRISES REID & CORMIER INC.	1986 06 16	Gaspé
2417-1647 LES ENTREPRISES RU-CA INC.	1986 06 19	Québec
2417-5119 ENTREPRISES SARASTRO INC.	1986 06 13	Montréal
2417-3148 EXCAVATION 1313 INC.	1986 06 17	Richmond
2417-7057 L'EXPERT DE LA MACHINE À COUDRE DE ST-HUBERT INC.	1986 06 17	Montréal
2417-7024 EXPLORATION MINIÈRE AMOS INC.	1986 06 18	Abitibi
2417-6919 FERME DÉLAIL INC.	1986 06 17	Québec
2417-1696 FERME GILBERT MARTINEAU INC.	1986 06 19	Québec
2417-7511 FERME M. GRENIER & FILS INC.	1986 06 18	Saint-François

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2417-6422 FERME PARILE INC.	1986 06 17	Montmagny
2417-7339 FILTRATION R.S. INC.	1986 06 17	Joliette
2417-7073 FORESTIER L.A.C. INC.	1986 06 17	Abitibi
2417-5143 GARAGE AIMÉ COMEAU INC.	1986 06 13	Saint-François
2417-8485 GARAGE JACQUES BOURBEAU INC.	1986 06 20	Frontenac
2417-3130 LES GESTIONS CHAMANYA INC.	1986 06 16	Québec
2417-5291 GESTION ALAIN COSSETTE INC.	1986 06 16	Trois-Rivières
2417-7503 GESTION CAHILL INC.	1986 06 18	Gaspé
2417-5192 GESTION COGENT INC.	1986 06 16	Trois-Rivières
2417-7099 GESTION DENIS BOISVERT INC.	1986 06 18	Kamouraska
2417-5622 GESTION JEPÉL INC.	1986 06 16	Québec,
2417-3221 GESTION LOUISETTE D. DUVAL INC.	1986 06 19	Beauce
2417-3692 GESTION PAUL DAIGLE INC.	1986 06 16	Québec
2417-7081 GESTION QUÉMONT (1986) INC.	1986 06 17	Québec
2417-6943 GESTION RENCO INC.	1986 06 16	Frontenac
2417-7438 GESTION YVON MILETTE INC.	1986 06 18	Saint-Maurice
2417-3056 GRONDIN & GRONDIN CONSULTANTS INC.	1986 06 16	Québec
2417-7578 LE GROUPE PROFESSIONNEL MULTI-GESTIONS INC.	1986 06 19	Saint-François
2417-5127 LES HALLES VALIN INC.	1986 06 13	Chicoutimi

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2417-6414 HÔTEL-MOTEL T. CÔTÉ INC.	1986 06 17	Kamouraska
2417-5556 LES IMMEUBLES C. & G. LAVOIE INC.	1986 06 17	Chicoutimi
2417-3742 LES IMMEUBLES L.A.S. INC.	1986 06 17	Saint-François
2417-5473 IMPRIMERIE DES ANSES INC.	1986 06 13	Gaspé
2417-7362 INVESTISSEMENTS 30 K LTÉE 30 K INVESTMENTS LTD.	1986 06 16	Saint-François
2417-7602 LES INVESTISSEMENTS JEAN-GUY FLUET INC.	1986 06 19	Mégantic
2417-1654 INVESTISSEMENTS L.J.C. INC.	1986 06 19	Québec
2417-3676 LES INVESTISSEMENTS TAO INC.	1986 06 16	Beauharnois
2417-7529 JANE-ELLE INC.	1986 06 18	Québec
2417-5085 J.C. GYM. INC.	1986 06 13	Trois-Rivières
2417-3684 LABORATOIRE DIGNE-ART INC.	1986 06 16	Québec
2417-6448 LE LETTREUR FERNAND CHOQUETTE ICN.	1986 06 17	Saint-François
2417-6950 LOCATION RENCO INC.	1986 06 16	Frontenac
2416-7652 L. TREMBLAY TRANSPORT INC.	1986 05 22	Montmagny
2417-7370 MACHINES À COUDRE A.E. GOYETTE ET FILS INC.	1986 06 16	Iberville
2417-7347 LES MAÇONNERIES RATTÉ & ARSENEAULT INC.	1986 06 17	Québec
2417-5614 MEUBLES PARMEL INC.	1986 06 16	Kamouraska
2417-6463 MODE MOKA INC.	1986 06 18	Kamouraska
2417-5333 MONTPRO INC.	1986 06 16	Montmagny

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2417-2082 NICLO INC.	1986 06 02	Terrebonne
2417-5309 NOËL MARCOTTE INC.	1986 06 16	Arthabaska
2417-3213 NORBERT HOULE INC.	1986 06 19	Arthabaska
2417-1670 OPÉRATIONS FORESTIÈRES LAROCHELLE & PELLETIER INC.	1986 06 19	Québec
2417-7222 L'OPTION LASER INC.	1986 06 20	Québec
2417-5242 LES PÂTISSERIES MAISON KIAMIKA INC.	1986 06 16	Labelle
2417-5499 LES PLACEMENTS CHARRON & CHARRON INC.	1986 06 13	Montréal
2417-7453 LES PLACEMENTS DALMOR INC.	1986 06 18	Roberval
2417-5259 LES PLACEMENTS NICOLE RÉGNIER INC.	1986 06 16	Chicoutimi
2417-6984 LES PNEUS ULTRA INC. ULTRA TIRES INC.	1986 06 16	Montréal
2417-3098 PORTAFLEX INC.	1986 06 17	Québec
2417-7198 POURVOIRIE LAC DEGELIS INC.	1986 06 20	Québec
2417-7586 PRÉ-MATERNELLE NOS PETITS AMOURS INC.	1986 06 19	Laval
2417-1662 LES PRODUCTIONS M.C.J. INC.	1986 06 19	Québec
2417-7594 LES PROMOTIONS MARJO (R.G.) INC.	1986 06 19	Trois-Rivières
2417-7537 P.N.C. ASPIRATEUR CENTRAL INC.	1986 06 18	Bedford
2417-1688 QUÉBEC PLANTATION INC.	1986 06 19	Québec
2417-5176 RESTAURANT JANNIE INC.	1986 06 13	Bedford
2417-3114 RESTAURANT L'AULUSIEN INC.	1986 06 17	Abitibi

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2417-6430 ROPOR LTÉE	1986 06 17	Montmagny
2417-5655 ROTEL INC.	1986 06 16	Richelieu
2417-7354 R.J. ROCHELEAU INC.	1986 06 16	Drummond
2417-7545 SALON D'ESTHÉTIQUE SHANGRILA INC.	1986 06 18	Longueuil
2417-6927 SERVICE DE TRAITEMENT INFORMATIQUE (STD) ST-ARNAULD & DORION INC.	1986 06 17	Québec
2417-3668 LA SOCIÉTÉ RÉCRÉATIVE LAVAL INC.	1986 06 13	Québec
2417-5093 SOUDURE MARO INC.	1986 06 13	Abitibi
2417-5200 SPECMED INC.	1986 06 16	Montréal
2417-1613 TRANSMISSION 2000 INC.	1986 06 19	Québec
2417-1621 TRANSPORTEUR P.J. INC.	1986 06 19	Beauce
2417-5663 TRANSPORTS MARCHA INC.	1986 06 16	Abitibi
2417-5697 LES TRANSPORTS M.P. (CHAPAIS) INC.	1986 06 16	Abitibi
2417-6935 TRANSPORT JOHNNY INC.	1986 06 16	Iberville
2417-5648 TRANSPORT J.-P. LAVOIE INC.	1986 06 16	Charlevoix
2417-5630 TRANSPORT PAUL ST-HILAIRE INC.	1986 06 16	Beauce
2417-7065 TRANSPORT ROGER BOIVIN & FILS INC.	1986 06 17	Roberval
YEK MAN RÉNOVATION INC.	1986 06 13	Montréal

Délivrance d'un certificat de continuation

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a délivré un certificat de continuation à chacune des compagnies suivantes:

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de continuation	Nouvelle dénomination sociale s'il y a lieu
1635-7949 AIR MONT-LAURIER INC.	1979 04 24	1986 06 12	1635-7949 QUÉBEC INC.
1210-1762 ANDRÉ SABOURIN CONSTRUCTION INC.	1971 01 22	1986 05 14	
1479-6643 ARMOIREX INC.	1977 07 19	1986 06 16	
1202-9112 BEAULIEU & GLADU (1970) INC.	1970 12 04	1986 06 18	
1631-0286 BOUCHERIE LORD INC.	1978 11 09	1986 06 12	GESTION RO-JA INC.
1480-2458 BOUTIQUE LE CÉLIBAT QUATRE INC.	1975 10 07	1986 06 16	
1334-0074 CENTRE DU DÉCOR STE-MARIE INC.	1973 02 07	1986 06 03	GESTION PEL-TIER INC.
1345-9276 COMEXA INC.	1973 09 25	1986 06 17	
1469-9995 LA COMPAGNIE LINGER LTÉE	1949 09 15	1986 06 18	
1199-9851 CRÉATIONS PATAPOUF INC.	1970 11 11	1986 06 18	
1463-7508 C. PERREault, PAYSAGISTE INC.	1975 12 18	1986 06 13	
1338-7253 DÉMÉNAGEMENT L.B.B. LTÉE	1949 06 29	1986 06 16	
1506-4389 DOMAINE BOISÉ MIRAMONT INC.	1977 09 22	1986 06 17	
1251-5599 EDGAR DÉCHÈNE LIMITÉE	1946 09 20	1986 06 12	
1136-4809 ÉQUIPEMENT CAPRI INC.	1966 12 19	1986 05 08	
1472-5451 LES FERMES GRAND BLÉ INC.	1976 12 20	1986 06 13	
1479-1180 FRORIAN INC.	1977 06 30	1986 06 17	

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de continuation	Nouvelle dénomination sociale s'il y a lieu
1504-9687 GARAGE ST-HILAIRE INC.	1976 09 14	1986 06 12	
1229-9590 LES IMMEUBLES AGATHE INC.	1971 03 24	1986 06 12	
1118-7119 IMPRIMERIE FALCON INC.	1967 05 01	1986 06 17	
1245-4963 LES INVESTISSEMENTS CHARTIER INC.	1965 12 24	1986 06 11	
1634-2248 J.T. RÉNOVATION INC.	1979 03 01	1986 06 16	GESTION JACQUES TOUTANT INC.
1178-7967 LAFOND & FRÈRES AUTO INC.	1963 01 14	1986 05 26	
1466-6457 LEMIEUX & BÉRUBÉ INC.	1976 04 26	1986 06 18	BOUTIQUE TAILLE-PLUS INC.
1176-4305 LOCATION PINARD INC.	1963 05 27	1986 06 13	
1506-3159 LUMIÈRES C.M.B. INC.	1977 08 22	1986 06 18	
1236-3008 MARIO BARONE INC.	1957 10 01	1986 06 13	
1139-3741 OFFSET GRAPHIQUE INC.	1968 05 17	1986 06 19	
1279-2446 PAUL TREMBLAY TRANSPORT LTÉE	1969 09 25	1986 06 20	
1633-4385 LES PLACAGES LASALLE INC.	1979 02 02	1986 06 16	
1630-8751 LES PORCHERIES VERSAILLES INC.	1978 10 30	1986 06 12	
1174-2038 LES PRODUITS MINIERS STEWART INC.	1946 09 07	1986 06 13	
1507-1525 QUINCAILLERIE NAPIERVILLE INC.	1977 10 26	1986 06 17	
1282-1211 REPMONT CONSTRUCTION LTÉE	1958 09 25	1986 05 20	
1637-7269 RESSORTS ET RADIATEURS D'AUTOS GRANBY INC.	1979 06 17	1986 06 16	LES ENTREPRISES SERGE MONTY INC.

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de continuation	Nouvelle dénomination sociale s'il y a lieu
1159-3704 RESTAURANT ORIENTAL INC.	1965 09 20	1986 06 18	
1636-8748 LES VÊTEMENTS ÉCONOMIQUES DE CHICOUTIMI INC.	1979 06 07	1986 06 18	
1634-1422 LA VIEILLE CRÊPERIE BRETONNE TY BREIZ INC.	1979 03 12	1986 06 19	
1293-9369 WESTERN PLAZA CORPORATION	1963 03 18	1986 06 13	PLATEAU OCCIDENTAL INC.
1243-4254 «CARRIÈRES WATERLOO» CARTAGE INC.	1971 05 17	1986 06 18	SUPERCOURT (MS) INTERNATIONAL (1986) INC.

*L'inspecteur général des institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

177

Délivrance d'un certificat de fusion

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a délivré un certificat de fusion à chacune des compagnies suivantes:

Dénomination sociale et sa version	Dénomination sociale des compagnies fusionnées	Date de fusion	District judiciaire
2416-2844 ETHNOTECH INC.	ETHNOTECH INC. LES IMMEUBLES MARIGOT INC.	1986 06 01	Québec
2417-3163 LA FERME A.B. ET G. BLACKBURN INC.	LA FERME A.B. ET G. BLACKBURN INC. 2149-3275 QUÉBEC INC.	1986 06 17	Chicoutimi
2417-6455 LES FRANCHISES 2000 INC.	LES FRANCHISES 2000 INC. 2322-5873 QUÉBEC INC. MODE 191ÈME AVENUE INC. BOUTIQUE M.J. INC.	1986 07 01	Alma
2417-8477 PAUL PEDNEAULT INC.	PAUL PEDNEAULT INC. ASPHALTE D.R. INC.	1986 06 30	Chicoutimi

*L'inspecteur général des institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

177

Délivrance d'un certificat de modification

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a délivré un certificat de modification à chacune des compagnies suivantes:

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2162-5496 2162-5496 QUÉBEC INC.	1983 11 15	1986 06 13	de la dénomination sociale: PROGESTEC INC.
2310-5356 2310-5356 QUÉBEC INC.	1984 09 24	1986 06 13	de la dénomination sociale: GESTIMAX INC.
2317-4840 2317-4840 QUÉBEC INC.	1985 03 07	1986 06 20	de la dénomination sociale: GESTION BLAMONT INC.
2318-9327 2318-9327 QUÉBEC INC.	1985 04 02	1986 06 17	de la dénomination sociale: GESTIONS R.B.M. INC.
2320-1940 2320-1940 QUÉBEC INC.	1985 04 29	1986 06 16	de la dénomination sociale: GESTION DALLA-ROY INC.
2320-3755 2320-3755 QUÉBEC INC.	1985 05 03	1986 05 28	du capital-actions
2322-8778 2322-8778 QUÉBEC INC.	1985 06 20	1986 06 13	1) de la dénomination sociale: PUBLICITÉ 4 SAISONS INC. 2) du district: Montréal
2330-3787 2330-3787 QUÉBEC INC.	1985 11 14	1986 06 18	de la dénomination sociale: LES ÉVALUATIONS FONTAINE INC.
2333-1663 2333-1663 QUÉBEC INC.	1986 01 10	1986 06 16	1) de la dénomination sociale: PAUL BLACKBURN ET ASSOCIÉS INC. 2) du district: Longueuil
2333-2075 2333-2075 QUÉBEC INC.	1985 12 30	1986 06 16	des restrictions à l'activité
2333-7199 2333-7199 QUÉBEC INC.	1986 01 16	1986 06 13	1) de la dénomination sociale: GESTION 410 DES PEUPLIERS INC. 2) du district: Saint-Maurice
2411-5180 2411-5180 QUÉBEC INC.	1986 02 06	1986 06 13	de la dénomination sociale: PLOMBERIE RICHARD GAGNON & FILS INC.

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2411-6188 2411-6188 QUÉBEC INC.	1986 02 06	1986 06 17	1) du capital-actions 2) du nombre des administrateurs: minimum: 1 maximum: 9
2412-2715 2412-2715 QUÉBEC INC.	1986 02 19	1986 06 18	de la dénomination sociale: YVON DELISLE TRANSPORT (1986) INC.
2412-5460 2412-5460 QUÉBEC INC.	1986 02 24	1986 06 13	de la dénomination sociale: NORMAND LAURIN CONSTRUCTION INC.
2412-7847 2412-7847 QUÉBEC INC.	1986 02 26	1986 06 16	de la dénomination sociale: SOLIDERRE PLUS INC.
2413-4736 2413-4736 QUÉBEC INC.	1986 03 07	1986 06 13	de la dénomination sociale: GESTION CÔTÉ & GAUDREAU INC.
2413-6574 2413-6574 QUÉBEC INC.	1986 03 13	1986 06 13	de la dénomination sociale: FABRICATION LAPOINTE INC.
2413-9933 2413-9933 QUÉBEC INC.	1986 03 19	1986 06 16	de la dénomination sociale: ÉNERPAN INC.
2415-4957 2415-4957 QUÉBEC INC.	1986 04 15	1986 06 17	de la dénomination sociale: CONSTRUCTION R. L'HEUREUX INC.
2415-5905 2415-5905 QUÉBEC INC.	1986 04 18	1986 06 18	de la dénomination sociale: LES IMMEUBLES RICHARD PELLETIER INC.
2415-6622 2415-6622 QUÉBEC INC.	1986 04 21	1986 06 16	du district: Labelle
2416-2083 2416-2083 QUÉBEC INC.	1986 05 05	1986 06 19	de la dénomination sociale: AUTOBUS CHEVRETTE (1986) INC.
2417-2892 2417-2892 QUÉBEC INC.	1986 06 06	1986 06 19	de la dénomination sociale: TRANSPORT LUC SAVARD INC.

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2434-2396 2434-2396 QUÉBEC INC.	1986 01 14	1986 06 17	de la dénomination sociale: LES ALIMENTS VALDI (1986) INC. VALDI FOODS (1986) INC.
2434-9003 2434-9003 QUÉBEC INC.	1986 03 18	1986 06 12	de la dénomination sociale: LES DÉVELOPPEMENTS PRO-SPEC INC.
2435-9192 2435-9192 QUÉBEC INC.	1986 05 01	1986 06 13	du district: Mingan
2436-2337 2436-2337 QUÉBEC INC.	1986 04 28	1986 06 11	1) de la dénomination sociale: LES GESTIONS PIERRE A. LAFRAMBOISE INC. 2) du district: Bedford
2436-8219 2436-8210 QUÉBEC INC.	1986 06 01	1986 06 11	1) de la dénomination sociale: GILLES DAUPLAISE ET FILS INC. 2) du district: Richelieu
2437-0496 2437-0496 QUÉBEC INC.	1986 05 13	1986 06 16	de la dénomination sociale: DÉCOR EXTRA INC.
2437-2682 2437-2682 QUÉBEC INC.	1986 05 22	1986 06 11	de la dénomination sociale: SOCIÉTÉ IMMOBILIERE P. ST-JEAN INC.
2437-4308 2437-4308 QUÉBEC INC.	1986 05 27	1986 06 17	de la dénomination sociale: GESTION VIYOLI (1986) INC.
2315-4594 AIDE À LA MICRO INFORMATIQUE A.M.I. INC.	1985 01 18	1986 06 17	du capital-actions
2436-5884 ALEXANDRE & ASSOCIÉS, EXPERTS EN SINISTRES INC.	1986 05 02	1986 06 17	1) du capital-actions 2) des dispositions
1335-7793 AMEUBLEMENTS DOMICILE Y.A.N. INC.	1972 09 18	1986 06 19	du capital-actions
1335-7793 AMEUBLEMENTS DOMICILE Y.A.N. INC.	1972 09 18	1986 06 19	1) du capital-actions 2) des dispositions

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2322-4934 ARMATURES OLYMPIQUE INC.	1985 06 12	1986 05 01	du district: Saint-Hyacinthe
1480-1708 BASE DE PLEIN AIR MONT AQUILLON INC.	1975 10 01	1986 06 13	1) de la dénomination sociale: MONT-AQUILON CONSTRUCTION INC. 2) du district: Montréal 3) du capital-actions
1238-5829 B & M FINANCE CORPORATION	1959 07 02	1986 06 12	du capital-actions
1628-5389 CENTRE DU LAVAGE J.R.M. INC.	1978 07 24	1986 06 16	de la dénomination sociale: RADIATEURS SAVARD INC.
2155-2989 CLUB DE PLACEMENT M.B.M.B. INC.	1983 05 10	1986 06 18	1) de la dénomination sociale: TERODAC VENTILATION INC. 2) du district: Bedford
1844-4463 LES CONSTRUCTIONS VALBRI INC.	1981 03 19	1986 06 18	de la dénomination sociale: LES PLACEMENTS VALÈRE BRISSON INC.
2314-5055 CONSTRUCTION A. GOULET INC.	1984 12 19	1986 06 13	de la dénomination sociale: CONSTRUCTION A. GOULET & ALBERT INC.
2313-7177 CONSTRUCTION SERGEAND INC.	1984 12 10	1986 06 13	de la dénomination sociale: CONSTRUCTION ANDRÉ MANSEAU INC.
2158-4909 LES ÉDITEURS ASSOCIÉS Y.M. INC.	1983 07 25	1986 06 13	du district: Longueuil
1272-8556 LES ENTREPRISES L. GAUTHIER INC.	1971 06 07	1986 06 17	du district: Abitibi
2169-0706 FAIRFAB MEUBLES INC.	1984 04 16	1986 06 11	du district: Saint-Hyacinthe
1637-1072 FERME BOVILARD INC.	1979 06 18	1986 06 16	du capital-actions
2323-9312 LES FIBRES DE VERRE DE ROBERVAL INC.	1985 07 15	1986 06 16	du capital-actions
1853-9874 LES GESTIONS MICHÈLE DUPRAS INC.	1982 01 11	1986 06 12	de la dénomination sociale: LES ENTREPRISES GHYSLAIN TREMBLAY INC.

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
1357-2888 GESTION AMÉDÉE PLANTE INC.	1974 06 18	1986 06 16	du capital-actions
2416-9302 GESTION BBGL INC.	1986 05 30	1986 06 19	de la dénomination sociale: GROUPE CONSEIL BBGL INC.
2436-5876 GESTION PIERRE ALEXANDRE INC.	1986 05 02	1986 06 17	1) du capital-actions 2) des dispositions
2316-9790 GESTION PILABEL INC.	1985 02 21	1986 05 20	du district: Saint-Hyacinthe
2416-0020 GESTION VIYOLI INC.	1986 04 30	1986 06 19	de la dénomination sociale: 2416-0020 QUÉBEC INC.
2332-9881 LES GROSSISTES EN FRUITS ET LÉGUMES UNIS INDÉPENDANTS, LTÉE	1985 12 23	1986 06 20	de la dénomination sociale: LES ENTREPRISES A. RHÉAUME, LTÉE
2156-9223 GROUPE LACAILLE (ROUVILLE) INC.	1983 06 29	1986 06 03	du nombre des administrateurs: 2
2414-2101 GROUPE LAPERRIÈRE & VERREAULT INC.	1986 04 01	1986 06 18	du capital-actions
2414-2101 GROUPE LAPERRIÈRE & VERREAULT INC.	1986 04 01	1986 06 16	1) du capital-actions 2) des dispositions
1644-1453 IMPRIMERIE TRANS-CONTINENTALE INC.	1980 04 30	1986 06 17	du capital-actions
1854-3595 LES INVESTISSEMENTS F.N.I. INC.	1982 01 25	1986 06 16	de la dénomination sociale: LES INVESTISSEMENTS SONAM INC.
2434-7668 INVESTISSEMENT GIBRALTAR LTÉE	1986 03 13	1986 06 16	du district: Longueuil
1169-2464 JEAN-PAUL DUMAIS INC.	1961 12 07	1986 06 17	de la dénomination sociale: 1169-2464 QUÉBEC INC.
2332-2977 J.C.B. QUÉBEC INVESTIGATION ET SÉCURITÉ INC.	1986 02 10	1986 06 18	1) du district: Montréal 2) du capital-actions 3) des dispositions

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
1851-9256 LAVIROC INC.	1981 10 31	1986 06 17	du district: Montréal
1288-3997 LÈVESQUE, BEAUBIEN ET COMPAGNIE INC.	1946 08 31	1986 06 13	1) du capital-actions 2) des dispositions
1844-9736 LITS D'EAU ILLIMITÉS DU QUÉBEC INC.	1981 04 02	1986 06 11	de la dénomination sociale: SIESTA SOMMEIL INC. SIESTA SLEEP INC.
2327-6082 LOCASE INC.	1985 09 25	1986 06 16	du capital-actions
1841-9432 MATÉRIAUX GRÉGOIRE (1980) INC.	1980 12 29	1986 06 16	du capital-actions
2318-9012 MAURICE LAPOINTE INC.	1985 04 01	1986 06 16	de la dénomination sociale: LYNE LAPOINTE INC.
1863-2976 MOBILIER BELVUE INC.	1982 11 18	1986 06 11	de la dénomination sociale: VIC CONFORT INC.
2316-1466 MONSIEUR TRACTION INC.	1985 02 18	1986 06 16	du district: Laval
1277-3255 NATBET INC.	1967 01 26	1986 06 16	du capital-actions
2149-3986 NOVA PLANT INC.	1983 01 05	1986 06 19	du nombre des administrateurs: minimum: 1 maximum: 10
1208-9884 OLYMPIADE MOTEUR INC.	1971 05 17	1986 06 17	1) du capital-actions 2) des dispositions
2319-8054 PÉPINIÈRE MEUNIER INC.	1986 06 13	1986 06 13	1) du capital-actions 2) des dispositions
2159-6945 PLACEMENTS CAPARA INC.	1983 08 31	1986 05 22	du district: Québec
2322-1385 LES PLACEMENTS GUY SANSCHAGRIN INC.	1985 06 05	1986 06 13	de la dénomination sociale: LE POTAGER DE L'ESTRIE INC.
1332-9883 RESTAURANT AU VIEUX LONGUEUIL INC.	1972 11 22	1986 06 13	du capital-actions

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2309-8577 SALON COSMIQUE INC.	1984 09 04	1986 06 09	de la dénomination sociale: DIFFUSION COIFFURE MASKOUTAINE INC.
1330-9398 SERVICE D'INSPECTION ET D'ESTIMATION MIRABEL INC.	1973 05 28	1986 06 18	de la dénomination sociale: 1330-9398 QUÉBEC INC.
2332-2217 SIRTEC INC.	1985 12 16	1986 06 13	du district: Montréal
1359-2464 SOCIÉTÉ DE GESTION VILLAGE DES SPORTS VALCARTIER INC.	1974 09 20	1986 06 17	de la dénomination sociale: 1359-2464 QUÉBEC INC.
1845-0874 SOGECART INC.	1981 04 08	1986 06 16	du capital-actions
1479-8755 SPORTS SERGE MILLETTE INC.	1977 07 28	1986 06 18	du nombre des administrateurs: 2
2167-7265 S.B.I. ALLARD & LEBLANC INC.	1984 03 20	1986 06 20	de la dénomination sociale: SERVICES EN BUREAUTIQUE SBI INC.
2169-0912 TECHNO PLAN & CONTRÔLE (1984) INC.	1984 04 16	1986 05 07	du district: Québec
1851-2186 LES TERRAINS HAVRE DES ÎLES INC.	1981 10 08	1986 06 16	de la dénomination sociale: SONAM INC.
2314-2292 TOURCOM INC.	1984 12 18	1986 06 12	du nombre des administrateurs: minimum: 3 maximum: 7

*L'inspecteur général des
institutions financières.*
JEAN-MARIE BOUCHARD

Délivrance d'un certificat rectifié/complété

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a délivré un certificat rectifié/complété à chacune des compagnies suivantes:

Dénomination sociale	Nature du certificat remplacé	Date du certificat remplacé	Date du certificat rectifié/complété
2328-6420 ÉRECTION CONTINENTALE INC.	constitution	1985 10 09	1986 06 19
2416-6571 SALUBRITÉ CÔTE NORD INC.	constitution	1986 05 20	1986 06 19
2327-0200 TRANSPORT JEAN-DO INC.	constitution	1985 09 20	1986 06 19

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

177

Compagnies (Partie III) — Loi sur les**Lettres patentes**

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a accordé des lettres patentes constituant en corporation chacune des corporations suivantes:

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	Siège social
2417-4500 LES 48 HEURES DE BOISBRIAND INC.	1986 06 16	599, Charlesbourg, Boisbriand
2415-7752 AIDE POUR MÈRE DE MILIEU INCESTUEUX (A.M.M.I.)	1986 06 20	80, rue Peel, Sherbrooke
2417-6752 AMICALE DES FINISSANTS SECTIONS CLASSIQUE ET COLLÉGIALE DES ÉTUDIANTS DE L'ACADÉMIE DE QUÉBEC DES ANNÉES 1966-1967 et 1968	1986 06 20	3350, de la Pérade, app. 205, Sainte-Foy
2417-6067 L'ARIVANVIL	1986 06 20	7, rue Bernard ouest, Montréal
2417-6141 ASSOCIATION ABITAOUAIS	1986 06 16	710, boulevard Maloney est, Gatineau

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	Siège social
2415-8701 L'ASSOCIATION DES ALTERNATIVES EN SANTÉ MENTALE DE LA MONTRÉGIE	1986 06 17	1807, rue Duke, Saint-Hubert
2416-5490 ASSOCIATION DES ANCIENS SCOUTS ET GUIDES DE CHARLEMAGNE	1986 06 16	277, Carufel, Charlemagne
2416-5482 ASSOCIATION DES CABANES À PÊCHE DU GROS FANAL AU LAC KÉNOGAMI INC.	1986 06 16	Jonquière
2416-7710 ASSOCIATION DES CRÉATEURS ET DES INTERVENANTS DE LA BANDE DESSINÉE (A.C.I.B.D.)	1986 06 18	773, rue Rachel est, Montréal
2417-6273 L'ASSOCIATION DES ENTREPRENEURS DE ST-HIPPOLYTE INC.	1986 06 18	603, boulevard Lac Connely nord, Saint-Hippolyte
2417-6745 ASSOCIATION DES ÉTUDIANTS DE LA 111 IÈME PROMOTION	1986 06 18	Campus de l'Université de Montréal, 2900, Edouard-Montpetit, Montréal
2417-5911 ASSOCIATION DES GENS D'AFFAIRES DU VIEUX LAUZON INC.	1986 06 17	257, St-Joseph, Lauzon
2417-5895 ASSOCIATION DES PERSONNES HANDICAPÉES DE ST-JEAN-DE-MATHA	1986 06 17	Saint-Jean-de-Matha
2416-7116 ASSOCIATION DES POMPIERS DE NAMUR INC.	1986 06 20	541, des Bouleaux, Namur
2417-6208 ASSOCIATION DES PROPRIÉTAIRES ET DES LOISIRS DU LAC VERT INC.	1986 06 18	Saint-Calixte
2417-6349 ASSOCIATION DE CHASSE ET PÊCHE DU GRAND LAC BARLEY	1986 06 20	7939, 10 ^e Avenue, Charlesbourg
2416-3503 L'ASSOCIATION DE PARENTS POUR HANDICAPÉS INTELLECTUELS DE LAVAL	1986 06 17	1524, de Padoue, Laval
2417-6331 ASSOCIATION DE SOCCER DE ST-BRUNO INC.	1986 06 20	1585, rue Montarville, Saint-Bruno

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	Siège social
2416-1515 ASSOCIATION DREW POUR L'ÉDUCATION EN SANTÉ PUBLIQUE <i>DREW SOCIETY FOR PUBLIC HEALTH EDUCATION</i>	1986 06 20	2121, avenue Old Orchard, Montréal
2416-7736 ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DE AQI/ FOOTBAG	1986 06 17	4408, rue Marquette, Montréal
2415-7406 ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DU SYNDROME DE REYE	1986 06 17	19, rue Hallé, Saint-David-de-l'Auberivière
2416-3040 ATELIER DU LIBRE DÉFI INC.	1986 06 18	Saint-Jean-sur-Richelieu
2417-5903 CENTRE DE RECHERCHE D'EMPLOI DE L'ESTRIE	1986 06 17	Sherbrooke
2417-6711 CENTRE JOIE DE VIVRE DE PORT-CARTIER INC.	1986 06 17	62, rue de la Rivière, Port-Cartier
2417-5945 LE CHOEUR DE VILLE MONT-ROYAL	1986 06 18	1620, boulevard Laird, Mont-Royal
2416-5706 CLUB 64 NORD DE DEUX-MONTAGNES	1986 06 16	317, 1 ^{re} Avenue, Deux-Montagnes
2416-2364 CLUB ACTION MERCIER	1986 06 20	4, Mongrain, Mercier
2417-6059 LE CLUB CYCLISTE DRUMMOND	1986 06 20	125-A, des Forges, Drummondville
2417-6315 CLUB DE GYMNASTIQUE DU CENTRE DE LA MAURICIE	1986 06 20	1250, rue Notre-Dame, Shawinigan
2417-6679 CLUB DE L'ÂGE D'OR LA CONCORDE DE LA CORNE INC.	1986 06 17	La Corne
2416-2372 CLUB DE NAGE SYNCHRONISÉE DE MATANE	1986 06 18	Matane
2417-6703 CLUB DE PATINAGE ARTISTIQUE LES LIBELLULES DE FERME-NEUVE	1986 06 17	172, 12 ^e Rue, Ferme-Neuve

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	Siège social
2417-4617 LE CLUB DE SKI DE FOND BELLEVUE, RICHMOND, MELBOURNE INC.	1986 06 17	274, Futurama, Richmond
2417-6224 CLUB DE SKI DE FOND LA RANDONNÉE	1986 06 18	67, chemin des Lacs, Clermont
2417-6737 CLUB OPTIMISTE DE CHARLESBOURG, QUÉBEC (1986)	1986 06 17	340, 76e Rue ouest, Charlesbourg
2417-6034 CLUB OPTIMISTE D'ALBANEL QUÉBEC	1986 06 20	Albanel
2416-2281 CLUB RÉCRÉATIF DU GROUPE ROBERT INC. (C.R.G.R.)	1986 06 17	150, rue Côté, Rougemont
2417-6729 CLUB RÉCRÉATIF V.T.T. DES 4 SAISONS	1986 06 17	314, Haut Corbin, Saint-Damasc
2416-4717 CLUB SOCIAL DES EMPLOYÉS DU PARC COMMÉMORATIF DE MONTRÉAL INC.	1986 06 16	3965, Côte de Liesse, Saint-Laurent
2417-6216 CLUB TAE KWON-DO DE LÉVIS-LAUZON INC.	1986 06 18	36, avenue Plante, Lévis
2417-5937 COMITÉ AMITIÉ QUÉBEC - CHILI	1986 06 18	Québec
2417-6661 COMITÉ DE CITOYEN DE STOKE ET RÉGION INC.	1986 06 17	222, rang XI est, Stoke
2417-6075 LE COMITÉ DE DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE DU CORRIDOR NAUTIQUE HULL-MONTRÉAL	1986 06 20	173, rue Georges, Buckingham
2417-6323 COMITÉ MISSIONNAIRE «LA MOISSON»	1986 06 20	358, rue St-Jean, La Prairie
2416-3438 LA CORPORATION DES PISTES DE LUGE ET DE BOBSLEIGH DES LAURENTIDES INC.	1986 06 17	2886, boulevard Labelle, Prévost
2417-6240 CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA RÉGION D'ACTON INC.	1986 06 18	Acton Vale
2417-6125 CORPORATION DE MUSIQUE ÉVANGILE D'AYLMER	1986 06 17	28, Croissant Louis, Aylmer

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	Siège social
2417-6232 CORPORATION DU CENTENAIRE DE ST-SYLVÈRE	1986 06 18	213, route de l'École, Saint-Sylvère
2417-4518 CORPORATION DU SKI DE LA CÔTE-DU-SUD	1986 06 16	Montmagny
2417-6778 LA CORPORATION DU VIEUX PRESBYTÈRE DE LONGUEUIL	1986 06 20	545, Labonté, Longueuil
2416-3172 C.E.B.J. (CASTORS ÉNERGIQUES BAIE JAMES)	1986 06 16	Baie James
2417-6786 LA C.L.E.F., CENTRE LANAUDIÈRE D'EMPLOI POUR FEMMES	1986 06 20	Joliette
2417-4609 DOMAINE FAMILIAL MERCIER	1986 06 16	100 A, rang Ste-Marie, Sainte-Sabine
2416-2331 FONDATION ACCÈS	1986 06 17	1597, avenue des Pins, Montréal
2417-6133 FONDATION ANTONIO YANAKIS INC.	1986 06 16	155, rue Beausoleil, Saint-Gabriel
2417-6265 LA FONDATION DE RECHERCHE DE L'ASSOCIATION DES CHIROPRACTIENS DU QUÉBEC	1986 06 18	1334, rue Jean-Talon est, Montréal
2417-5929 FONDATION MAURICE-GAUTHIER	1986 06 18	Matane
2417-4591 FONDS DE DÉVELOPPEMENT POPULAIRE D'EAST BROUGHTON INC.	1986 06 16	232, avenue du Collège, East Broughton
2416-7256 GARDERIE JAMILOU	1986 06 20	Montréal
2417-2553 GARDERIE LA PORTE MAGIQUE	1986 06 20	Montréal
2417-6026 GESTION POPULAIRE ALBERT-HOGUE	1986 06 20	Montréal
2334-1878 HABITATIONS DOMUS INC.	1986 06 20	176, avenue Centennial, Beaconsfield

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	Siège social
2416-7280 LA HALTE-GARDERIE LA PETITE FÉE	1986 06 20	4, rue Chapleau, Hull
2416-7298 LA HALTE-GARDERIE LE CERF-VOLANT DE L'OUTAOUAIS	1986 06 20	71, St-Jean Bosco, Hull
2417-6281 HÔPITAL QUÉBÉCOIS DE LA FAUNE	1986 06 18	5027, route 204, Frontenac
2417-5960 HYPERTENSION MONTRÉAL, 1990	1986 06 18	Montréal
2417-2447 JARDIN D'ENFANTS LES PAPILLONS	1986 06 20	90, Carré Jubilee, bureau 25, Pointe Claire
2416-1531 LIGUE DE BASEBALL JUNIOR LANAUDIÈRE INC.	1986 06 18	85, Aubert, Repentigny
2416-7892 LIGUE DE FOOTBALL FOULARD DE MONTRÉAL	1986 06 18	7006, rue Boyer, Montréal
2417-0581 LIGUE DE HOCKEY DE COMPÉTITION FRANC- SUD DE QUÉBEC	1986 06 18	Lauzon
2415-1789 MAISON DE LA FAMILLE RIVE-SUD	1986 06 17	6, Marie-Rollet, Lévis
2416-3297 MANI-JEUNES INC.	1986 06 18	144, Principale sud, Maniwaki
2417-6158 LES MATINÉES RÉCRÉATIVES DE STE-ROSE	1986 06 16	Laval
2417-5978 MOUVEMENT DE L'ENSEIGNEMENT MUSICAL PRIVÉ ET DE LOISIR	1986 06 18	40, Fraser, app. 1, Québec
2417-6182 LES NOUVELLES VARIÉTÉS LYRIQUES INC.	1986 06 17	1, Place Ville-Marie, bureau 4000, Montréal
2415-8586 ORGANISME RÉCRÉATIF TABARY LE PORTE- BONHEUR	1986 06 17	41 A, boulevard Lecompte, Grande-Île
2417-5952 O.S.C.A.R. ORGANISATION DES SERVICES DES COURTIERIS D'ASSURANCES REAL TIME	1986 06 18	1562, Fleury est, Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	Siège social
2417-5994 PISCINE SOLEIL ST-JEAN-BAPTISTE MARIE VIANNEY	1986 06 20	8, rue Rainville, Châteauguay
2417-6794 LES PRODUCTIONS MÉDI-AT	1986 06 20	111, rue Chadbourne, Noranda
2417-6000 LES PROPRIÉTAIRES DE BOISÉS PRIVÉS DE L'ESTRIE INC.	1986 06 20	269, rue Notre-Dame, East Angus
2416-4626 RINGUETTE DE HULL INC.	1986 06 18	200, Mont Bleu, Hull
2417-6083 R.A.T. (REGROUPEMENT D'ARTS TECHNOLOGIQUES) INC.	1986 06 20	Montréal
2417-6695 SAUVONS NOTRE EAU À STE-JULIENNE	1986 06 17	1770, chemin du Pont, Sainte-Julienne
2416-2422 SERVICE EXTERNE DE MAIN-D'OEUVRE DES LAURENTIDES	1986 06 17	108, Morin, local 103, Sainte-Adèle
2417-6190 SETIAC INC.	1986 06 17	116, chemin des Coudriers, La Baleine
2417-6257 SOCIÉTÉ CHIROPATRIQUE LAVAL BLOC-NORD	1986 06 18	255, boulevard de la Concorde, bu- reau 207, Laval-des-Rapides
2416-4725 SOCIÉTÉ D'INFORMATION CULTURELLE ALTERNATIVE ET POPULAIRE DU QUÉBEC	1986 06 16	5987, Marquette, Montréal
2417-6018 TÉLÉVISION COMMUNAUTAIRE PETIT- SAGUENAY (TVC P-S.)	1986 06 20	81, boulevard Dumas, Petit-Saguenay
2417-6760 LA TROUPE REGAIN À LA VIE INC.	1986 06 20	29, rue Beckler, La Tuque

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

Lettres patentes supplémentaires

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a accordé des lettres patentes supplémentaires à chacune des corporations suivantes:

Dénomination sociale	Date de constitution	Date des lettres patentes supplémentaires	Modification
1253-6512 DIXIE PARK AND PLAYGROUND ASSOCIATION INC.	1961 07 13	1986 06 16	1) de la dénomination sociale: ASSOCIATION PISCINE DIXIE INC. DIXIE POOL ASSOCIATION INC. 2) des objets 3) de la valeur des biens immobiliers
2153-7584 EXPANSION-FEMMES DE QUÉBEC	1983 12 12	1986 06 16	de la valeur des biens immobiliers
1291-4818 INSTITUT DES CONTRÔLEURS ET DES COMPTABLES D'HÔPITAUX DE LA PROVINCE DE QUÉBEC	1963 10 07	1986 06 16	des dispositions
2168-7736 MAISON DES JEUNES DE VILLERAY	1984 04 19	1986 06 16	1) de la dénomination sociale: L'HÔTE MAISON (MAISON DE JEUNES) 2) des objets
2323-2333 MÉMO-ART RÉSEAU	1985 10 17	1986 06 16	des objets
1845-6988 SERVICE ÉCHANGE VILLERAY/ST-ÉDOUARD	1981 04 21	1986 06 16	des objets
1845-6988 SERVICE ÉCHANGE VILLERAY/ST-ÉDOUARD	1981 04 21	1986 06 16	de la dénomination sociale: L'ÉCHO DES FEMMES DE LA PETITE PATRIE

L'inspecteur général des institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD

Compagnies (Divers) — Loi sur les**Dissolution — Demandes de****2153-6628 QUÉBEC INC.**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «2153-6628 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Sherbrooke, le 31 mars 1986

47085

Le secrétaire,
LÉO DORVAL

2435-8194 QUÉBEC INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «2435-8194 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 2 juillet 1986

47059

Les procureurs de la compagnie,
MARTINEAU, WALKER

ACME DIFFUSION INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «ACME DIFFUSION INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 9 juillet 1986

47109

Les procureurs de la compagnie,
CARON, TOURANGEAU & ASSOCIÉS

**LES DESSINS ARTEC INC.
ARTEC DESINGS INC.**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LES DESSINS ARTEC INC.—ARTEC DESINGS INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 13 juin 1986

47046

Le secrétaire,
IRENÉE GOUDREAU

BÉLICOR INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «BÉLICOR INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Sainte-Thérèse, le 10 juillet 1986

47060

Pour la compagnie,
JEAN-PAUL PAGÉ

B. TEPNER INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «B. TEPNER INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 3 juillet 1986

47044

Les procureurs de la compagnie,
PHILLIPS, FRIEDMAN, KOTLER

CLUB SOCIAL SPÉRIBEL QUÉBEC INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «CLUB SOCIAL SPÉRIBEL QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Québec, le 14 juillet 1986

47110

Les procureurs de la compagnie,
GAGNÉ, LETARTE, SIROIS, BEAUDET &
ASSOCIÉS

CONSTRUCTION DAUPHINAIS INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «CONSTRUCTION DAUPHINAIS INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Lacolle, le 13 juin 1986

47045

Le président,
HENRI DAUPHINAIS

FER ET MÉTAL R. GARAND & FILS INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «FER ET MÉTAL R. GARAND & FILS INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Shawinigan, le 9 juillet 1986

47087

Le président,
RAYNALD GARAND

COOPÉRATIVE CANADIENNE DU BÉTAIL DE QUÉBEC LIMITÉE

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «COOPÉRATIVE CANADIENNE DU BÉTAIL DE QUÉBEC LIMITÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 30 juin 1986

47061

Les procureurs de la compagnie,
GARNEAU & GILBERT, *avocats*

FERME DUSSAULT INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «FERME DUSSAULT INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Valcourt, le 20 mai 1986

47062

Le procureur de la compagnie,
LUCIE LAVALLÉE, *notaire*

DÉCALCOMANIE A.B.C. INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «DÉCALCOMANIE A.B.C. INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Saint-Césaire, le 13 juillet 1986

47111

Pour la compagnie,
PIERRE-PAUL LASSONDE

FERME PHOENIX INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «FERME PHOENIX INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Farnham, le 30 mai 1986

47112

Pour la compagnie,
DUTILLY, ROBERT, C.A.

EXCAVATION C. VALLIÈRES INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «EXCAVATION C. VALLIÈRES INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Sherbrooke, le 31 décembre 1985

47086

Le secrétaire,
ROLAND VALLIÈRES

FESTIVAL DE ST-ALEXIS-DES-MONTS INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «FESTIVAL DE ST-ALEXIS-DES-MONTS INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Saint-Alexis-des-Monts, le 10 juillet 1986

47095

Le procureur de la compagnie,
MARIO LEMAY, *notaire*

**JOSÉE HOLDINGS INC.
GESTION JOSÉE INC.**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «JOSÉE HOLDINGS INC.—GESTION JOSÉE INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 31 mai 1986

47064

Les procureurs de la compagnie,
SPIEGEL, SOHMER

HABITEX INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «HABITEX INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Québec, le 10 juillet 1986

47063

Les procureurs de la compagnie,
LEVASSEUR, OUELLET

J.P. TRÉPANIÉ LTÉE

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «J.P. TRÉPANIÉ LTÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 7 juillet 1986

47096

Les procureurs de la compagnie,
BLONDEAU, BOUCHER

LA COMPAGNIE ATLANTIC LIMITÉE

Avis est, par les présentes, donné que «LA COMPAGNIE ATLANTIC LIMITÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 8 juillet 1986

47065

Les procureurs de la compagnie,
GUY & GILBERT

LE CLUB LA LANTERNE

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LE CLUB LA LANTERNE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

La Verrière, le 27 juin 1986

47097

Pour la compagnie,
ROBERT DERASPE

LES ENTREPRISES QUINTAL INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LES ENTREPRISES QUINTAL INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Sherbrooke, le 9 juillet 1986

47066

Les procureurs de la compagnie,
MONTY, COULOMBE

LES IMMEUBLES S.V.D. INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LES IMMEUBLES S.V.D. INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Val-d'Or, le 1^{er} juillet 1986

47067

Le procureur de la compagnie,
JASMINE HINSE, notaire

LES VÊTEMENTS DE POINTE-CALUMET INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LES VÊTEMENTS DE POINTE-CALUMET INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Blainville, le 29 mai 1986

47098

La présidente,
GISÈLE BERTHIAUME

MARINE INDUSTRIE (SAUVETAGE) LTÉE
MARINE INDUSTRIES (SALVAGE) LTD.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «MARINE INDUSTRIE (SAUVETAGE) LTÉE—MARINE INDUSTRIES (SALVAGE) LTD.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 8 juillet 1986

47069

Les procureurs de la compagnie,
 GUY & GILBERT

MISS DE MAISONNEUVE INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «MISS DE MAISONNEUVE INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 10 juillet 1986

47099

Les procureurs de la compagnie,
 FELDMAN, TAUB, *avocats*

PAR-MÉTAL INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «PAR-MÉTAL INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Québec, le 10 juillet 1986

47100

Pour la compagnie,
 JEAN-CHARLES CÔTÉ

PHILACHROME INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «PHILACHROME INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Québec, le 16 juillet 1986

47101

Le président,
 FERNAND BRAY

PIERRE GUINDON INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «PIERRE GUINDON INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 29 juin 1986

47070

Pour la compagnie,
 MICHEL TRUDEL, C.A.

PRO-EPIN INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «PRO-EPIN INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Tracy, le 7 juillet 1986

47071

La secrétaire,
 MONIQUE FRASER

SEDIF INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «SEDIF INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Rivière-du-Loup, le 14 juillet 1986

47102

Le procureur de la compagnie,
 ME RENÉ MICHEL OUELLET

SHEPPARD INDUSTRIES LIMITED

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «SHEPPARD INDUSTRIES LIMITED» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 8 juillet 1986

47047

Les procureurs de la compagnie,
 OGILVY, RENAULT

TRANSPORT FABRE-LANIEL LTÉE

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «TRANSPORT FABRE-LANIEL LTÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Ville-Marie, le 25 juin 1986

47072

La secrétaire,
LORRAINE DESROCHERS

Compagnies étrangères — Loi sur les**Permis de faire affaires**

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a accordé un permis de faire affaires à la corporation suivante:

*Nom de la compagnie **Nom d'emprunt	Date du permis	Nom et adresse de l'agent principal	Adresse du bureau principal
2480-4676 ** LES MANUFACTURIERS CIVIS LTÉE	1986 06 12	Système Corporatif CT (Canada) Ltée, 2535, boulevard Laurier, Sainte-Foy	2535, boulevard Laurier, bureau 500, Sainte-Foy

177

L'inspecteur général des institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD

Coopératives — Loi sur les**ASSOCIATION COOPÉRATIVE D'HABITATION ÉTUDIANTE DUROCHER**

Le ministre de l'Industrie et du Commerce donne avis, conformément à l'article 187 de la Loi sur les coopératives, que le ou les rapports annuels de la coopérative mentionnée en titre, requis en vertu de l'article 184 de ladite loi, n'ont pas été produits.

Conséquemment, cette coopérative est passible de dissolution faute de remédier au défaut reproché dans les soixante (60) jours qui suivent la publication de cet avis à la *Gazette officielle du Québec*.

183

Le sous-ministre,
CHARLES E. BEAULIEU

LA FÉDÉRATION DES COOPÉRATIVES D'HABITATION DE QUÉBEC

Le ministre de l'Industrie et du Commerce donne avis, conformément à l'article 187 de la Loi sur les coopératives, que le ou les rapports annuels de la coopérative mentionnée en titre, requis en vertu de l'article 134 de ladite loi, n'ont pas été produits.

Conséquemment, cette coopérative est passible de dissolution faute de remédier au défaut reproché dans les soixante (60) jours qui suivent la publication de cet avis à la *Gazette officielle du Québec*.

183

Le sous-ministre,
CHARLES E. BEAULIEU

Déclarations des compagnies et sociétés — Loi sur les

Changement de la raison sociale (Article 1879 du Code civil)

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, les sociétés en commandite suivantes ont changé leur raison sociale de la façon indiquée ci-dessous:

Nouvelle raison sociale	Ancienne raison sociale	Date d'enregistrement
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE 300 CONRAD-PELLETIER	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE CONRAD-PELLETIER	1986 06 05
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE HÔTELS D & C D & C HOTELS AND COMPANY LIMITED	HÔTELS D & C. SOCIÉTÉ EN COMMANDITE D & C HOTELS AND COMPANY LIMITED	1985 12 30

*Le protonotaire adjoint
de la Cour supérieure, district
judiciaire de Montréal,
CLAUDE LEBEAU*

178

Dissolution

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, la majorité des associés de chacune des sociétés en commandite suivantes ont consenti à sa dissolution:

Raison sociale de la société	Date de formation	Lieu du principal établissement	Date de dissolution
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE PHARMACIE JEAN COUTU (J. ST-ONGE) ENR.	1975 03 20	7400, boul. Taschereau, Brossard	1986 07 02
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE PHARMACIE JEAN COUTU (R. FAVREAU-M. ST-GEORGES) ENR.	1979 07 09	2980, Bélanger, Montréal	1986 07 04
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE PHARMACIE JEAN COUTU (R. LAUZON ENRG.)	1978 08 24	6405, boul. Léger, Montréal-Nord	1986 07 04
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE PHARMACIE JEAN COUTU (ST-HUBERT) ENR.	1979 07 04	5245, boul. Cousineau, local 129, St-Hubert	1986 07 04
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE PHARM-ESCOMPTE JEAN COUTU (F. TRAVERSY) ENR.	1977 06 29	4061, Wellington, Verdun	1986 07 04
SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE CARTIERVILLE	1978 12 21	6402, 13 ^e Avenue, Rosemont	1986 06 30

*Le protonotaire adjoint
de la Cour supérieure, district
judiciaire de Montréal,
CLAUDE LEBEAU*

178

Formation

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, la déclaration de société en commandite suivante a été enregistrée à son bureau:

Raison sociale de la société	Date d'enregistrement	Lieu du principal établissement
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ISLE DIEU	1986 06 25	741, 1 ^{re} Rue Ouest, Amos, J9T 2N3

*Le protonotaire adjoint
de la Cour supérieure, district
judiciaire d'Abitibi,
MARIE-MARTHE DORVAL*

178

Formation

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, les déclarations de sociétés en commandite suivantes ont été enregistrées à son bureau:

Raison sociale de la société	Date d'enregistrement	Lieu du principal établissement
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LE PLATEAU ENR.	1986 07 04	4364, St-Denis, Montréal
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE MINIÈRE GATE 1986	1986 06 30	5, place Ville-Marie, local 1203, Montréal

*Le protonotaire adjoint
de la Cour supérieure, district
judiciaire de Montréal,
CLAUDE LEBEAU*

178

Ministères — Avis concernant les**Affaires municipales****Divers****Régie intermunicipale de gestion des déchets solides des Anses**

Avis est donné que le ministre des Affaires municipales a, conformément aux articles 468.11 de la Loi sur les cités et villes et 580 du Code municipal, décrété le 9 juillet 1986 la constitution d'une régie intermunicipale appelée « Régie intermunicipale de gestion des déchets solides des Anses », laquelle a les fonctions, les pou-

voirs et les obligations qui résultent de la loi et de l'entente signée, entre le 27 février 1986 et le 3 mars 1986, par les villes de Chandler et de Grande-Rivière et les municipalités de Pabos et de Saint-François-de-Pabos, autorisée par le Règlement numéros 86-V-217, V-138, 143-86 et 112, telle qu'approuvée par le ministre des Affaires municipales, le 9 juillet 1986.

Conformément aux dispositions des articles 468.11 et 580, le décret constituant la régie intermunicipale entre en vigueur le jour de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Québec, le 9 juillet 1986

180

*Le sous-ministre,
JACQUES O'BREADY*

Éducation

Divers

Retrait de commissions scolaires de la commission scolaire régionale dont elles font partie et disparition de celle-ci

Avis est donné, par les présentes, que les commissions scolaires ont cessé de faire partie de la Commission scolaire régionale de l'Outaouais et que celle-ci a cessé d'exister en vertu du décret 905-86 du 18 juin 1986 dont voici le texte:

CONCERNANT des commissions scolaires qui cesseront de faire partie de la Commission scolaire régionale de l'Outaouais et la cessation d'existence de celle-ci

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre de l'Éducation et de la Commission municipale du Québec:

QUE la Commission scolaire Outaouais-Hull, la Commission scolaire de Gatineau, la Commission scolaire Champlain, la Commission scolaire de Pontiac et Les syndicats d'écoles pour la municipalité de Portage-du-Fort, dans le comté de Pontiac cessent de faire partie de la Commission scolaire régionale de l'Outaouais,

et ce, conformément à l'article 427 de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., c. I-14).

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre de l'Éducation:

QUE conformément à l'article 449 de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., c. I-14), la Commission scolaire régionale de l'Outaouais cesse d'exister.

QUE le présent décret prenne effet le 3 juillet 1986.

Le ministre de l'Éducation,
CLAUDE RYAN

179

Retrait de commissions scolaires de la commission scolaire régionale dont elles font partie et disparition de celle-ci

Avis est donné, par les présentes, que les commissions scolaires de Barraute-Senneterre et de Quévillon ont cessé de faire partie de la Commission scolaire régionale Harricana et que celle-ci a cessé d'exister en vertu du décret 904-86 du 18 juin 1986 dont voici le texte:

CONCERNANT des commissions scolaires qui cesseront de faire partie de la Commission scolaire régionale Harricana et la cessation d'existence de celle-ci

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre de l'Éducation et de la Commission municipale du Québec:

QUE la Commission scolaire Barraute-Senneterre et la Commission scolaire de Quévillon cessent de faire partie de la Commission scolaire régionale Harricana,

et ce, conformément à l'article 427 de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., c. I-14).

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre de l'Éducation:

QUE conformément à l'article 449 de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., c. I-14), la Commission scolaire régionale Harricana cesse d'exister à la demande de la Commission scolaire d'Amos;

QUE la Commission scolaire d'Amos succède aux droits et obligations de la Commission scolaire régionale Harricana.

QUE le présent décret prenne effet le 3 juillet 1986.

Le ministre de l'Éducation,
CLAUDE RYAN

179

Retrait d'une commission scolaire de la commission scolaire régionale dont elle fait partie et disparition de celle-ci

Avis est donné, par les présentes, que la Commission scolaire La Neigette a cessé de faire partie de la Commission scolaire régionale du Bas-St-Laurent et que celle-ci a cessé d'exister en vertu du décret 903-86 du 18 juin 1986 dont voici le texte:

CONCERNANT la Commission scolaire La Neigette qui cessera de faire partie de la Commission scolaire régionale du Bas-St-Laurent et la cessation d'existence de celle-ci

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre de l'Éducation et de la Commission municipale du Québec:

QUE la Commission scolaire La Neigette cesse de faire partie de la Commission scolaire régionale du Bas-St-Laurent,

et ce, conformément à l'article 427 de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., c. I-14).

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre de l'Éducation:

QUE conformément à l'article 449 de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., c. I-14), la Commission scolaire régionale du Bas-St-Laurent cesse d'exister.

QUE le présent décret prenne effet le 3 juillet 1986.

Le ministre de l'Éducation,
CLAUDE RYAN

179

Retrait de commissions scolaires des commissions scolaires régionales dont elles font partie et disparition de ces commissions régionales

Avis est donné, par les présentes, que des commissions scolaires ont cessé de faire partie de commissions scolaires régionales et que ces commissions scolaires régionales ont cessé d'exister en vertu du décret 813-86 du 11 juin 1986 dont voici le texte:

CONCERNANT des commissions scolaires qui cesseront de faire partie de commissions scolaires régionales qui cesseront d'exister

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre de l'Éducation et de la Commission municipale du Québec:

1° QUE la Commission scolaire du Gouffre cesse de faire partie de la Commission scolaire régionale de Charlevoix;

2° QUE la Commission scolaire Chaudière-Etchemin, la Commission scolaire Lotbinière et la Commission scolaire Marie-Victorin cessent de faire partie de la Commission scolaire régionale de Tilly;

3° QUE la Commission scolaire de Laprairie et la Commission scolaire de Napierville cessent de faire partie de la Commission scolaire régionale Lignery;

4° QUE la Commission scolaire Tracy cesse de faire partie de la Commission scolaire régionale Carignan;

5° QUE la Commission scolaire Des Rivières, la Commission scolaire d'Iberville et la Commission scolaire de Marieville cessent de faire partie de la Commission scolaire régionale Honoré-Mercier,

et ce, conformément à l'article 427 de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., c. I-14).

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre de l'Éducation:

QUE conformément à l'article 449 de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., c. I-14), la Commission scolaire régionale de Charlevoix, la Commission scolaire régionale de Tilly, la Commission scolaire régionale Lignery, la Commission scolaire régionale Cari-

gnan et la Commission scolaire régionale Honoré-Mercier cessent d'exister;

QUE le présent décret prenne effet le 1^{er} juillet 1986.

Le ministre de l'Éducation,
CLAUDE RYAN

179

Retrait de commissions scolaires des commissions scolaires régionales dont elles font partie et disparition de ces commissions régionales

Avis est donné, par les présentes, que des commissions scolaires ont cessé de faire partie de commissions scolaires régionales et que ces commissions scolaires régionales ont cessé d'exister en vertu du décret 814-86 du 11 juin 1986 dont voici le texte:

CONCERNANT des commissions scolaires qui cesseront de faire partie de commissions scolaires régionales et des commissions scolaires régionales qui cesseront d'exister

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre de l'Éducation et de la Commission municipale du Québec:

1° QUE la Commission scolaire de l'Asbesterie, la Commission scolaire de Coaticook, la Commission scolaire La Sapinière, la Commission scolaire du Lac-Mégantic, la Commission scolaire de Magog et la Commission scolaire Morilac cessent de faire partie de la Commission scolaire régionale de l'Estrie;

2° QUE la Commission scolaire Louis-Joliet et la Commission scolaire de Port-Cartier cessent de faire partie de la Commission scolaire régionale du Golfe;

3° QUE la Commission scolaire de Monseigneur-Matte, la Commission scolaire de Val-d'Accueil et la Commission scolaire de Ristigouche cessent de faire partie de la Commission scolaire régionale de la Baie des Chaleurs,

et ce, conformément à l'article 427 de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., c. I-14).

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre de l'Éducation:

QUE conformément à l'article 449 de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., c. I-14), la Commission scolaire régionale de l'Estrie, la Commission scolaire régionale du Golfe et la Commission scolaire régionale de la Baie des Chaleurs cessent d'exister;

QUE le présent décret prenne effet le 1^{er} juillet 1986.

Le ministre de l'Éducation,
CLAUDE RYAN

179

Municipalité scolaire de

Fusions de municipalités scolaires

Avis est donné, par les présentes, que des municipalités scolaires ont été fusionnées pour en former de nouvelles en vertu du décret 815-86 du 11 juin 1986 dont voici le texte:

CONCERNANT des fusions de municipalités scolaires

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre de l'Éducation:

QUE la municipalité scolaire de Val-d'Accueil et la municipalité scolaire de Monseigneur-Matte soient fusionnées en une nouvelle municipalité scolaire pour catholiques au sens de l'article 39 de la Loi sur l'instruction publique;

QUE cette nouvelle municipalité scolaire soit connue et désignée sous le nom de la municipalité scolaire de Baie-des-Chaleurs;

QUE la nouvelle corporation scolaire ayant autorité sur cette nouvelle municipalité scolaire soit également connue et désignée comme étant la Commission scolaire de Baie-des-Chaleurs;

QUE cette nouvelle municipalité scolaire comprenne le territoire suivant:

— Le territoire décrit à l'annexe A des lettres patentes de la municipalité régionale de comté de Bonaventure (*Gazette officielle du Québec* publiée en date du 8 avril 1981, page 1637) à l'exclusion du territoire des municipalités de Saint-Jules (SD), Grande-Cascapédia (SD), New-Richmond (V) et à l'exclusion du canton de Robidoux;

— Une partie du territoire décrit à l'annexe A des lettres patentes de la municipalité régionale de comté de Pabok (*Gazette officielle du Québec* publiée en date du 1^{er} avril 1981, page 1553) soit le territoire de la municipalité de Port-Daniel — Partie-Est (CT),

et ce, conformément aux articles 36, 39, 41 et 73 de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., c. I-14);

QUE la municipalité scolaire de Tracadie et la municipalité scolaire de Ristigouche soient fusionnées en une nouvelle municipalité scolaire pour catholiques au sens de l'article 39 de la Loi sur l'instruction publique;

QUE cette nouvelle municipalité scolaire soit connue et désignée sous le nom de la municipalité scolaire Miguasha;

QUE la nouvelle corporation scolaire ayant autorité sur cette nouvelle municipalité scolaire soit également

connue et désignée comme étant la Commission scolaire Miguasha;

QUE cette nouvelle municipalité scolaire comprenne le territoire suivant:

— Le territoire décrit à l'annexe A des lettres patentes de la municipalité régionale de comté d'Avignon (*Gazette officielle du Québec* publiée en date du 18 mars 1981, page 1341 et suivantes);

— Une partie du territoire décrit à l'annexe A des lettres patentes de la municipalité régionale de comté de Bonaventure (*Gazette officielle du Québec* publiée en date du 8 avril 1981, page 1637 et suivantes), comprenant le territoire des municipalités de Saint-Jules (SD), Grande-Cascapédia (SD), New-Richmond (V) et le canton de Robidoux,

et ce, conformément aux articles 36, 39, 41 et 73 de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., c. I-14);

QUE la municipalité scolaire Lotbinière et la municipalité scolaire Marie-Victorin soient fusionnées en une nouvelle municipalité scolaire pour catholiques au sens de l'article 39 de la Loi sur l'instruction publique;

QUE cette nouvelle municipalité scolaire soit connue et désignée sous le nom de la municipalité scolaire de Lotbinière;

QUE la nouvelle corporation scolaire ayant autorité sur cette nouvelle municipalité scolaire soit également connue et désignée comme étant la Commission scolaire de Lotbinière;

QUE cette nouvelle municipalité scolaire comprenne le territoire suivant:

— Le territoire des municipalités de Sainte-Emmélie (P), Leclercville (VI), Lotbinière (SD), Saint-Édouard-de-Lotbinière (P), Sainte-Croix (P), Sainte-Croix (VL), Saint-Janvier-de-Joly (DS), Saint-Antoine-de-Tilly (P), Notre-Dame-du-Sacré-Coeur-d'Issoudun (P), Laurier-Station (VI), Saint-Flavien (P), Saint-Flavien (VL), Saint-Octave-de-Dosquet (P), Saint-Agapit (SD), Sainte-Agathe (VL), Saint-Gilles (P);

— Le territoire de la municipalité de Saint-Étienne (SD) à l'exclusion des lots 11 à 14 inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Étienne-de-Lauzon;

— Le territoire de la municipalité de Saint-Apollinaire (SD) à l'exclusion des lots 1 à 4 inclusivement du cadastre officiel de Saint-Apollinaire;

— Le territoire de la municipalité de Sainte-Agathe (P) à l'exclusion des lots 4B, 5A, 5B, 6A, 6B, 7A, 7B du rang XVI du canton de Nelson, des lots 335 à 347 inclusivement et 423 à 425 inclusivement tous de la

concession d'Armagh, des lots 247 à 260 inclusivement de la concession de Saint-André;

— Une partie du territoire de la municipalité de Saint-Jacques-de-Leeds (SD), soit les lots 9 à 15 inclusivement du rang VI, 8A, 8B, 9B, et les lots 10 à 15 inclusivement du rang VII, tous du canton de Leeds;

— Une partie du territoire de la municipalité de Inverness (CT), soit les lots 1380 et 1383 du rang XI du canton d'Inverness;

— Une partie du territoire de la municipalité de Lyster (SD), soit les lots 1 à 6 inclusivement des rangs IX et X du canton de Nelson,

et ce, conformément aux articles 36, 39, 41 et 73 de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., c. I-14);

QUE la municipalité scolaire de Laprairie et la municipalité scolaire de Napierville soient fusionnées en une nouvelle municipalité scolaire pour catholiques au sens de l'article 39 de la Loi sur l'instruction publique;

QUE cette nouvelle municipalité scolaire soit connue et désignée sous le nom de la municipalité scolaire du Goéland;

QUE la nouvelle corporation scolaire ayant autorité sur cette nouvelle municipalité scolaire soit également connue et désignée comme étant la Commission scolaire du Goéland;

QUE cette nouvelle municipalité scolaire comprenne le territoire suivant:

— Les municipalités de Sainte-Catherine (V), La Prairie (V), Saint-Philippe (P), Candiac (V), Delson (V), Saint-Constant (V), Saint-Mathieu (SD), Saint-Isidore (P), Saint-Rémi (V), Saint-Michel (P), Saint-Édouard (P), Saint-Patrice-de-Sherrington (P), Napierville (VL), Saint-Cyprien (P), Hemmingford (CT), Hemmingford (VL), et Saint-Bernard-de-Lacolle (P);

— Une partie de la municipalité de Havelock (CT) comprenant les lots 22 à 29 inclusivement du 1^{er} Rang et les lots 73 à 80 inclusivement du 2^e Rang, tous du canton d'Havelock,

et ce, conformément aux articles 36, 39, 41 et 73 de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., c. I-14);

QUE le présent décret prenne effet le 11 juillet 1986.

Le ministre de l'Éducation,
CLAUDE RYAN

Annexion de parties d'une municipalité scolaire et changements de limites de municipalités scolaires

Avis est donné, par les présentes, que des parties d'une municipalité scolaire ont été annexées à une autre municipalité scolaire et que des limites de municipalités scolaires ont été changées en vertu du décret 907-86 du 18 juin 1986 dont voici le texte:

CONCERNANT l'annexion de parties d'une municipalité scolaire et des changements de limites de municipalités scolaires

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre de l'Éducation:

1° QUE le territoire suivant soit détaché de la municipalité scolaire Laure-Conan et annexé, pour catholiques au sens de l'article 39 de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., c. I-14), à la municipalité scolaire du Gouffre:

— Une partie du territoire non organisé, Charlevoix-Ouest, partie Lac-des-Martres, soit la partie de ce territoire non organisé limité à l'ouest par le lot 381, au nord et à l'est par les limites de la municipalité régionale de comté de Charlevoix, au sud, partie par la limite nord de la municipalité de Saint-Urbain; les lots 21 à 34 inclusivement (rang Saint-Thomas), du cadastre officiel de la paroisse des Éboulements;

2° QUE les limites de la municipalité scolaire La Sapière soient changées, pour catholiques au sens de l'article 39 de la Loi sur l'instruction publique, afin qu'elles comprennent désormais le territoire suivant:

— Le territoire des municipalités de Bishopton (VL), Bury (SD), Chartierville (SD), Clifton-Partie-Est (CT), Cookshire (V), Ditton (CT), Dudswel (CT), East-Angus (V), Fontainebleau (SD), Hampden (CT), La Patrie (VL), Lingwick (CT), Marbleton (VL), Newport (CT), Saint-Isidore-d'Auckland (SD), Sawyerville (VL), Scotstown (V), Weedon (CT), Weedon-Centre (VL) et Westbury (CT);

— Le territoire de la municipalité de Eaton (CT) à l'exclusion des lots 15 à 28 inclusivement des rangs I et II, les lots 14 à 28 inclusivement des rangs III et IV, les lots 20 à 28 inclusivement du rang V, les lots 21 à 28 inclusivement du rang VI, et les lots 26, 27 et 28 du rang VII, tous du cadastre officiel du canton de Eaton;

3° QUE les limites de la municipalité scolaire de Magog soient changées, pour catholiques au sens de l'article 39 de la Loi sur l'instruction publique, afin qu'elles comprennent désormais le territoire suivant:

— Le territoire des municipalités suivantes: Austin (SD), Ayer's-Cliff (VL), Bolton-Est (SD), Eastman (VL), Magog (CT), Magog (V), Omerville (VL), Pot-

ton (CT), Saint-Benoît-du-Lac (SD), Saint-Étienne-de-Bolton (SD), Sainte-Catherine-de-Hatley (SD), Stanstead (CT);

— Une partie du territoire de la municipalité d'Orford (CT), laquelle partie est délimitée comme suit: à l'est, au sud et à l'ouest par la limite de la municipalité d'Orford (CT), tel que ce territoire existait en date du 18 avril 1983, et, au nord, partie par la ligne nord des lots originaires 820, 904, 984, 1045 et 1092 tous du cadastre officiel du canton d'Orford, et partie par la rive sud-est du lac Stukely;

— Une partie du territoire de la municipalité de Stukely-Sud (SD), laquelle partie est décrite comme suit: les lots originaires 111 à 158, 212 à 244, 264 à 300 et 345 à 360, tous inclusivement du cadastre officiel du canton de Stukely, ainsi que la partie des lots 199, 200, 203, 206 et 209 comprise dans le territoire de ladite municipalité de Stukely-Sud (SD), tel que ce territoire existait en date du 18 avril 1983;

— Une partie du territoire de la municipalité de Stukely-Sud (VL), laquelle partie est décrite comme suit: les lots originaires 19 à 110, 188 à 198 inclusivement, 204, 205, 208, 210 et 211, tous du cadastre officiel du canton de Stukely et la partie des lots 199, 200, 203, 206 et 209 comprise dans le territoire de ladite municipalité de Stukely-Sud (VL), tel que ce territoire existait en date du 18 avril 1983;

4° QUE les limites de la municipalité scolaire de Coaticook soient changées, pour catholiques au sens de l'article 39 de la Loi sur l'instruction publique, afin qu'elles comprennent désormais le territoire des municipalités suivantes:

— Compton-Station (SD), Compton (CT), Compton (VL), Martinville (SD), Sainte-Edwidge-de-Clifton (CT), Hatley (VL), Saint-Malo (SD), Ogden (SD), Beebe-Plain (VL), Stanstead-Plain (VL), Rock-Island (V), Stanstead-Est (SD), Barnston-Ouest (SD), Coaticook (V), Barnston (CT), Barford (CT), Dixville (VL), Saint-Mathieu-de-Dixville (SD), Saint-Herménégilde (SD), Saint-Venant-de-Hereford (P) et Hereford (CT);

5° QUE les limites de la municipalité scolaire de l'Asbesterie soient changées, pour catholiques au sens de l'article 39 de la Loi sur l'instruction publique, afin qu'elles comprennent désormais le territoire des municipalités suivantes:

— Les villes d'Asbestos et de Danville, les villages de Saint-Georges-de-Windsor et de Wottonville, la paroisse de Saint-Joseph-de-Ham-Sud, les municipalités de cantons de Saint-Camille, de Saint-Georges-de-Windsor, de Shipton et de Wotton, les municipalités de Saint-Adrien et de Trois-Lacs;

6° QUE les limites de la municipalité scolaire de Sherbrooke soient changées, pour catholiques au sens de l'article 39 de la Loi sur l'instruction publique, afin qu'elles comprennent désormais le territoire suivant:

— Le territoire des municipalités suivantes: Lennoxville (V), Sherbrooke (V), Waterville (V), Deauville (VL), Saint-Élie-d'Orford (P), Ascot (CT), Fleurimont (SD), Rock Forest (V), Bromptonville (V), Saint-Denis-de-Brompton (P), Brompton (CT), Stoke (CT), Hatley (CT), North-Hatley (VL), Hatley-Partie-Ouest (CT) et Ascot-Corner (SD);

— Une partie du territoire de la municipalité d'Eaton (CT) décrite comme suit: les lots 15 à 28 inclusivement des rangs I et II, les lots 14 à 28 inclusivement des rangs III et IV; les lots 20 à 28 inclusivement du rang V, les lots 21 à 28 inclusivement du rang VI et les lots 26, 27 et 28 du rang VII, tous du cadastre officiel du canton d'Eaton;

7° QUE les limites de la municipalité scolaire du Lac-Mégantic soient changées, pour catholiques au sens de l'article 39 de la Loi sur l'instruction publique, afin qu'elles comprennent désormais le territoire des municipalités suivantes:

— Lac-Mégantic (V), Frontenac (SD), Audet (SD), Lac-Drolet (SD), Sainte-Cécile-de-Whitton (SD), Saint-Sébastien (SD), Lambton (SD), Saint-Romain (SD), Stormoway (SD), Nantes (SD), Milan (SD), Marston (CT), Val-Racine (P), Piopolis (SD), Saint-Augustin-de-Woburn (P), Notre-Dame-des-Bois (SD);

8° QUE les limites de la municipalité scolaire de Morlac soient changées, pour catholiques au sens de l'article 39 de la Loi sur l'instruction publique, afin qu'elles comprennent désormais le territoire des municipalités suivantes:

— Ulverton (SD), Cleveland (CT), Richmond (V), Saint-Claude (SD), Melbourne (VL), Melbourne (CT), Kingsbury (VL), Maricourt (SD), Valcourt (V), Valcourt (CT), Brompton-Gore (SD), Racine (SD), Saint-Grégoire-de-Greenlay (VL), Saint-François-Xavier-de-Brompton (P), Windsor (V), Windsor (CT);

9° QUE le présent décret soit adopté conformément aux articles 36, 39 et 41 de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., c. I-14) et qu'il prenne effet le 18 juillet 1986.

Le ministre de l'Éducation,
CLAUDE RYAN

Changement des limites d'une municipalité scolaire et annexion d'une partie de municipalité scolaire

Avis est donné, par les présentes, que les limites de la municipalité scolaire de La Neigette ont été changées et qu'une partie de la municipalité scolaire Prince-Daveluy a été annexée à celle de Victoriaville en vertu du décret 943-86 du 25 juin 1986 dont voici le texte:

CONCERNANT le changement des limites d'une municipalité scolaire et l'annexion d'une partie de municipalité scolaire

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre de l'Éducation:

QUE conformément aux articles 36, 39 et 41 de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., c. I-14):

1° Les limites de la municipalité scolaire La Neigette soient changées, pour catholiques au sens de l'article 39 de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., c. I-14), afin qu'elles comprennent désormais le territoire suivant:

— Le territoire décrit à l'annexe A des lettres patentes de la municipalité régionale de comté de Rimouski-Neigette (*Gazette officielle du Québec* publiée en date du 26 mai 1982, page 2103), à l'exclusion du territoire de la municipalité d'Esprit-Saint (SD); soit une partie du territoire décrit à l'annexe A des lettres patentes de la municipalité régionale de comté de La Mitis (*Gazette officielle du Québec* publiée en date du 30 décembre 1981, page 5734), comprenant le territoire des municipalités de Sainte-Luce (P) et Luceville (VL) ainsi que le territoire de la municipalité de Saint-Donat (P), à l'exclusion des lots 316 à 345 inclusivement du 8^e Rang, dit des Sept Lacs;

2° Le territoire suivant soit détaché de la municipalité scolaire Prince-Daveluy et annexé, pour catholiques au sens de l'article 39 de la Loi sur l'instruction publique, à la municipalité scolaire de Victoriaville:

— Dans le canton d'Arthabaska, les lots 1 à 8 inclusivement du rang VI ainsi que les subdivisions de lots 247, 248, 249, 251 à 253 inclusivement, 257 et 259 du rang VII;

3° Le présent décret prenne effet le 1^{er} juillet 1986.

Le ministre de l'Éducation,
CLAUDE RYAN

179

Fusion de municipalités scolaires

Avis est donné, par les présentes, que les municipalités scolaires de Gatineau et Champlain se sont fusionnées pour former la municipalité scolaire des Draveurs en

vertu du décret 906-86 du 18 juin 1986 dont voici le texte:

CONCERNANT la fusion des municipalités scolaires de Gatineau et Champlain pour former la municipalité scolaire des Draveurs

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre de l'Éducation:

QUE la municipalité scolaire de Gatineau et la municipalité scolaire Champlain soient fusionnées en une nouvelle municipalité scolaire pour catholiques au sens de l'article 39 de la Loi sur l'instruction publique;

QUE cette nouvelle municipalité scolaire soit connue et désignée sous le nom de la municipalité scolaire des Draveurs;

QUE la nouvelle corporation scolaire ayant autorité sur cette nouvelle municipalité scolaire soit connue et désignée comme étant la Commission scolaire des Draveurs;

QUE cette nouvelle municipalité scolaire comprenne le territoire suivant:

— Le territoire de la municipalité de Gatineau (V) à l'exception des lots suivants du canton de Templeton:

— les lots 1a à 5b du rang II, tous inclusivement; les lots 1a à 4c du rang III, tous inclusivement; les lots 1 à 6 du rang IV, tous inclusivement; les lots 1a à 7b du rang V, tous inclusivement; les lots 1a à 4b du rang VI, tous inclusivement;

— Le territoire de la municipalité de Val-des-Monts (SD):

— à l'exception d'une partie de la partie est du canton de Wakefield, comprenant les lots 28a, 29a, 29b, 30a et 30b du rang X et les lots 28a, 28b, 29a, 29b, 30a et 30b du rang XI;

— à l'exception d'une partie du canton de Portland-Ouest, limité à l'est par la rivière La Lièvre et comprenant:

— les lots 1 à 22 du rang I Ouest et les lots 6 à 14 du rang I Est, tous inclusivement; les lots 1 à 22 du rang II Ouest et partie du lot 11 ainsi que les lots 12 à 14b du rang II Est, tous inclusivement; les lots 1 à 22 du rang III Ouest et partie du lot 12b, 13a, 13b ainsi que les lots 14a et 14b du rang III Est, tous inclusivement; les lots 1 à 22 du rang IV Ouest et les lots 12a à 14 du rang IV Est, tous inclusivement; les lots 1 à 26 du rang V Ouest, tous inclusivement; les lots 1 à 34 du rang VI Ouest, tous inclusivement; les lots 1 à 32 du rang VII Ouest, tous inclusivement; les lots 1 à 28 du rang IX Ouest, tous inclusivement; les lots 1 à 26b du rang X Ouest, tous inclusivement;

et ce, conformément aux articles 36, 39, 41 et 73 de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., c. I-14);

QUE le présent décret prenne effet le 18 juillet 1986.

Le ministre de l'Éducation,
CLAUDE RYAN

179

Municipalité scolaire de la Vallée de la Matapédia

Demande est faite de changer les limites de la municipalité scolaire de la Vallée de la Matapédia érigée pour les catholiques seulement au sens de l'article 39 de la Loi sur l'instruction publique, de manière à ce que cette municipalité scolaire comprenne désormais le territoire décrit à l'annexe A des lettres patentes de la municipalité régionale de comté de La Matapédia (*Gazette officielle du Québec* en date du 30 décembre 1981).

Le 7 juillet 1986

Le ministre de l'Éducation,
CLAUDE RYAN

179-30-2

Énergie et Ressources

Arrêtés ministériels

CONCERNANT la mise en vigueur du cadastre de certaines parties de territoire

ATTENDU QUE conformément à l'article 1 de la Loi sur le cadastre (L.R.Q., c. C-1), il a été préparé, sous notre direction, des plans de parties de territoire comprenant les lots ou blocs énumérés dans la cédule A annexée et situés dans les divisions d'enregistrement concernées;

ATTENDU QUE les plans de ces parties de territoire qui sont signés par nous sont dans les archives du Service du cadastre de notre ministère;

ATTENDU QU'une copie de ces plans corrects a été déposée par nous aux bureaux des divisions d'enregistrement concernées;

ATTENDU QUE maintenant il y a lieu d'annoncer, selon les prescriptions de l'article 2169 du Code civil du Bas-Canada, le dépôt d'une copie de ces plans dans les divisions d'enregistrement concernées et de fixer, en même temps, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 y deviendront en vigueur, le tout relativement à ces parties de territoire;

EN CONSÉQUENCE, conformément aux articles 1 et 2 de la Loi sur le cadastre (L.R.Q., c. C-1), ainsi qu'aux articles 2166 à 2176c inclusivement du Code civil du Bas-Canada, c'est-à-dire ceux constituant la section II de ce Code dont le titre est « Du plan et du livre de renvoi officiels et dispositions qui s'y rattachent », nous émettons cet arrêté:

a) pour annoncer le dépôt aux bureaux des divisions d'enregistrement concernées, d'une copie des plans corrects des parties de territoire, comprenant les lots ou les blocs énumérés dans la cédule A et situés dans les divisions d'enregistrement concernées;

b) pour fixer à la septième journée suivant la date de la publication du présent arrêté à la *Gazette officielle du Québec*, le jour auquel les dispositions de l'article 2168, deviendront en vigueur dans ces divisions d'enregistrement, relativement à ces parties de territoire;

c) pour rappeler que, dans les deux ans qui suivent cette date, l'enregistrement de tout droit réel, sur une entité cadastrale désignée sur ces plans, doit être renouvelé par l'enregistrement par dépôt, d'un avis désignant l'immeuble affecté en la manière prescrite dans l'article 2168, et en observant les autres formalités prescrites dans l'article 2131 pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques;

d) pour informer qui de droit que, à défaut de tel renouvellement, les droits conservés par le premier enregistrement, n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

Québec, le 11 juillet 1986

Le ministre de l'Énergie et des Ressources,
JOHN CIACCIA
Cad. 86-06B

Cédule A

Cadastre du canton de Cloridorme, comprenant le bloc 2, dont copie du plan a été déposée au bureau d'enregistrement de Sainte-Anne-des-Monts, à Gaspé.

291227

Cadastre du canton Le Neuf, comprenant les blocs 17 et 18, dont copie du plan a été déposée au bureau d'enregistrement de Saguenay, à Baie-Comeau.

288666

Cadastre du canton de Reclus, comprenant les lots 16 et 19, du rang B, dont copie du plan a été déposée au bureau d'enregistrement de Témiscamingue, à Ville-Marie.

289530

Cadastre de la paroisse de Pointe-aux-Trembles, comprenant le bloc 2, dont copie du plan a été déposée au bureau d'enregistrement de Portneuf, à Cap-Santé.

289475

Cadastre de l'Île-aux-Lièvres, comprenant les blocs 21 et 22, dont copie du plan a été déposée au bureau d'enregistrement de Kamouraska, à Saint-Pascal.

291575

Cadastre du canton de Saint-Vincent, comprenant le lot 49 du village de Sound Bay ou Aylmer Sound, dont copie du plan a été déposée au bureau d'enregistrement de Sept-Îles, à Sept-Îles.

290696

Cadastre du canton de Shehyn, comprenant les blocs 10 à 16, dont copie du plan a été déposée au bureau d'enregistrement de Témiscamingue, à Ville-Marie.

289797

Cadastre du canton de Gendreau, comprenant le bloc 12, dont copie du plan a été déposée au bureau d'enregistrement de Témiscamingue, à Ville-Marie.

289979

Cadastre du canton de Letellier, comprenant le bloc 61, dont copie du plan a été déposée au bureau d'enregistrement de Sept-Îles, à Sept-Îles.

289825

Cadastre du canton de Chevalier, comprenant le bloc 252 du village de Rivière-Saint-Paul, dont copie du plan a été déposée au bureau d'enregistrement de Sept-Îles, à Sept-Îles.

291714

Cadastre du village de Lauzon, comprenant le bloc 3, dont copie du plan a été déposée au bureau d'enregistrement de Lévis, à Lévis.

291029

Cadastre du canton d'Énard, comprenant le bloc 1 à 3, dont copie du plan a été déposée au bureau d'enregistrement de Pontiac, à Campbell's-Bay.

290109

181

CONCERNANT la mise en vigueur du cadastre de certaines parties de territoire

ATTENDU QUE conformément à l'article 1 de la Loi sur le cadastre (L.R.Q., c. C-1), il a été préparé, sous notre direction, des plans de parties de territoire comprenant les lots ou blocs énumérés dans la cédule A annexée et situés dans les divisions d'enregistrement concernées avec données contenues dans des documents joints à ces plans;

ATTENDU QUE les plans de ces parties de territoire qui sont signés par nous sont dans les archives du Service du cadastre de notre ministère;

ATTENDU QU'une copie de ces plans corrects a été déposée par nous aux bureaux des divisions d'enregistrement concernées;

ATTENDU QUE maintenant il y a lieu d'annoncer, selon les prescriptions de l'article 2169 du Code civil du Bas-Canada, le dépôt d'une copie de ces plans dans les divisions d'enregistrement concernées et de fixer, en même temps, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 y deviendront en vigueur, le tout relativement à ces parties de territoire;

EN CONSÉQUENCE, conformément aux articles 1 et 2 de la Loi sur le cadastre (L.R.Q., c. C-1), ainsi qu'aux articles 2166 à 2176c inclusivement du Code civil du Bas-Canada, c'est-à-dire ceux constituant la section II de ce Code dont le titre est « Du plan et du livre de renvoi officiels et dispositions qui s'y rattachent », nous émettons cet arrêté:

a) pour annoncer le dépôt aux bureaux des divisions d'enregistrement concernées, d'une copie des plans corrects des parties de territoire, comprenant les lots ou les blocs énumérés dans la cédule A et situés dans les divisions d'enregistrement concernées;

b) pour fixer à la septième journée suivant la date de la publication du présent arrêté à la *Gazette officielle du Québec*, le jour auquel les dispositions de l'article 2168, deviendront en vigueur dans ces divisions d'enregistrement, relativement à ces parties de territoire;

c) pour rappeler que, dans les deux ans qui suivent cette date, l'enregistrement de tout droit réel, sur une entité cadastrale désignée sur ces plans, doit être renouvelé par l'enregistrement par dépôt, d'un avis désignant l'immeuble affecté en la manière prescrite dans l'article 2168, et en observant les autres formalités prescrites dans l'article 2131 pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques;

d) pour informer qui de droit que, à défaut de tel renouvellement, les droits conservés par le premier enregistrement, n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

Québec, le 11 juillet 1986

Le ministre de l'Énergie et des Ressources,
JOHN CIACCIA
Cad. 86-06B

Cédule A

Cadastre du canton de Laflèche, comprenant les lots 1 à 8 du rang B et 1 à 5 du rang C, dont copie du plan et du document joint a été déposée au bureau d'enregistrement de Saguenay, à Baie-Comeau.

289414

Cadastre du canton de Le Neuf, comprenant le bloc 19, dont copie du plan et du document joint a été déposée au bureau d'enregistrement de Saguenay, à Baie-Comeau.

287134

181

Office de la langue française

Avis de recommandation

Conformément à l'article 116 de la Charte de la langue française, avis public est donné que l'Office de la langue française, à sa séance du 27 juin 1986, a préconisé l'emploi des expressions et mots français qui suivent:

Liste 1. Termes recommandés et en instance de normalisation

Les termes figurant sur cette liste sont soumis à l'enquête publique et pourront faire l'objet d'un avis de normalisation après un délai de douze mois suivant la parution du présent avis. Tout commentaire devra être acheminé au secrétariat de la Commission de terminologie, 700, boul. Saint-Cyrille Est, Québec (Québec), GIR 5G7.

Commission de terminologie de l'éducation

école ordinaire, n. f. Établissement d'enseignement primaire ou secondaire où l'enseignement est dispensé selon les méthodes pédagogiques conçues pour la majorité des élèves. Anglais: **conventional school, ordinary school**. Domaine: éducation — enseignement primaire et secondaire — statistiques.

Terme rejeté: *école régulière*.

Note. — Le terme **école ordinaire** ne s'emploie que dans des contextes où il faut marquer l'opposition entre ce type d'établissement et les écoles spéciales, autrement le seul terme **école** est utilisé.

persévérance scolaire, n. f. Maintien plus ou moins grand, au fil des années, des effectifs scolaires admis dans le système d'éducation ou engagés dans un cycle ou un programme d'études à une année donnée ou à un âge donné. Anglais: **perseverance in school, student retention**. Domaine: éducation — statistiques.

Terme rejeté: *rétenion scolaire*.

Notes. — 1. La persévérance scolaire peut être le fait, pour un élève, de poursuivre ses études en passant à la classe suivante d'un programme d'études ou en commençant un autre programme ou cycles d'études.

2. Exemple: taux de persévérance scolaire.

déperdition des effectifs (scolaires), n. f. Sortie prématurée d'une partie des effectifs scolaires engagés dans un cycle ou dans un programme d'études. Anglais: **student mortality, attrition, school attrition, school wastage**. Domaine: éducation — statistiques.

Note. — On dit aussi **déperdition scolaire**.

postsecondaire, adj. Qui appartient à l'enseignement collégial ou à l'enseignement universitaire. Anglais: **postsecondary**. Domaine: éducation — organisation de l'enseignement.

Note. — L'adjectif **supérieur**, dans des expressions telles que **enseignement supérieur** ou **études supérieures**, désigne ce qui est propre à l'enseignement universitaire.

aide scolaire, n. f. Service d'information et de conseil-mis à la disposition des élèves de l'enseignement collégial. Anglais: **academic advising**. Domaine: éducation — enseignement collégial.

Terme rejeté: *aide pédagogique individuelle*.

Notes. — 1. Il ne faut pas confondre **aide scolaire** et **orientation scolaire**.

2. Exemples: aller au Service de l'aide scolaire, recourir à l'aide scolaire.

agent d'aide scolaire, n. m., **agente d'aide scolaire**, n. f. Personne chargée d'assurer auprès des élèves de l'enseignement collégial les services d'aide scolaire. Domaine: éducation — enseignement collégial — appellation d'emploi.

Termes rejetés: *aide pédagogique individuel* et *aide pédagogique individuelle*.

Note. — Il ne faut pas confondre **agent d'aide scolaire** et **conseiller d'orientation**.

Liste 2. Termes recommandés

Tout commentaire sur cette liste devra être acheminé au secrétariat de la Commission de terminologie, Office de la langue française, 700, boul. Saint-Cyrille Est, Québec (Québec), GIR 5G7.

Commission de terminologie de l'éducation

agent d'éducation, n. m. Personne morale ou physique qui joue un rôle déterminant dans l'éducation des élèves. Domaine: éducation — enseignement primaire, secondaire et collégial.

Termes rejetés: *agent pédagogique, agent scolaire.*

Notes. — 1. Dans le cas de la personne physique, on accorde le genre masculin ou le genre féminin selon le cas.

2. On dira préférablement **agent d'éducation** plutôt que *agent éducatif*.
3. Exemples: Les parents, les enseignants, les administrateurs de commissions scolaires ou d'écoles sont des agents d'éducation.

admis, n. m., **admise**, n. f. Personne autorisée à s'inscrire à un programme d'études ou à des cours dans un établissement d'enseignement. Domaine: éducation — admission.

Notes. — 1. Pour être admise dans un établissement d'enseignement, une personne doit avoir présenté un dossier scolaire satisfaisant ou, le cas échéant, avoir été reçue à un examen ou à un concours.

2. Le terme **admis** désigne également la personne autorisée à se présenter à un examen ou à un concours.

inscrit, n. m., **inscrite**, n. f. Personne qui a fait son inscription à un programme d'études ou à des cours dans un établissement d'enseignement. Domaine: éducation — admission.

Note. — Un inscrit a nécessairement été admis au préalable à un programme d'études ou autorisé à suivre des cours dans un établissement d'enseignement.

classe d'appoint, n. f. Classe spéciale ayant pour objet de favoriser la réinsertion, en classe ordinaire, d'élèves en situation d'échec ou présentant des retards scolaires. Domaine: éducation — adaptation scolaire.

Note. — Le terme **classe d'appoint** remplace les termes **classe de maturation** et **classe de récupération**.

classe adaptée, n. f. Classe spéciale dont l'aménagement ou l'équipement a été conçu pour un enseignement adapté aux caractéristiques ou aux besoins particuliers d'élèves en difficulté grave d'adaptation ou d'apprentissage. Domaine: éducation — adaptation scolaire.

classe d'accueil, n. f. Classe spéciale destinée aux élèves non francophones qui n'ont pas une connaissance suffisante du français pour fréquenter la classe ordinaire. Anglais: **welcoming class**. Domaine: éducation — enseignement primaire et secondaire.

classe d'immersion, n. f. Classe dans laquelle les élèves suivent une partie ou la totalité de leurs cours dans la langue seconde. Domaine: éducation — enseignement secondaire.

Note. — L'enseignement donné dans les classes d'immersion est dit **enseignement par immersion**.

classe-ressource, n. f. Classe spéciale destinée à des élèves qui, intégrés la majorité du temps à la classe ordinaire, sont regroupés pour participer à des activités ou suivre des cours de rattrapage ou d'enrichissement dans une ou plusieurs matières. Domaine: éducation — adaptation scolaire.

soutien à l'enseignement, n. m. Appui donné par un personnel spécialisé à un enseignant afin de l'aider à adapter son enseignement ou ses attitudes aux besoins particuliers d'élèves en difficulté. Domaine: éducation — adaptation scolaire.

Note. — Le personnel spécialisé peut comprendre un psychologue scolaire, un rééducateur en psychomotricité, un orthophoniste, un psychoéducateur, un conseiller d'orientation, un conseiller pédagogique et un éducateur spécialisé.

soutien orthopédagogique, n. m. Appui donné par un orthopédagogue à un enseignant ou à un élève, au premier pour lui permettre d'adapter son enseignement aux besoins particuliers d'élèves en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage, au second pour lui permettre de surmonter les difficultés qui retardent ou bloquent ses apprentissages. Domaine: éducation — adaptation scolaire.

Note. — Exemple: dans des expressions telle **classe** (ordinaire) **avec soutien orthopédagogique**.

constituante, n. f. (syn.: **unité constituante**, n. f.) Établissement d'enseignement ou de recherche intégré à un réseau d'établissements assimilés ayant un siège social commun où sont établies les grandes orientations. Domaine: éducation — enseignement collégial et universitaire.

Notes. — 1. Dans l'enseignement universitaire, on peut aussi employer **université constituante**.

2. Exemples: les constituantes de l'Université du Québec; le Champlain Regional College compte trois constituantes: Saint-Lambert — Longueuil, St. Lawrence et Lennoxville.

droits de scolarité, n. m. pl. Somme exigée d'une personne par l'établissement scolaire dans lequel elle s'inscrit. Anglais: **tuition fee**. Domaine: éducation — inscription.

Terme rejeté: *frais de scolarité*.

droits d'inscription, n. m. pl. Somme qu'exige un établissement d'enseignement pour inscrire sur son registre le nom et le choix de cours d'une personne. Anglais: **enrolment fee, registration fee**. Domaine: éducation — inscription.

Terme rejeté: *frais d'inscription*.

frais d'études, n. m. pl. Dépenses occasionnées par le fait de faire des études. Domaine: éducation — inscription.

services éducatifs, n. m. pl. Ensemble des services qu'offre l'école dans le but de favoriser les apprentissages scolaires et le plein épanouissement des élèves. Anglais: **educational services**. Domaine: éducation — gestion de l'enseignement — services éducatifs — enseignement primaire et secondaire.

services de formation et d'éveil, n. m. pl. Services éducatifs s'adressant aux enfants d'âge préscolaire dans le cadre de la classe de maternelle. Anglais: **formative and pre-cognitive learning services, educational and motivational activities, development and "awakening" activities**. Domaine: éducation — gestion de l'enseignement — services éducatifs — éducation préscolaire.

services d'enseignement, n. m. pl. Services éducatifs comprenant l'ensemble des cours obligatoires, des cours à option et des activités assimilées. Anglais: **instructional services**. Domaine: éducation — gestion de l'enseignement — services éducatifs — enseignement primaire et secondaire.

services (éducatifs) particuliers, n. m. pl. Services éducatifs s'adressant aux élèves du primaire et du secondaire qui, en raison d'un handicap, permanent ou temporaire, ou de difficultés d'adaptation ou d'apprentissage, ont besoin d'une réadaptation ou d'une rééducation. Anglais: **individual auxiliary services**. Domaine: éducation — gestion de l'enseignement — services éducatifs — enseignement primaire et secondaire.

services (éducatifs) complémentaires, n. m. pl. Ensemble des activités de soutien aux services éducatifs. Anglais: **auxiliary services**. Domaine: éducation — gestion de l'enseignement — services éducatifs — éducation préscolaire — enseignement primaire et secondaire.

services aux élèves, n. m. pl. Ensemble des services qui, dans un établissement d'enseignement collégial, ont pour but de promouvoir la qualité de vie des élèves et d'appuyer les activités qu'ils coordonnent eux-mêmes. Anglais: **student services**. Domaine: éducation — enseignement collégial — vie scolaire.

adaptation scolaire, n. f. Appropriation d'un enseignement, d'un matériel didactique ou d'un environnement scolaire aux besoins d'élèves qui présentent des caractéristiques particulières. Domaine: éducation — éducation préscolaire — enseignement primaire et secondaire — adaptation scolaire.

Sport

radeau, n. m. Descente de rivière ou de rapides en radeau pneumatique. *Faire du radeau*. Anglais: **rafting**.

radeau (pneumatique), n. m. Embarcation gonflable servant au sport du radeau.

Gestion et droit

responsabilité, n. f. Obligation faite à un salarié de n'importe quel échelon hiérarchique de s'acquitter d'une tâche ou d'une catégorie de tâches et de répondre de son exécution, à son supérieur ou à l'autorité compétente, suivant des critères établis et auxquels il a consenti. Anglais: **accountability**.

Terme rejeté: *imputabilité*.

obligation de rendre compte, n. f. Obligation juridique ou morale qu'a une entreprise d'informer ses actionnaires, ses bailleurs de fonds et le public en général de l'usage qui a été fait des ressources appartenant à la collectivité. Anglais: **accountability**.

Terme rejeté: *imputabilité*.

Office des professions du Québec

Avis de radiation permanente

L'Office des professions du Québec donne avis, par les présentes, conformément à l'article 53 du Code des professions (L.R.Q., c. C-26) que le Bureau de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec a radié, de façon permanente, madame Jeannette Lévesque Gervais du tableau de l'Ordre en vertu d'une décision rendue le 3 mars 1984.

Cette radiation prend effet le 13 juin 1986.

*Le président de l'Office
des professions du Québec,*
ANDRÉ DESGAGNÉ

179

**Projet de loi d'intérêt privé —
Avis de présentation d'un**

Paroisse de Saint-Élie-d'Orford

Prenez avis que la corporation municipale de la paroisse de Saint-Élie-d'Orford s'adresse au Parlement en vue d'obtenir l'adoption d'une loi d'intérêt local dont l'objet concerne l'adoption par ladite corporation municipale du Règlement 87A, le 16 août 1976. Aux termes de ce projet de loi d'intérêt privé, ledit Règlement 87A sera réputé valide, être en vigueur et avoir force de loi depuis la date de son adoption. Aucune irrégularité ou illégalité dans le processus d'adoption ou d'approbation dudit règlement ne pourra être soulevée à l'encontre de celui-ci. L'emprunt temporaire contracté par ladite corporation municipale sur billet, le 17 novembre 1975, au montant de 139 000,00 \$, sera réputé avoir été valablement contracté et cet emprunt temporaire sera réputé à toute fin que de droit être l'emprunt autorisé aux termes du Règlement 87A. Ladite corporation municipale sera autorisée à rembourser à même son fonds général, en tout temps, cet emprunt avec l'obligation toutefois de rembourser à son fonds général ce paiement anticipé à même la taxe spéciale prévue audit Règlement 87A, le tout avec intérêts au taux prévu à l'emprunt validé.

Prenez également avis que toute personne qui a des motifs d'intervenir sur le projet de loi d'intérêt privé doit en informer le directeur de la législation.

Sherbrooke, le 8 juillet 1986

47074

Les procureurs,
MONTY, COULOMBE

Renseignements sur les compagnies — Loi concernant les

Dissolution

L'inspecteur général des institutions financières, en vertu des pouvoirs délégués par le ministre des Finances, donne avis, en vertu de l'article 8 de la Loi concernant les renseignements sur les compagnies, que les corporations dont les noms suivent sont annulées à compter de la date de publication du présent avis.

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1644-5660 1644-5660 QUÉBEC INC.	177, avenue St-Joseph nord, Alma, Lac-Saint-Jean-Est	1980 05 15
1645-5008 1645-5008 QUÉBEC INC.	475, rue des Champs Elysées, Chicoutimi	1980 06 19
1645-5347 1645-5347 QUÉBEC INC.	Lac du Cerf, Labelle	1980 06 19
1645-8978 1645-8978 QUÉBEC INC.	787, rue Sarasto, Saint-Bernard, Partie sud, Saint-Hyacinthe	1980 07 22
1636-2196 LES 300È ET 333È ANNIVERSAIRES DE MONTMAGNY	205, rue St-Ignace, Montmagny	1979 07 23
1633-6448 LES ABATTOIRS BRUNET INC.	Gracefield, Gatineau	1979 02 16
1644-5595 ADMINISTRATION PLUS INC.	280, rue Grande Ligne, Sainte-Rose-de-Watford, Dorchester	1980 05 14
1635-4599 AÉRONET INC.	1279, rue Curé Gervais, Terrebonne	1979 04 12
1635-4060 AÉRO-CLUB DE STE-MONIQUE INC.	Sainte-Monique, Lac-Saint-Jean-Est	1979 04 10
1635-0209 AGENCES MARC H. BERGERON INC.	269, rue des Mouettes, Beloeil, Verchères	1979 03 28
1633-2405 AGENCES M. P. INC.	351, route 138, Ragueneau, Saguenay	1979 01 26
1634-2016 AGENCE DE VOYAGES ON Y VA INC.	19, rue Champoux, Sorel, Richelieu	1979 03 01

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1634-2156 AGENCE D'INVESTIGATION ET DE SÉCURITÉ S.E.I. INC.	Jonquière, Chicoutimi	1979 06 29
1646-2608 AIDE JOURNALIÈRE CONTINUELLE (A.J.C.) INC.	Québec	1980 08 01
1645-7657 LES AIGLONS CHANTENT INC.	Lac-des-Aigles, Rimouski	1980 06 30
1645-5313 AIR PUR INTERNATIONAL (QUÉBEC) INC.	1051, rue de l'Amitié, Ancienne-Lorette, Québec	1980 06 19
1635-0670 ALLIANCE MUSICALE BOIS-DES- FILION/TERREBONNE INC.	Terrebonne	1979 03 30
1645-2609 ALPHONSE THIBODEAU INC.	194, rue des Érables est, Saint-Émile, Québec	1980 06 10
1634-3808 AMBULANCE DE LA BAIE-DES- HA-HA INC.	300, rue des Saules, La Baie, Chicoutimi	1979 03 07
1644-9886 AMICALE DES TRAVAILLEURS ET COMMERCANTS MAROCAINS DE MONTRÉAL	1592, boulevard Saint-Laurent, Montréal	1980 06 02
1635-9838 AMICALE SÛRETÉ DU QUÉBEC ESTRIE	40, rue Don Bosco, Sherbrooke	1979 06 19
1644-6577 LES AMIS DE CHEZ MADELEINE INC.	Mascouche, l'Assomption	1980 05 16
1646-1279 LES AMIS DE LA SOBRIÉTÉ DE SAINT-HYACINTHE	1410, rue St-Armand, Saint-Hyacinthe	1980 07 08
1635-8004 LES AMIS D'ICARE INC.	190, rue Beaubien, Nicolet	1979 04 17
1644-4895 LES AMIS SPORTIFS DE VERDUN INC.	5893, avenue Verdun, Verdun, Montréal	1980 05 12
1645-4175 AMUSEMENTS GILLES CARNAVAL INC.	138, rue Laurier, Saint-Apollinaire, Lotbinière	1980 06 16
1635-8772 LES AMUSEMENTS R.D.T. INC.	570, rue St-Patrice, Québec	1979 05 01

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1633-6190 LES AMUSEURS DU PETIT PRINCE INC.	Pabos-Mills, Gaspé-Est	1979 02 09
1636-1909 ANIMATION STE-ANNE	Chicoutimi	1979 05 14
1645-3706 LES ARCHERS DE L'OR BLANC ENR.	1100, boulevard Smith nord, Thetford Mines, Mégantic	1980 05 02
1646-2079 L'ARCHE DE L'AMITIÉ	1044, rue Verchères, Saint-Félicien, Lac Saint-Jean Ouest	1980 07 25
1645-7251 LES ARMOIRES DE CUISINE T.O. INC.	41, rue Bel Air, Lévis	1980 06 27
1636-0349 LES ARTISANS J.M.J. INC.	3788, boulevard Ste-Thérèse, Carignan, Chambly	1979 05 07
1633-8915 ASSAINISSEMENTS B.S.L. RIMOUSKI	93, rue des Prés, Rimouski	1979 02 19
1646-0024 L'ASSOCIATION ARBITRES MARQUEURS DE BASEBALL ET SOFTBALL DE SHERBROOKE INC. (A.A.M.B.S.S. INC.)	915, rue des Jacinthes, Sherbrooke	1980 05 27
1635-2247 ASSOCIATION DES CAVALIERS DE LA TUQUE INC.	La Tuque, Champlain	1979 04 04
1635-1223 ASSOCIATION DES CONSOMMATEURS DE JOUETS DE BEAUPORT	3095, chemin Royal, Beauport, Québec	1979 04 02
1636-3541 L'ASSOCIATION DES CORONERS DU QUÉBEC INC.	283, boul. Ste-Madeleine, Cap-de-la-Madeleine, Champlain	1979 05 18
1646-3077 ASSOCIATION DES DIPLÔMÉS EN ARMURERIE DU QUÉBEC (ADAQ) INC.	Maniwaki, Gatineau	1980 08 07
1634-1828 ASSOCIATION DES DIRECTEURS DES GALERIES D'ART DU QUÉBEC	Montréal	1979 03 01

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1633-1324 ASSOCIATION DES DISQUAIRES INDÉPENDANTS DU QUÉBEC	Montréal	1979 01 23
1634-2503 L'ASSOCIATION DES EMPLOYÉS DES ALIMENTS NOVA INC.	Montréal	1979 03 01
1635-4680 ASSOCIATION DES ÉTUDIANTS DE LOURDES (ASEL) INC.	Côte Nord du Golf Saint-Laurent, Saguenay	1979 04 17
1634-0747 ASSOCIATION DES GENS D'AFFAIRES DE ST-JEAN- CHRYSOSTOME INC.	1038, rue Fontaine, Saint-Jean-Chrysostome, Lévis	1979 02 26
1645-1668 L'ASSOCIATION DES GENS D'AFFAIRES DE ST-JOSEPH-DE- SOREL ET TRACY INC.	614, route Marie Victorin, Tracy, Richelieu	1980 06 06
1646-3309 L'ASSOCIATION DES GENS D'AFFAIRES DE NOTRE-DAME DE LA SALETTE	Buckingham, Papineau	1980 08 11
1633-7636 ASSOCIATION DES ITALIENS DE TORITTO MARIA S.S. DEGLI ANGELI DI QUASANO INC.	55, Cercle Maple, Dollard-des-Ormeaux, Montréal	1979 02 14
1634-8526 L'ASSOCIATION DES JEUX RÉGIONAUX POUR HANDICAPÉS PHYSIQUES DU SAGUENAY-LAC- ST-JEAN	200, rue Racine est, Chicoutimi	1979 03 22
1644-4382 L'ASSOCIATION DES JOURNALISTES ETHNIQUES DU QUÉBEC	5923, rue St-Hubert, Montréal	1980 05 09
1635-3070 ASSOCIATION DES MARCHANDS DES GALERIES D'AYLMER	181, rue Main, Aylmer, Gatineau	1979 04 06
1633-2397 ASSOCIATION DES MARCHANDS DE MANIWAKI INC.	178, rue Commerciale, Maniwaki, Gatineau	1979 01 26
1633-0086 ASSOCIATION DES MONITEURS ET INSTRUCTEURS DE MOTO DU QUÉBEC INC.	9370, rue Lajeunesse, Montréal	1979 01 18

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1634-1463 ASSOCIATION DES NON-FUMEURS DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL ANFUM	Montréal	1979 05 14
1636-3780 ASSOCIATION DES ORGANISMES PROFESSIONNELS DES ARTS D'INTERPRÉTATION DE L'ESTRIE	Lennoxville, Sherbrooke	1979 06 21
1633-2314 ASSOCIATION DES PARACHUTISTES DU NORD-OUEST	Rouyn, Témiscamingue	1979 01 29
1633-7198 ASSOCIATION DES PARENTS DU CORPS DE CADETS 2729 INC.	793, rue St-Louis, Terrebonne	1979 02 13
1644-7708 ASSOCIATION DES PHILIPPINS PROGRESSISTES	3601, rue Ste-Famille, appartement 1209, Montréal	1980 05 22
1646-3408 ASSOCIATION DES PILOTES DE PORT-CARTIER INC.	Port-Cartier, Saguenay	1980 08 12
1646-3754 ASSOCIATION DES PRÉFETS DE COMTÉ DE L'ESTRIE	91, rue Carillon Sherbrooke	1980 19 21
1633-0409 L'ASSOCIATION DES PRODUCTEURS DE VIANDES DE LA CÔTE-NORD	Grandes-Bergeronnes, Saguenay	1979 01 18
1634-7544 L'ASSOCIATION DES PROPRIÉTAIRES DU DOMAINE LANCO INC.	Vaudreuil	1979 03 19
1635-4367 ASSOCIATION DES PROPRIÉTAIRES DE CORVETTE SAGUENAY-LAC- ST-JEAN INC.	La Baie, Chicoutimi	1979 04 11
1645-5248 L'ASSOCIATION DES PROPRIÉTAIRES DE MACHINERIE FORESTIÈRE DU N.O. QUÉBÉCOIS	Amos, Abitibi	1980 06 19
1646-0461 ASSOCIATION DES PROPRIÉTAIRES DU RANG VI DU CANTON DE HULL INC.	Gatineau, Hull	1980 07 10
1635-9085 L'ASSOCIATION DES SPORTIFS ET PROMOTEURS DES ACTIVITÉS NAUTIQUES ET AQUATIQUES DE ST-ADOLPHE D'HOWARD	Saint-Adolphe-d'Howard, Argenteuil	1979 02 13

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1645-0066 ASSOCIATION DES TRANSPORTEURS DE BOIS DES BOIS FRANCS INC.	29, rue Mailhot, Princeville, Arthabaska	1980 06 02
1635-9721 L'ASSOCIATION DES USAGERS DES SYSTÈMES TYME	6650, rue St-Urbain, Montréal	1979 05 03
1633-9517 ASSOCIATION DES VÉTÉRANS HELLÉNIQUES CANADIENS	Montréal	1979 02 20
1645-0207 ASSOCIATION DE HOCKEY INTERMÉDIAIRE DU QUÉBEC MÉTROPOLITAIN INC.	460, chemin Ste-Foy, Québec	1980 06 02
1634-3089 ASSOCIATION DE LOISIR DE LA ZONE FRONTIÈRE	Brigham, Brome	1979 03 05
1646-1576 L'ASSOCIATION DE RINGUETTE DE N.D.G.	3447, avenue Walkley, Montréal	1980 07 18
1635-5497 ASSOCIATION DE SAUVETAGE DE LA CROIX DE VIE	8690, 25 ^e Avenue, Montréal	1979 04 12
1634-1471 ASSOCIATION DE VOLLEY-BALL MASCULIN DE MATANE	Matane	1979 02 27
1635-5323 ASSOCIATION DE WINDSURFING DE LA RÉGION DE QUÉBEC	Québec	1979 04 18
1633-8360 L'ASSOCIATION DU BALLON SUR GLACE MINEUR DE RIMOUSKI	205, avenue de la Cathédrale, Rimouski	1979 04 04
1645-1791 ASSOCIATION ÉCOLOGIQUE DE CHASSE ET PÊCHE ANJOU	Anjou, Montréal	1980 06 06
1635-5554 ASSOCIATION ENFANTS-PARENTS- ADOLESCENTS LA PÉRADE INC.	Sainte-Anne-de-la Pérade, Champlain	1979 05 07
1635-2692 ASSOCIATION ÉQUESTRE RÉGIONALE DU SUD-OUEST, SECTION CLASSIQUE	Hudson, Vaudreuil	1979 04 06
1645-2559 L'ASSOCIATION INTER-RÉGIONALE DE HOCKEY ÉPONGE	130, rue Caroline, Chicoutimi	1980 03 25

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1635-5604 ASSOCIATION LE GENTILHOMME DE LA FAUNE	323, rue St-Georges, Windsor, Richmond	1979 04 12
1646-2277 ASSOCIATION MADONNA DELL'OSPEDALETTO MONTEVERGINE DI AVELLINO INC.	9171, rue Tolhurst, Montréal	1980 07 30
1635-1645 ASSOCIATION POUR LES ENFANTS AMÉRINDIENS INC.	Saint-Anicet, Huntingdon	1979 04 02
1634-6249 ASSOCIATION POUR PERSONNES HANDICAPÉES DU PONTIAC INC.	Fort-Coulonge, Pontiac	1979 03 13
1635-7378 ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DES AGENTS DE PRÉVENTION ET DE RESOCIALISATION (A.Q.A.P.R.) INC.	910, avenue Labonté, Longueuil, Chambly	1979 04 25
1636-4564 ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (A.Q.P.M.E.)	55 H, rue Edison, bur. E, Place Bonaventure, Montréal	1979 05 23
1644-9027 ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DES QUARANTE ANS ET PLUS	901, rue Gilford, Montréal	1980 05 28
1635-9200 ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DE COWBOYS DE RODÉO INC.	292, chemin des Patriotes, Saint-Denis, Saint-Hyacinthe	1979 05 02
1645-6923 L'ASSOCIATION RÉCRÉATIVE DE LA SCIERIE DES OUTARDES	Baie-Comeau, Saguenay	1980 06 26
1636-0331 ASSOCIATION RÉGIONALE DES CORPS MUSICAUX DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN	Montréal	1979 05 07
1646-3010 ASSOCIATION RÉGIONALE DES CAYES À MONTRÉAL (ARCAM)	Montréal	1980 08 15
1646-1451 ASSOCIATION RÉGIONALE DE SKI DE FOND DU SUD-OUEST	89, rue St-Jean-Baptiste est, Mercier, Châteauguay	1980 07 17
1636-2527 ASSOCIATION RÉGIONALE DE CYCLISME DES DEUX RIVES	898, rue de Puyjalon, Baie-Comeau, Saguenay	1979 05 09

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1634-7379 L'ASSOCIATION ROTO-OFFSET INC.	Saint-Jean-sur-Richelieu, Saint-Jean	1979 03 19
1633-7081 ASSOCIATION SALVADORIENNE CANADIENNE INC.	5609, avenue du Parc, Appartement 4, Montréal	1979 02 13
1646-2087 ASSOCIATION RÉCRÉATIVE GIOIOSA MARINA INC.	Saint-Léonard, Montréal	1980 08 06
1635-3583 ASSURANCES LÉVESQUE INC.	134, avenue Larose, Québec	1979 04 09
1646-2558 LES ATELIERS DE LA CULTURE URUGUAYENNE	4642, rue Drolet, Montréal	1980 07 31
1635-3559 ATELIER À FLEUR DE PEAU INC.	73, Rang du Bras, Saint-Gervais et-and Protais, Bellechasse	1979 04 09
1635-6438 ATELIER D'USINAGE R. ET P. SAVARD INC.	Saint-Félicien, Lac Saint-Jean-Ouest	1979 04 23
1635-0688 AUBERGE DU TROC INC.	Rang 1, Route 344, Grenville, Argenteuil	1979 03 30
1645-1239 AUBERGE VACANCES PIEKOUAGAMI INC.	83, rue St-André, Métabetchouan Lac Saint-Jean-Est	1980 06 05
1633-0938 AUTOBUS ST-ARNAULD INC.	1037, boulevard Mercure, Drummondville, Drummond	1979 01 23
1633-3601 LES AUTOMOBILISTES UNIS DU QUÉBEC INC.	2405, rue Dessaulles, Saint-Hyacinthe	1979 02 01
1634-5043 AU COIN DES MOUSSES INC.	Gaspé, Gaspé-Est	1979 03 19
1634-0945 AU JARDIN DE LA NATURE INC.	1533, rue St-Gérald, Lemoyne, Chambly	1979 02 26
1644-4481 A. GAUTHIER & FILS ENTREPRENEUR INC.	661, rue Chiasson, Baie-Comeau, Saguenay	1980 05 12

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1633-7164 A. LAMOTHE QUÉBEC INC.	209, 9 ^e Rue, Noranda, Témiscamingue	1979 02 13
1645-4423 LES BALS DÉMASQUÉS	1609, rue St-Denis, Montréal	1980 06 16
1644-6072 BAR-LAITIER & CASSE-CROÛTE ROLAND INC.	114, rue Maden, Salaberry de Valleyfield, Beauharnois	1980 05 15
1635-1975 BAR SALON RIO (1979) INC.	Princeville, Arthabaska	1979 04 03
1633-0441 LE BEARNAIS (1979) INC.	1835, rue Mgr Plessis, bureau 104 Vanier, Québec	1979 01 19
1645-1585 LES BETONS RE-CO INC.	22, Place Réjean, Charlesbourg, Québec	1980 06 06
1645-5875 LES BIJOUTIERS ORPAIR INC.	743, route rurale numéro 2, Delisle, Lac Saint-Jean-Est	1980 06 20
1850-9059 BISTRO LE PUB	90, rue Cohen, Saint-Gabriel, Berthier	1981 09 30
1644-8425 BOHEM INC.	330, rue St-Roch, bureau 207, Québec	1980 05 26
1636-4945 BOISERIES PLACE DES RIVIÈRES (1979) INC.	190, Place Dubois, Pointe-du-Lac, Saint-Maurice	1979 05 25
1633-2132 LA BOÎTE À CHALEUR INC.	Drummondville, Drummond	1979 01 29
1633-8535 LA BOÎTE À JOUJOUX PLATEAU MONT- ROYAL	1580, avenue Bureau, Montréal	1979 02 16
1633-9236 LA BOULE ROULANTE INC.	315, 15 ^e Rue, Québec	1979 02 20
1633-9186 BOUTIQUES 1.000 IDÉES INC.	203, boulevard l'Ornière, Québec	1979 02 23

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1644-9597 BOUTIQUE ANICE INC.	186, Place Lilac, Pincourt, Vaudreuil	1980 05 30
1635-0969 LA BOUTIQUE MIMI ET TOTO INC.	Val d'Or, Abitibi	1979 03 29
1633-3148 BOUTIQUE NUANCE INC.	1044, avenue Bourlamaque, Québec	1979 01 30
1634-0036 BOUTIQUE ZEN INC.	227, rue Hériot, Drummondville, Drummond	1979 02 21
1634-2578 B. ABEL INC.	Beauport, Québec	1979 03 02
1634-6215 LE CABESTAN SEPT-ILIEN	484, avenue Brochu, Sept-Îles, Saguenay	1979 03 13
1635-6727 CAFÉ-THÉÂTRE DE SAINT-DONAT	398, rue Principale, Saint-Donat, Montcalm	1979 04 24
1646-0941 CAFÉ AMICAL DU NORD INC.	Montréal	1980 07 14
1634-9599 LE CAFÉ FACE À FACE INC.	Chicoutimi	1979 03 27
1644-9324 AU CAMBUSIER INC.	L'Étang-du-Nord, Îles-de-la-Madeleine	1980 05 29
1644-7849 LES CAMPAGNARDS DE L'ESTRIE	Sherbrooke	1980 05 28
1644-6767 CAMPS PLETIPI INC.	1701, chemin du Lac, Saint-Honoré, Chicoutimi	1980 05 20
1644-6841 CAMP CINQ SOLEILS INC.	Route Rurale numéro 2, Magog, Stanstead	1980 05 20
1635-5786 LES CANOËS DU SAGUENAY INC.	Jonquière, Chicoutimi	1979 04 19
1634-1307 CARREFOUR DU PÊCHEUR INC.	Gaspé, Gaspé-Est	1979 02 27
1636-0224 CENTRE BANDAG DE L'ESTRIE INC.	Sherbrooke	1979 05 07

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1644-4978 CENTRE CHIROPRA TIQUE DE DOLBEAU INC.	1230, boulevard Wallberg, Dolbeau, Lac-Saint-Jean-Ouest	1980 05 12
1636-4358 CENTRE CULTUREL DE L'AMICALE DES VÉTÉRANS DE TERREBONNE INC.	Terrebonne	1979 05 23
1633-6562 CENTRE DE COUTURE COUDRELLE INC.	500, boulevard des Laurentides, Saint-Antoine, Terrebonne	1979 02 12
1632-9302 LE CENTRE DE MÉDITATION TRANSCENDANTALE DE TROIS- RIVIÈRES INC.	567, rue Radisson, Trois-Rivières, Saint-Maurice	1979 01 15
1644-6601 LE CENTRE DE RECHERCHE ET D'ANIMATION CULTURELLE (HUBERDEAU) (C.R.A.C.)	Rue Principale, Huberdeau, Argenteuil	1980 06 05
1635-4953 CENTRE DE SOUDURE ROUANDE INC.	Route rurale numéro 1, Rouyn, Témiscamingue	1979 04 17
1633-1514 CENTRE DE THÉÂTRE DU CENTRE- VILLE	Montréal	1979 02 01
1634-3071 CENTRE DE VACANCES AGUANUS	Rang 3, Lac Saint-Antoine, Val-des-Monts, Papineau	1979 03 01
1636-3616 CENTRE DU REMBOURRAGE D.L. INC.	365, rue Cowie, Granby, Shefford	1979 05 18
1634-9656 CENTRE D'ACTION-JEUNESSE ST-LOUIS	Montréal	1979 03 26
1646-3291 CENTRE D'ARTS GRAPHIQUES ST-GABRIEL	661, rue St-Gabriel, Québec	1980 08 11
1636-4184 LE CENTRE D'INFORMATION B.L.O.C. INC.	10360, boulevard St-Laurent, bureau 33, Montréal	1979 05 22
1646-2947 CENTRE D'INITIATION AUX LOISIRS DE LAVAL	Laval	1980 08 05

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1635-8871 CENTRE PAUL BOISVERT INC.	Saint-Jovite, Terrebonne	1979 05 01
1636-2246 CENTRE RÉCRÉATIF MAURICE VAILLANCOURT INC.	Bernierville, Mégantic	1979 05 15
1633-5499 CENTRE RÉGIONAL DE L'AUTOMOBILE DE QUÉBEC INC.	585, rue Marais, Vanier, Québec	1979 02 06
1636-1933 LES CÉRAMIQUES 3-R INC.	855, rue de Foye, Trois-Rivières, Saint-Maurice	1979 05 14
1632-9856 CERCLE DES COIFFEURS DE MONTRÉAL INC.	Montréal	1979 01 18
1636-0208 CERCLE LA SPORÉE BORÉALE	Chibougamau, Territoire-du-Nouveau- Québec	1979 05 07
1634-4806 CERCLE NAUTIQUE GRANDE- RIVIÈRE	10725, rue Marie- Victorin, Tracy, Richelieu	1979 05 15
1635-6289 CERCLE QUÉBÉCOIS DES AMATEURS DE PLANTES	7281, 20 ^e Avenue, Montréal	1979 04 17
1633-8204 LES CHASSEURS ET PÊCHEURS DE STE-MARTHE INC.	La Martre, Gaspé-Ouest	1979 02 15
1847-4270 CHEL GASTRONOMIQUE INC.	2190, rue Chapdelaine, bureau 109, Sainte-Foy	1981 06 11
1644-7021 CHEZ JONATHAN LE GOÉLAND INC.	489, avenue Arnaud, Sept-îles, Saguenay	1980 05 20
1633-8485 CHEZ LE VIEUX BRETON INC.	13, Place Mirecourt, Lorraine, Terrebonne	1979 02 16
1633-7313 CHORALE LE NOROIT	650, rue Henri, Baie-Comeau, Saguenay	1979 04 11
1646-3382 LES CINQUIÈMES	2522, Place de Monceaux, Sillery, Québec	1980 08 11

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1634-5373 CLAUDE BINET LTÉE	1245, boulevard St-Joseph, Roberval, Lac Saint-Jean- Ouest	1979 03 12
1644-5611 CLUB 29	154, rue St-Louis, Lemoynes, Chambly	1980 05 14
1646-0867 CLUB AMIS DES ONDES C.B. MONTREAL	01057, rue Richmond, Montréal	1980 07 24
1632-9625 LE CLUB CANIN DE VICTORIAVILLE	14, rue Laurier ouest, Arthabaska	1979 02 06
1636-1701 CLUB CASTEL DU NORD	Montréal	1979 05 11
1635-6891 CLUB CÉBISTE ATOMIQUE DE GENTILLY	2425, rue des Hirondelles, Bécancour, Nicolet	1979 04 24
1635-5455 CLUB CYCLISTE DE LA BAIE	863, rue Victoria, La Baie, Chicoutimi	1979 04 17
1635-2627 CLUB DES MEMBRES UNIS DU LOCAL 503 U. E. C.	129, rue Trudel, Québec	1979 06 06
1634-8633 CLUB DES PAYS D'EN HAUT	361, ch. Mont-Castor, Sainte-Agathe-des-Monts, Terrebonne	1979 01 19
1633-9947 CLUB DES PIONNIERS DE ST-NICOLAS INC.	Saint-Nicolas, Lévis	1979 02 21
1634-4509 LE CLUB DES SPORTIFS DE STE-MONIQUE INC.	150, rue Principale, Sainte-Monique, Nicolet	1979 03 09
1634-5894 CLUB DE BASKETBALL CONDOR DE VILLERAY INC.	345, boulevard Graham, Appartement 2, Mont-Royal, Montréal	1979 03 13
1644-8128 CLUB DE BOXE DE PASPÉBIAC INC.	Paspébiac, Bonaventure	1980 04 11

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1645-0793 CLUB DE BOXE LAC-MÉGANTIC INC.	Lac-Mégantic, Frontenac	1980 06 03
1634-5670 CLUB DE BOXE LES BRAS FRANCS INC.	Victoriaville, Arthabaska	1977 05 05
1646-0131 CLUB DE CAMARO DU COMTÉ DE PORTNEUF INC.	Donnacona, Portneuf	1980 06 25
1635-5216 CLUB DE CAMPING LA RENCONTRE	355, 41 ^e Rue ouest, Charlesbourg, Québec	1977 07 04
1633-3288 CLUB DE CANOT-CAMPING KANOWA INC.	Montréal	1979 01 29
1646-2046 CLUB DE CANOT-CAMPING MATONAC	6375, rue Chabot, Montréal	1980 08 16
1635-1041 LE CLUB DE COUREURS LES CRABES DE BLAINVILLE	Blainville, Terrebonne	1979 03 29
1634-1794 LE CLUB DE DARDS DE SAINT- VIANNEY INC.	Saint-Jean-Baptiste- Vianney, Matapédia	1979 04 17
1635-5273 CLUB DE HOCKEY OLYMPIQUE DE MARIA	Maria, Bonaventure	1978 10 25
1635-0662 CLUB DE JOGGING LES MITOCHONDRIES INC.	Centre Hospitalier Universitaire, Chemin Stoke, Fleurimont, Sherbrooke	1979 04 23
1634-8187 CLUB DE JUDO SHIAI-JO SCOTT- JONCTION INC.	Scott, Dorchester	1979 03 21
1632-9674 LE CLUB DE KARATÉ YOSEIKAN DE LAC MÉGANTIC INC.	Lac Mégantic, Frontenac	1979 01 17
1646-1394 CLUB DE LOISIRS MUNICIPAUX DE VILLEROY	380, rue Principale, Villeroy, Lotbinière	1980 06 14
1645-9190 CLUB DE MONTAGNE DE LA MAURICIE INC.	777, 8 ^e Avenue, Grand-Mère, Champlain	1980 07 07

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1646-3424 CLUB DE MOTO FERMONT QUÉ. INC.	Fermont, Saguenay	1980 08 12
1634-7189 CLUB DE PLEIN AIR LES COLLINES INC.	Saint-Damien, Berthier	1979 03 16
1633-6893 CLUB DE RACQUETBALL DE LA MAURICIE INC.	Rue Vachon, Cap-de-la-Madeleine, Champlain	1979 02 12
1636-3335 CLUB DE RACQUETBALL DE CHARLESBOURG INC.	Québec	1979 05 18
1633-4260 CLUB DE RADIO CB DE LA VALLÉE DE LA LIÈVRE	701, rue Georges, Buckingham, Papineau	1978 04 17
1646-3614 CLUB DE RALLYE-AUTOMOBILE DE LA RIVE-SUD	1959, avenue Lavallée, Longueuil, Chambly	1980 08 26
1633-9996 CLUB DE SERVICE DE RADIO GÉNÉRAL DE LACHUTE INC.	74, rue Princesse, Lachute, Argenteuil	1979 02 21
1633-1647 CLUB DE SKI DE FOND DU LAC SIMON INC.	Lac Simon, Papineau	1979 01 25
1634-8740 CLUB DE SKI NAUTIQUE DU LAC- DES -ÎLES	Entrelacs, Montcalm	1979 03 22
1646-1667 CLUB DE TIR DE CHEVAUX DE LA VALLÉE DE LA GATINEAU INC.	Route rurale numéro 1, Gracefield, Gatineau	1980 07 21
1634-8179 CLUB DYNAMIQUE DE CHICOUTIMI	564, rue Price ouest Chicoutimi	1979 08 16
1632-9591 CLUB D'AÉROMODÉLISME DE QUÉBEC INC.	4463, rue des Lierres, Charlesbourg, Québec	1979 01 17
1634-6967 CLUB D'AVIATION DU DOMAINE POISSON INC.	Saint-Georges, Beauce	1979 03 16
1645-4035 CLUB D'ÉQUITATION BOROUGH	Saint-Ludger, Frontenac	1980 06 16

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1636-2667 CLUB D'ÉQUITATION WESTERN LA CRINIÈRE AU VENT INC.	Sept-Îles, Saguenay	1979 09 14
1636-0372 CLUB ÉQUESTRE DE KNOWLTON LTÉE	Lac Brome, Brome	1979 05 07
1644-4994 CLUB ÉQUESTRE DE LA RÉGION DE CHÂTEAUGUAY INC.	7, rue Fournier, Huntingdon	1980 05 12
1636-2147 LE CLUB JOLI-VAN DE JOLIETTE INC.	237, 4 ^e Avenue, Crabtree, Joliette	1979 05 14
1635-9523 CLUB LE GOÉLAND SKIEUR INC.	592, boulevard Thériault, Rivière-du-Loup	1979 05 03
1632-9369 CLUB LION OLYMPIQUE STE- ANNE-DES-MONTS	Sainte-Anne-des-Monts, Gaspé-Ouest	1978 12 06
1635-9796 CLUB NAUTIQUE DU LAC D'ARGENT INC.	Eastman, Brome	1979 05 04
1645-7277 CLUB NAUTIQUE VAL D'OR INC.	Val d'Or, Abitibi	1980 06 27
1644-7955 LE CLUB OPTIMISTE DUVERNAY LAVAL INC.	3844, rue Clichy, Saint-Vincent-de-Paul, Laval	1980 05 23
1644-8433 CLUB RÉCRÉATIF CANIAPISCAU	Baie James, Territoire du Nouveau-Québec	1980 05 26
1646-3366 CLUB SOCIAL, CULTUREL, ET SPORTIF, MAYAS DU GUATEMALA	3777, rue St-Dominique, Montréal	1980 08 11
1636-0398 CLUB SOCIAL DE LA FONDERIE C.S.F. INC.	2395, rue Davidson, Montréal	1979 05 07
1645-3888 CLUB SOCIAL DE LA LIGUE DE BALLE MOLLE OLYMPIQUE DE VANIER INC.	Vanier, Québec	1980 05 29
1645-6733 CLUB SOCIAL DU CENTRE D'EMPLOI FERRIER	5250, rue Ferrier, bureau 101, Montréal	1980 07 11

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1645-0835 CLUB SOCIAL GOUIN INC.	Montréal	1980 06 03
1644-9936 CLUB SOCIAL LES SOEURS BOIVIN INC.	Route Rurale numéro 5, Baie-Saint-Paul, Charlevoix-Ouest	1980 05 30
1635-7675 CLUB SOCIAL L'APÉROTIQUE	Charlesbourg, Québec	1979 05 29
1645-0496 CLUB SOCIAL TRIPOLIS INC.	Montréal	1980 07 15
1645-1544 CLUB SPORTIF DE BELLETERRE	Belleterre, Témiscamingue	1980 05 29
1645-8820 CLUB SPORTIF LES GROS BRAS	8630, rue Gilbert, Saint-Prospère, Dorchester	1980 06 06
1646-1725 CLUB ST-LAURENT DE SOCCER SENIOR	2150, rue Filion, Saint-Laurent, Montréal	1980 09 22
1645-2898 CLUB TRANS-AMITIÉ MAURICIEN INC.	2995, 8 ^e Avenue, Shawinigan, Saint-Maurice	1980 06 11
1646-0974 CLUB TRANS-AM DE JONQUIÈRE INC.	7 A, rue Joliette, Jonquière, Québec	1980 07 02
1634-8641 CLUB VETTE-ÉVOLUTION INC.	2615 A, boulevard St-Joseph, Lachine, Montréal	1979 03 20
1636-0174 LE CLUB XM COUP DE POUCE MAGOG QUÉBEC INC.	Magog, Stanstead	1979 05 07
1635-5240 CLUB X.M. GRANDE VALLÉE ENR.	272, Bas de la Rivière, Saint-Pie, Bagot	1977 05 09
1645-7772 COLEMAR INC.	450, boulevard Industriel, Shawinigan-Sud, Champlain	1980 07 02
1644-5942 COMITÉ DES CITOYENS-VILLE DE GAGNON	43, rue 30, Gagnon, Saguenay	1980 05 15

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1646-2269 COMITÉ DES CITOYENS DE LA PLACE FERGUSON	892, rue du Gue, Ferguson, Champlain	1980 07 28
1636-1925 COMITÉ DES CITOYENS DE THURSO	Thurso, Papineau	1979 05 14
1635-0894 COMITÉ DES FÊTES DU 125 ^e ANNIVERSAIRE DE ST-PAUL-L'ERMITE	Le Gardeur, L'Assomption	1979 03 29
1635-6677 LE COMITÉ DES FÊTES D'UPTON INC.	Upton, Bagot	1979 04 24
1636-4796 COMITÉ DES FÊTES POPULAIRES MONTCALM INC.	Québec	1979 05 24
1644-9092 LE COMITÉ DES FÊTES POPULAIRES DE BULLION	1221, rue de Bullion, Montréal	1980 05 28
1632-9401 COMITÉ DES LOISIRS DE LA FERME	Trecesson, Abitibi	1978 09 12
1644-5314 COMITÉ DES LOISIRS DU GRAND VILLAGE	Saint-Jean-de-Matha, Joliette	1980 05 13
1636-1404 COMITÉ DE CITOYENS DE ST-RÉMI	Saint-Rémi, Napierville	1979 05 10
1634-0317 LE COMITÉ DE CITOYENS ST-ANTOINE-DE-LAVALTRIE	Saint-Antoine-de- Lavaltrie, Berthier	1979 02 22
1646-1865 COMITÉ DE LA CONDITION FÉMININE DE LA HAUTE-GATINEAU INC.	Maniwaki, Gatineau	1980 07 23
1633-7032 COMITÉ DE L'ANNÉE INTERNATIONALE DE L'ENFANCE (1979) POUR UNICEF QUÉBEC	5, rue Arundel, Place Bonaventure, Montréal	1979 02 14
1644-8441 COMITÉ DE SOUTIEN DE L'ÉCOLE ST-DOMINIQUE	Québec	1980 05 26
1635-5299 LE COMITÉ DU 250 ^e DE ST-FRANÇOIS	Saint-François-Sales- Rivière-Sud, Montmagny	1978 09 08

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1634-5704 COMITÉ DU CENTENAIRE DE ST-ALBERT	Saint-Albert-de-Warwick, Arthabaska	1977 05 13
1632-9419 COMITÉ DU LAC CAMERON & SASSAGANAGAN	Saint-Eugène-de-Guigues, Témiscamingue	1978 12 07
1645-1213 COMITÉ DU TOURNOI DE GOLF DES EMPLOYÉS DES POSTES	1500, rue Atwater, bureau 920, Montréal	1980 06 04
1635-9051 COMITÉ DU TRICENTENAIRE DES FAMILLES CÔTÉ	1136, chemin Royal, Saint-Pierre, I.O., Montmorency 2	1979 05 02
1646-3085 COMITÉ LOCAL DES LOISIRS DE BAIE ST-PAUL	11, rue Forget, Baie-Saint-Paul, Charlevoix-ouest	1980 07 30
1636-2717 COMITÉ ORGANISATEUR DES FÊTES NATIONALES DU QUÉBEC DE BEAUHARNOIS INC.	Beauharnois	1979 05 15
1635-8251 LE COMITÉ ORGANISATEUR DES FÊTES NATIONALES À CARTIERVILLE INC.	1701, rue Rochon, app. 5, Saint-Laurent, Montréal	1979 05 29
1633-7156 COMITÉ ORGANISATEUR DES JEUX DU QUÉBEC À THETFORD MINES INC.	Thetford-Mines, Mégantic	1979 02 13
1644-6635 COMITÉ ORGANISATEUR DES FESTIVITÉS DU 24 JUIN POUR LE GRAND ST-JÉRÔME INC.	750, rue St-Georges, Saint-Jérôme, Terrebonne	1980 05 16
1645-1189 COMITÉ ORGANISATEUR DES ATELIERS CULTURELS DANS LA RÉGION DE ST-BLAISE	464, 94 ^e Avenue, Saint-Blaise, Saint-Jean	1980 06 04
1645-3342 COMITÉ ORGANISATEUR DES FINALES RÉGIONALES, RÉGION CÔTE-NORD À FORESTVILLE	Forestville, Saguenay	1980 09 26
1645-1171 COMITÉ ORGANISATEUR DE LA FÊTE NATIONALE DU QUÉBEC DANS LA RÉGION DE ST-BLAISE	464, 94 ^e Avenue, Saint-Blaise, Saint-Jean	1980 06 04

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1645-6642 COMITÉ ORGANISATEUR DE LA FÊTE NATIONALE DE SEPT-ÎLES	546, avenue Dequen, Sept-Îles, Saguenay	1980 06 25
1644-9894 COMITÉ ORGANISATEUR DU CHAMPIONNAT CANADIEN DE CROSSE JUVÉNILE INC.	Chicoutimi	1980 05 30
1633-9822 COMITÉ POUR L'HUMANISATION DE L'ACCOUCHEMENT ET DE LA NAISSANCE	Saint-Nicolas, Lévis	1979 02 20
1644-7732 COMITÉ QUÉBÉCOIS D'AIDE AU KAMPUCHEA-LAOS-VIETNAM	Montréal	1980 05 22
1633-4690 COMMISSION SOCIO-CULTURELLE MONTRÉAL-CONCORDIA	1012, avenue du Mont- Royal est, bureau 103, Montréal	1979 02 05
1633-3064 COMMUNICATIONS TRANS-QUÉBEC LTÉE	Québec	1979 01 29
1636-0281 LA COMPAGNIE DE THÉÂTRE JIRONDANJONCELLE	291, rang Alexis-Simard, Ferland et Boileau, Chicoutimi	1979 05 07
1644-3756 LA COMPAGNIE DU SOIR, THÉÂTRE DE MARIONNETTES	Montréal	1980 05 08
1635-0365 COMPAGNIE QUÉBÉCOISE DE PROSPECTION ALTANTES INC.	Route rurale numéro 3, Mont-Laurier, Labelle	1979 03 29
2635-6008 COMPAGNIE THOMAS THÉ ET ASSOCIÉS INC.	349, rue Danis, Salaberry-de-Valleyfield, Beauharnois	1979 04 20
1635-5356 LES COMPAGNONS DE LA DANSE DU QUÉBEC	5415, chemin Queen Mary, Montréal	1979 04 18
1636-3715 CONFECTIONS CLÉMENT INC.	Saint-Alexis-des-Monts, Maskinongé	1979 05 22
1644-9126 CONNAIS-TU CINQ HENRI DANS ST-HENRI?	777, avenue Brewster, Montréal	1980 05 28

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1644-9811 CONSEIL ÉCONOMIQUE DES LAURENTIDES	400, Route 329 nord, Sainte-Agathe, Terrebonne	1980 05 30
1634-1331 LES CONSTRUCTIONS BIENVILLE INC.	1381, rue Rigaud, Saint-Bruno-de- Montarville, Chambly	1979 02 27
1634-9631 LES CONSTRUCTIONS BOUCHER & GARNEAU INC.	41, rue Picard, Rivière-du-Loup	1979 03 27
1635-7543 LES CONSTRUCTIONS ET RÉNOVATIONS HUBERT INC.	228, rue Mercier, Saint-Constant, Laprairie	1979 04 23
1633-2769 LES CONSTRUCTIONS G.A.C. INC.	2608, boulevard Bellerive, Carignan, Chambly	1979 01 26
1645-6329 LES CONSTRUCTIONS G.J.P. INC.	980, avenue Holland, Québec	1980 06 23
1634-6983 LES CONSTRUCTIONS I. L. B. LTÉE	Saint-Séverin, Beauce	1979 03 16
1635-8160 LES CONSTRUCTIONS J. BÉLAND INC.	28, rue Principale ouest, Saint-Étienne-de-Lauzon, Lévis	1979 04 27
1634-8070 LES CONSTRUCTIONS LA CHANTERELLE INC.	350, chemin Ste-Foy, Bureau 1704, Québec	1979 03 27
1634-5605 LES CONSTRUCTIONS ROBERT TOUTANT INC.	173, boul. Savard, Québec	1979 03 16
1644-6791 CONSTRUCTION AURAYCO INC.	780, rue St-Luc, appartement 5, Saint-Tite, Champlain	1980 05 20
1634-9847 CONSTRUCTION BE-RIC INC.	8, chemin de la Sapinière, Saint-Dunstan-du-Lac- Beauport, Québec	1979 04 02
1634-2255 CONSTRUCTION LAMA INC.	990, rue Meunier, Saint-Jean-sur-Richelieu, Saint-Jean	1979 03 01

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1635-2411 CONSTRUCTION O.K.M. INC.	1198, avenue Colbert, Sainte-Foy, Québec	1979 04 10
1635-0837 CONSTRUCTION PINO LTÉE	8295, rue des Jacinthes, bureau 20, Tracy, Richelieu	1979 03 29
1645-4092 CONTRÔLES MODULAIRES M.C. INC.	1, rue Parent, Saint-Basile-le-Grand, Chambly	1980 06 16
1634-8732 CORPORATION DE LA FÊTE DU 24 JUIIN, MONTRÉAL	Montréal	1979 03 21
1645-8226 LA CORPORATION DES FÊTES DE LA CULTURE ET DU PATRIMOINE DE LA RÉGION DE L'AMIANTE (C.F.C.P.R.A.)	Thetford Mines, Mégantic	1980 07 02
1636-0950 CORPORATION DES FÊTES DE SAINT-DONAT	475, rue Desrochers, Saint-Donat, Montcalm	1979 05 07
1635-1769 LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DU PARC DU BIC	Bic, Rimouski	1979 04 02
1636-1438 CORPORATION DE GESTION DU CENTRE VILLE ST-JEAN INC.	Saint-Jean-sur-Richelieu, Saint-Jean	1979 05 10
1635-4524 CORPORATION DE LA FÊTE DU 24 JUIIN, LAURENTIDES	886, rue St-Georges, Saint-Jérôme, Terrebonne	1979 04 17
1635-4391 CORPORATION DE LA FÊTE NATIONALE DU QUÉBEC, RÉGION ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	Amos, Abitibi	1979 04 12
1634-9029 CORPORATION DE PLEIN AIR DU LAC CARRÉ INC.	Lac Carré, Terrebonne	1979 03 22
1635-4052 CORPORATION DU SYMPOSIUM INTERNATIONAL DE SKI DE FOND DE MONTRÉAL DE 1980	1415, rue Jarry est, Montréal	1979 04 10
1646-1956 CORPORATION RADIO MONTAGNAISE DE OUIATCHOUAN	Ouiatchouan, Lac Saint-Jean Ouest	1980 07 24

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1646-2038 LA CORPORATION (AU GRÉ DU TEMPS)	57, rue Charlotte, bureau 5, Montréal	1980 07 25
1634-6710 LE CORPS DES MAJORETTES DE BAIE ST-PAUL INC.	Baie-Saint-Paul, Charlevoix-Ouest	1979 03 15
1635-1314 LE CÔTE COUR INC.	3483, rue Jeanne-Mance, Montréal	1979 03 29
1634-4814 COUGRAIN INC.	1910, rang St-Pierre, Sainte-Élizabeth, Joliette	1979 03 08
1644-5637 COUTEAU D'ARTS INC.	158 A, boulevard du Pont, Saint-Nicolas, Lévis	1980 05 14
1644-6064 COUVERTURES LA SALLE INC.	1124, rue St-Calixte, Plessisville, Mégantic	1980 05 15
1634-5761 C.V.M.L. CANAL 13 T.V.C.	Mont-Laurier, Labelle	1977 11 23
1646-1543 DANS LA COUR DE CHEZ NOUS INC.	7076, avenue Shelly, Montréal	1980 07 18
1633-1373 DÉCORATION MARIE-ÈVE INC.	3586, boulevard Mgr Gauthier, Beauport, Québec	1979 01 25
1644-9621 DISTRIBUTION AU TRANSPORTEUR A-1 INC.	2950, rue Watt, bureau 1, Sainte-Foy, Québec	1980 05 30
1644-4614 DISTRIBUTION SPORTIVE G.L. INC.	20, rue St-Joseph est, Lauzon, Lévis	1980 05 12
1633-3692 DOMAINE DU SOLEIL LEVANT INC.	454, rue Cartier, Mont-Laurier, Labelle	1979 02 01
1645-9083 DOMAINE N.C.P. INC.	Route rurale numéro 2, Stornoway, Frontenac	1980 07 07
1634-0135 DOMELGIPOL INC.	13470, route 117, Saint-Janvier, Deux-Montagnes	1979 02 20

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1636-3822 LES DOUBLES BOUCS LIMITÉE	Chibougamau, Territoire du Nouveau Québec	1979 05 22
1635-6537 DULUTH EN FÊTE INC.	3512, avenue de l'Hôtel- de-Ville, bureau 8, Montréal	1979 04 18
1635-6115 ÉCOLE DE HOCKEY I.M. INC.	Fatima, Îles-de-la-Madeleine	1979 04 20
1636-0307 ÉCOLE DE RACQUETBALL DU VALLON INC.	1977, Place Côté, Québec	1979 05 07
1634-9573 ÉCOLE DE SKI NAUTIQUE DE LAVAL	139 A, rue St-François, Sainte-Rose, Laval	1979 03 27
1633-9772 ÉCOLE DE TENNIS JACQUES HÉRISSET INC.	150, boulevard St-Cyrille est, bur. 1880, Québec	1979 02 28
1633-0532 LES ÉDITIONS LA CHOUETTE INC.	514, chemin de la Colline, Sainte-Adèle, Terrebonne	1979 01 19
1646-2533 LES ÉDITIONS LA GARGUILLE	Québec	1980 07 31
1635-6883 EDRAUMEC INC.	Jonquière, Chicoutimi	1979 04 24
1634-4624 ÉLECTRICITÉ P.E.P. INC.	291, avenue Lupien, Louiseville, Maskinongé	1979 03 07
1646-1139 LES ÉLITES AVANTAGE INC.	1080, rue Bouvier, Québec	1980 07 14
1636-3079 EMDES INC.	3457, Carré Lormeau, Sainte-Foy, Québec	1979 05 17
1645-6162 LES ENFANTOMES INC.	Québec	1980 06 23
1635-0860 ENSEMBLE CHORAL DE L'OUTAOUAIS	Hull	1979 03 29

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1633-2975 L'ENSEMBLE FOLKLORIQUE CONTEMPORAIN	Saint-Hubert, Chambly	1979 04 11
1635-5919 L'ENSOLEILSON INC.	489, rue Hériot, Drummondville, Drummond	1979 04 20
1636-3418 L'ENTRAIDE COMMUNAUTAIRE URGENCE-SECOURS STE-SOPHIE	409, rue Alain, Sainte-Sophie, Terrebonne	1979 05 18
1634-1315 LES ENTREPRISES A. VEILLEUX INC.	Rouyn	1979 02 27
1633-3486 LES ENTREPRISES BRISEBOIS- MARTINEZ INC.	630, rue Sherbrooke ouest, bureau 305, Montréal	1979 01 15
1644-6866 LES ENTREPRISES CADAPP INC.	133, rue Principale, Ham-Nord, Wolfe	1980 05 20
1633-8162 LES ENTREPRISES CLAUDIO MASSICOTTE INC.	3235, route 157, Notre-Dame-du-Mont- Carmel, Champlain	1979 02 15
1635-9176 LES ENTREPRISES C. & E. CASTONGUAY (ST-FÉLICIEN) LTÉE	1301, rue Notre-Dame, Saint-Félicien, Lac Saint-Jean-Ouest	1979 05 02
1634-6454 LES ENTREPRISES DONALD BOURDON LTÉE	125, rue Adelaïde, Sorel, Richelieu	1979 03 15
1635-5331 LES ENTREPRISES FERLY INC.	290, rue Marie-Victorin, Saint-Nicolas, Lévis	1979 04 18
1636-1230 LES ENTREPRISES FORESTIÈRES ST-ANDRÉ INC.	Saint-André-du-Lac-Saint- Jean, Lac-Saint-Jean- Ouest	1979 05 10
1633-9210 LES ENTREPRISES FRANÇOIS HELEINE INC.	Ville de Brossard, Laprairie	1979 02 20
1634-3311 ENTREPRISES GEORGES GIGNAC INC.	50, rue du Ruisseau, Beauport, Québec	1979 03 06

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1634-0655 LES ENTREPRISES JEAN-YVES & JEAN INC.	111, rue Ste-Marie, Delisle, Lac Saint-Jean- Est	1979 02 23
1645-6055 LES ENTREPRISES JEAN GAUTHIER & FILS, INC.	36, Ruisseau-Michel, Baie-Saint-Paul, Charlevoix-Ouest	1980 06 23
1636-4457 LES ENTREPRISES JUDE BOUCHER INC.	1025, rue Champs-Fleuris, Saint-Jean-Chrysostome, Lévis	1979 05 23
1633-0011 LES ENTREPRISES MONT-MORRISSETTE LTÉE	Blue Sea, Gatineau	1979 01 18
1634-5175 LES ENTREPRISES PIERIGUE INC.	Sainte-Anne-des-Monts, Gaspé-Ouest	1979 03 12
1634-8195 LES ENTREPRISES R.J.C.S. INC.	250, avenue Grande-Allée ouest, Québec	1979 03 21
1645-6899 LES ENTREPRISES TOURISTIQUES M.D. INC.	Route rurale numéro 1, Saint-Aimé-du-Lac-des- Îles, Labelle	1980 06 26
1635-1819 LES ENTREPRISES YVAN Y. DION INC.	Sherbrooke	1979 04 02
1633-1936 ENTREPRISE IMMOBILIÈRES DU VIEUX QUÉBEC INC.	2815, boulevard Laurier Sainte-Foy, Québec	1979 01 24
1645-0165 EN BARQUE	Trois-Pistoles, Rivière-du-Loup	1980 07 16
1633-9459 ÉPICERIE PAUL FORTIER INC.	6706, avenue Christophe- Colomb, Montréal	1979 02 20
1635-5745 ÉQUIPEMENT AUDIO BÉDARD INC.	2750, chemin Ste-Foy, Sainte-Foy, Québec	1979 04 19
1644-7062 ÉQUIPEMENT G. LAVOIE INC.	3000, avenue du Port, La Baie, Chicoutimi	1980 05 16

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1633-6257 ÉQUIPEMENT NEUVILLE INC.	Neuville, Portneuf	1979 02 08
1644-9084 L'ÉQUIPE POUR L'ORGANISATION DES FÊTES DANS OUTREMONT (E.P.O.F.O.)	660, avenue McEachran, Outremont, Montréal	1980 05 28
1645-8564 ÉRABLIÈRE ST-MATHIEU INC.	338, chemin de la Canardière, Québec	1980 07 04
1634-2438 L'EXPOSITION DU COMTÉ DE GASPÉ INC.	Gaspé, Gaspé-Est	1979 03 05
1644-6965 EXPO-COMMERCE LOISIRS ST-LOUIS DE FRANCE INC.	Saint-Louis-de-France, Champlain	1980 05 20
1645-3847 EXTERMINATION CANABEC INC.	3195, rue des Cascades, Saint-Damien, Berthier	1980 06 16
1645-4753 EXTERMINATION CANABEC (QUÉBEC) INC.	38, rue St-Antoine, Lévis	1980 06 18
1633-5150 FABYR LTÉE	516, rue Fay, Jonquière, Chicoutimi	1979 02 06
1634-1380 FAMILLES MONOPARENTALES D'AMOS INC.	Amos, Abitibi	1979 02 27
1635-9440 FAN-CLUB DE RICHARD LANGELIER	4155, des Grandes Prairies, bureau 3, Montréal	1979 05 01
1635-0324 FARTREM INCORPORÉE	3, avenue de Picardie, Gatineau, Hull	1979 05 01
1634-4384 FÉDÉRATION DES COMPAGNIES DE SERVICES DE TAXIS DU QUÉBEC INC.	Terrebonne	1979 03 09
1634-8682 FÉDÉRATION DE WINDSURFING DU QUÉBEC	Québec	1979 03 22
1632-9450 FENÊTRES PARÉ INC.	271, rue de Monaco, Saint-Eustache, Deux-Montagnes	1979 01 16

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1632-9989 FERMES PETIT TRIANON INC.	Saint-Pierre-de-Veronne à Pike-River, Missisquoi	1979 01 18
1636-4929 FERMES SCHALLER & FILS INC.	Saint-Ignace-de- Stanbridge, Missisquoi	1979 05 25
1636-4705 FERME AGRO-BIOS INC.	625, rang des Pionniers, Sainte-Marie-de- Blandford, Nicolet	1979 05 24
1644-8813 FERME ALAIN & DANIEL JOUBERT INC.	Rang Charlotte, Saint-Liboire, Bagot	1980 05 28
1635-5927 FERME DENIS JOYAL INC.	46, Rang de la Chapelle, Saint-Guillaume, Yamaska	1979 04 20
1644-6502 LA FERME DES ÉPERVIÈRES INC.	546, rang St-Eustache, Lotbinière	1980 05 20
1645-6113 LA FERME DE LA COLLINE INC.	Route de la Colline, Saint-Antoine-de-Tilly, Lotbinière	1980 06 23
1634-6405 FERME DE LA ROCHÈRE INC.	Rang Grande Ligne, Saint-Isidore, Dorchester	1979 03 14
1634-3337 LA FERME DE ROSEMONT (1979) INC.	5505, rang des Soixante, Saint-Jean-Baptiste, Rouville	1979 03 06
1635-3773 LA FERME DU CHÂTEAU INC.	8130, rue de la Pruchière, Québec	1979 04 18
1645-9562 FERME DU MOUTON NOIR INC.	Rang des Plaines, Saint-Evariste-de- Forsyth, Frontenac	1980 07 08
1633-6844 LA FERME GILDONE INC.	450, rang Rivière est, Sainte-Brigide- d'Iberville	1979 02 12
1645-2211 FERME GIMARO INC.	158, Rang 4, Saint-Alexandre, Kamouraska	1980 06 10

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1636-4374 FERME J.E. & G. PAQUETTE INC.	1018, rue Main est, Magog, Stanstead	1979 05 23
1645-5339 FERME LAITBEC INC.	Route rurale numéro 1, Roxton Falls, Shefford	1980 06 19
1646-1022 FERME MADELEINE DE TINGWICK INC.	Tingwick, Arthabaska	1980 07 14
1636-4044 LA FERME M. CHOQUETTE INC.	1029, 7 ^e Rang, Saint-Valérien-de-Milton, Shefford	1979 05 22
1636-4382 FERME PHILIPPE ET FERNAND ROY INC.	Route rurale numéro 2, Ayer's Cliff, Stanstead	1979 05 23
1635-3385 FERME PORC-FIT INC.	Saint-Camille, Wolfe	1979 04 09
1636-2766 FERME POULAIN INC.	98, rang Grande Ligne, Sainte-Angèle-de-Monnoir, Rouville	1979 05 16
1635-3831 FERME RAYMOND VALLIÈRES INC.	Boulevard Dominique, Roberval, Lac Saint-Jean-Ouest	1979 04 12
1645-8424 FERME RICHARD & MICHEL PELLETIER INC.	Haut de la Rivière, Rivière Ouelle, Kamouraska	1980 07 03
1636-1552 LA FERME VILLARD INC.	Labelle	1979 05 11
1645-1643 FESTIVAL ARTISTIQUE QUÉBÉCOIS INC.	Saint-Paul-de-la-Croix, Rivière-du-Loup	1980 06 06
1644-7005 FESTIVAL DES ETHNIES DE STE-THERÈSE (TERREBONNE) INC.	3, rue Paré, Sainte-Thérèse, Terrebonne	1980 05 20
1633-2157 FESTIVAL DE BALLE-MOLLE PROVINCIAL DE SOREL	Sorel, Richelieu	1979 01 29
1634-5597 FESTIVAL D'HIVER DE LA BAIE INC.	3464, boulevard de la Grande Baie, La Baie, Chicoutimi	1979 02 20

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1636-2725 LES FÊTES DU-GUY 8-14	1107, rue Gagnon, Deux-Montagnes	1979 05 15
1636-2063 LA FÊTE DU VENT	Cap-aux-Meules, Îles-de-la-Madeleine	1979 05 14
1636-0976 FÊTE NATIONALE DU QUÉBEC- ÉQUIPE DE TERREBONNE INC.	766, rue Lachapelle, Terrebonne	1979 05 07
1645-2245 LA FÊTE NATIONALE DU VOISINAGE INC.	1516, Carré Duclaux, Québec	1980 06 10
1633-4518 FLEURISTE À LA FLEUR BLEUE INC.	Québec	1979 02 05
1633-4229 FLEURISTE BLAINVILLE INC.	76, boulevard Curé Labelle, Sainte-Thérèse, Terrebonne	1979 02 02
1635-5638 FLORENTIDES INC.	1370, avenue Notre-Dame, Charlesbourg, Québec	1979 05 17
1646-3655 FONDATION DU 24 JUIN	Montréal	1980 08 13
1645-7152 FONDATION JACQUELINE GAREAU	6616, rue Louis-Hémon, Montréal	1980 06 27
1633-0987 LA FONDATION OLYMPIQUE DE RIVIÈRE-DU-LOUP INCORPORÉE	88, rue Hayward, Rivière-du-Loup	1979 02 15
1646-2178 FONDS JULIE BRAULT INC.	Saint-Jérôme, Terrebonne	1980 07 28
1633-6232 FORT JEUNESSE	3025, boulevard de la Mairie, Tracy, Richelieu	1979 02 08
1634-5639 LE FOURNEAU D'ARGILE	213, Pr. Bellevue, Pincourt, Vaudreuil	1979 02 14
1633-7495 FROMACO LTÉE	4857, boulevard Bourque, Rock Forest, Sherbrooke	1979 02 14

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1635-0241 FROMAGERIE ET CONFISERIE D.L. INC.	97, rue St-Maurice, Loretteville, Québec	1979 03 28
1636-2303 GALAPRI INC.	Saint-Isidore, Dorchester	1979 05 15
1633-1365 GALERIE CAMPEAU INC.	9, chemin de la Coulée, Saint-Dunstan du Lac Beauport, Québec	1979 01 25
1644-5892 GALERIE D'ESSAI PHOTOGRAPHIQUE, L'ANTICHAMBRE	969, rang du Bord-de- l'Eau, Sainte-Dorothée, Laval	1980 06 19
1646-3622 GALERIE MYTHILÈNE	1468, rue Crescent, Montréal	1980 08 14
1633-6273 GAMIC	Québec	1979 02 12
1635-3062 GARAGE A. LAJOIE INC.	35, rue Lac Aubrisson nord, route rurale numéro 2, Saint-Jérôme, Terrebonne	1979 04 06
1635-7493 GARAGE G. GOBEIL DE GASPÉ INC.	Gaspé, Gaspé-Est	1979 04 25
1633-8642 GARAGE H.L.M. INC.	1345, rue Villeray, Montréal	1979 02 19
1633-1811 GARAGE H. CIMON INC.	269, rue St-Germain, Québec	1979 01 24
1634-4574 GARAGE L. BEAUREGARD INC.	2316, boulevard St-Henri, Mascouche, L'Assomption	1979 03 09
1635-5943 GARAGE R. COUTURE INC.	445, rue Lessard Saint-Nicéphore, Drummond	1979 04 20
1634-6140 LES GAULOISES DE LANDRIENNE INC.	Landrienne, Abitibi	1979 03 14
1636-3244 LES GENS DE LA ST-JEAN DE ST-EUSTACHE INC.	136, rue St-Louis, Saint-Eustache, Deux-Montagnes	1979 05 15

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1635-3740 LE GERMINAL INC.	Baie-Saint-Paul, Charlevoix-Ouest	1979 04 12
1633-2967 LES GESTIONS B.S.O. INC.	Sherbrooke	1979 01 30
1635-7865 GESTIONS M.G.R. LTÉE	Sainte-Catherine, Portneuf	1979 04 26
1635-3856 LES GESTIONS PETTIGREW INC.	172, boulevard Saleberry nord, Châteauguay	1979 04 17
1633-4054 GESTION ACTUELLE INC.	73, boulevard des Haut- Bois, bureau 302, Sainte-Julie, Verchères	1979 02 01
1635-0084 GESTION B.J.O.C. INC.	Cap-Rouge, Québec	1979 03 28
1634-1299 GESTION C.B.P. INC.	Gaspé, Gaspé-Est	1979 02 27
1645-1122 GESTION FERNAND STUART INC.	Rue Stuart, Saint-Germain-de- Grantham, Drummond	1980 06 03
1645-6881 GESTION JACQUES BLAIS INC.	Route rurale numéro 1, Saint-Aimé-du-Lac-des- Îles, Labelle	1980 06 26
1645-0991 GESTION JACQUES TREMBLAY INC.	957, rue Chaumont, Lachenaie, l'Assomption	1980 06 04
1634-2172 GESTION MULTIPARC INC.	Saint-Dunstan-du-Lac- Beauport, Québec	1979 02 28
1633-2694 GILLES DELAFONTAINE INC.	1595, rue Letarte, Fleurimont, Sherbrooke	1979 01 29
1636-2345 GROUPEMENT 78	1600, rue Dupont sud, Alma, Lac Saint-Jean-Est	1979 05 15
1644-6973 LE GROUPE DE L'HEPTADE INC.	698, chemin Claude-de- Ramsay, Marieville, Rouville	1980 05 20

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1633-8220 GROUPE DE RESSOURCES COMMUNAUTAIRES DE LA POINTE- LÉVY INC.	Lévis	1979 02 15
1635-8574 LE GROUPE DE THÉÂTRE LE TRAC-T- HEURE	105, Allée Perron, Chicoutimi	1979 04 30
1635-6453 LE GROUPE EXPLO-NATURE	478, rue St-Thomas, Longueuil, Chambly	1979 04 23
1645-3862 LE GROUPE LE MARINIER INC.	136, rue le Marinier, Sorel, Richelieu	1980 05 12
1644-9019 LE GROUPE NEUF INC.	Québec	1980 05 28
1635-5588 GROUPE PÉLAJO INC.	Dolbeau, Lac Saint-Jean Ouest	1979 04 17
1634-3741 GROUPE TREMLIN DE LA HAUTE- GATINEAU INC.	144, rue Principale sud, Maniwaki, Gatineau	1979 03 06
1636-1354 LE GROUPE UNI-RICHELIEU INC.	Montréal	1979 05 10
1645-3425 HABITATION DIONNE ET FRÈRES INC.	904, rue Lausanne, Rimouski	1980 06 13
1635-6057 HALTERO 80 INC.	1415, rue Jarry est, Montréal	1979 04 20
1645-2716 HOHELAGA EN FÊTE	1416, rue Aylwin, Montréal	1980 06 10
1636-2014 HORLOGERIE CHICOUTIMI INC.	Chicoutimi	1979 05 14
1644-7278 HORLOGERIE DE LA CAPITALE INC.	Place Fleur de Lys, 550, boulevard Wilfrid Hamel, Québec	1980 05 21
1634-8088 HOTEL-MOTEL BEL-RIVE (1979) INC.	8430, boulevard Lacroix, Saint-Georges-de-Windsor, Richmond	1979 03 27

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1635-1439 HÔTEL DESCHAILLONS (1979) INC.	Deschaillons, Lotbinière	1979 04 05
1834-3717 HÔTEL NORBERTVILLE INC.	Norbertville, Arthabaska	1979 03 06
1636-4440 LES HUILES MARTEL INC.	430, 4 ^e Rue, Québec	1979 05 23
1633-6943 LES IMMEUBLES ALLARD ET LAROUCHE INC.	430½, avenue Ruel Beauport, Québec	1979 02 12
1645-8572 IMMEUBLES CAROL GARNEAU INC.	2, rue Anse des Phares, Saint-Nicolas, Lévis	1980 07 03
1633-0953 LES IMMEUBLES DELO INC.	Saint-Jean-sur-Richelieu, Saint-Jean	1979 01 23
1645-1221 LES IMMEUBLES DU CAP-À-LA-BRANCHE INC.	70, chemin des Coudriers, Saint-Louis-de-l'Isle- aux-Coudres, Charlevoix-Ouest	1980 06 05
1645-6816 LES IMMEUBLES FLOR-À-LYS INC.	3365, rang Scott, Alma, Lac Saint-Jean-Est	1980 06 26
1645-3045 LES IMMEUBLES FONTAINE INC.	505, rue Ste-Anne, Sainte-Foy, Québec	1980 06 12
1635-5059 LES IMMEUBLES JEAN FORGET INC.	685, boulevard Manseau, Joliette	1979 04 17
1634-1216 LES IMMEUBLES R.S. INC.	1186, avenue Colbert, Appartement 201, Sainte-Foy, Québec	1979 02 27
1645-9075 LES IMMEUBLES T.R.A. INC.	229, rue Martigny, Repentigny, L'Assomption	1980 07 07
1634-8484 LES INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES JEAN-PAUL CHOUINARD INC.	220, rue Pierre-Boucher, La Baie, Chicoutimi	1979 03 22
1646-3069 INSTITUT YVAN L'ÉCUYER INC.	57, rue Chanoine Groulx, Vaudreuil	1980 08 07

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1644-4630 LES INVESTISSEMENTS A.H.B. INC.	74, boulevard Curé Labelle, Sainte-Thérèse, Terrebonne	1980 05 12
1635-8418 LES INVESTISSEMENTS DE L'ORIGINAL INC.	Route rurale numéro 4, Mont-Laurier, Labelle	1979 04 30
1633-7644 LES INVESTISSEMENTS DE MISTASSINI INC.	721, R.R. 169, Mistassini, Lac Saint- Jean-Ouest	1979 02 14
1633-6216 LES INVESTISSEMENTS GALABEC INC.	1015, avenue Louis-Riel, Sainte-Foy, Québec	1979 02 09
1634-6702 LES INVESTISSEMENTS JADUC INC.	250, boulevard St-Joseph est, bur. 407, Montréal	1979 03 15
1634-0085 INVESTISSEMENTS LEE & CHOI INC.	480, rue Vanier, Ville-de-Brossard, Laprairie	1979 02 22
1633-3965 LES INVESTISSEMENTS L.M.R. LTÉE	Jonquière, Chicoutimi	1979 02 16
1644-6130 LES INVESTISSEMENTS NEVEU & POTHIER INC.	6655, chemin Mackle, bureau 204, Côte Saint-Luc, Montréal	1980 05 15
1634-3220 ISOLATION 2001 INC.	178, 2 ^e Rue, Notre-Dame-du-Mont- Carmel, Champlain	1979 03 05
1645-5305 LE JARDIN DE LA TERRASSE INC.	154, rue Ste-Cécile, Trois-Rivières	1980 06 19
1634-5035 JEANS DU PÊCHEUR INC.	Gaspé, Gaspé-Est	1979 03 19
1633-3767 LES JEANS SCHTROUMPFS LTÉE	2403, chemin St-Louis, Sillery, Québec	1979 02 01

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1632-9955 JEAN-LOUIS GUIMONT INC.	1001, rue Rollande, Bellefeuille, Terrebonne	1979 01 18
1634-5738 JEUNE CHAMBRE DE CLERMONT INC.	Clermont, Charlevoix-Est	1979 05 09
1636-3319 KACHARIK INC.	2050, boulevard St-Cyrille ouest, Sainte-Foy, Québec	1979 05 17
1644-6247 LABO-PHOTO DE L'EST INC.	123, rue Ste-Ursule, Amqui, Matapédia	1980 05 16
1635-6222 LAGACÉ, NOLIN, DESBIENS & ASSOCIÉS INC.	640, rue Napoléon, Québec	1979 04 20
1635-7782 LAVAGE DE VITRES PATRICK INC.	Québec	1979 04 26
1633-8337 LIABEC INC.	234, rue Mitchell, Châteauguay	1979 02 15
1646-0271 LIBRAIRIE QUATRE SAISONS INC.	30, rue des Mélèzes, Saint-Romuald, Lévis	1980 07 10
1646-2145 LIGUE DE BASEBALL SENIOR DE ROUYN-NORANDA INC.	Rouyn, Témiscamingue	1981 11 20
1636-0430 LIGUE AMICALE LABATT DE PINCOURT	23, 3 ^e Avenue, Pincourt, Vaudreuil	1979 04 23
1635-3666 LIGUE DE BALLE-MOLLE DES AS DE MONTRÉAL LIMITÉE	9652, rue Basile- Routhier, Montréal	1979 04 09
1645-3912 LIGUE DE BALLE-MOLLE DU VIEUX STE-THERÈSE	8 A, rue Bélanger, Sainte-Thérèse, Terrebonne	1980 02 12
1645-4571 LIGUE DE BALLE-MOLLE INTER-CITÉ LANAUDIÈRE INC.	Repentigny, L'Assomption	1980 06 15
1645-9810 LA LIGUE DE BALLE LENTE DE LAPRAIRIE INC.	164, rue Ste-Catherine, Laprairie	1980 07 09

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1644-6288 LIGUE DE BALLE LES FRANCS AMIS BAIE COMEAU-HAUTERIVE INC.	972, rue Henri, bureau 3, Baie-Comeau, Saguenay	1980 05 16
1635-6768 LIGUE DE BALLE MÉTROPOLITAINE LABATT INC.	Sherbrooke	1979 05 25
1645-4027 LIGUE DE BALLE MOLLE DE SUTTON INC.	Sutton, Brome	1980 06 16
1635-8111 LA LIGUE DE BALLE MOLLE FÉMININE DE SEPT-ÎLES INC.	6, rue Ashini, Sept-Îles, Saguenay	1979 04 27
1644-7153 LA LIGUE DE BALLE MOLLE FÉMININE ST-JEAN-SUR- RICHELIEU, ST-LUC INC.	Saint-Jean-sur-Richelieu, Saint-Jean	1980 05 20
1646-1618 LA LIGUE DE BASEBALL MINEUR DE SAINT-LUC	Saint-Luc, Saint-Jean	1980 06 09
1645-4340 LIGUE DE BASEBALL SENIOR MAJEURE DU QUÉBEC INC.	85, rue George, bureau 104, Sorel, Richelieu	1980 06 16
1646-3093 LIGUE DE DARDS AMICALE BRADOR	1303, Place Quintal, bureau 202, Sherbrooke	1980 06 17
1645-2534 LIGUE DE HOCKEY COMMERCIALE D'ARVIDA INC.	687, rue du Bose, Jonquière, Chicoutimi	1980 03 24
1635-9903 LIGUE DE HOCKEY COMPRESSION LAVAL	4878, boulevard Lalande, Pierrefonds, Montréal	1979 05 03
1633-7453 LIGUE DE HOCKEY COPAINS DE LAVAL	8468, rue St-Denis, Montréal	1979 02 13
1635-8830 LA LIGUE DE HOCKEY DES BONS GARS VAUDREUIL-SOULANGES INC.	1254, avenue Binette, Les Cèdres, Soulanges	1979 05 01
1634-8203 LIGUE DE HOCKEY DU DEUXIÈME SOUFFLE	99, rue St-Lambert, Beaupré, Montmorency 1	1979 03 21
1635-7725 LIGUE DE HOCKEY JUNIOR DE LA GASPÉSIE INC.	Gaspé, Gaspé-Est	1979 04 26

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1646-3150 LIGUE DE HOCKEY OLYMPIQUE DE ST-TITE DES CAPS INC.	256, avenue Royale, Saint-Tite-des-Caps, Montmorency	1980 07 15
1646-0909 LIGUE FÉMININE DE BALLE MOLLE INTER-COMPAGNIE	2759, rue W. A. Thessereault, Lachine, Montréal	1980 07 11
1634-5720 LIGUE FÉMININE DE HOCKEY INTER-CITÉS INC.	271, rue Aberdeen, Bureau 1, Québec	1977 10 06
1645-7871 LIGUE FÉMININE DE HOCKEY YAMASKA INC.	133, rue Bouchard, Granby, Shefford	1980 07 02
1646-3481 LIGUE INTER CITÉ DE BALLE MOLLE DE QUÉBEC	8232, rue des Castors, Charlesbourg, Québec	1980 08 13
1634-1539 LES LINGES INDUSTRIELS A.C.G. INC.	593, boul. Cardinal Léger, Pincourt, Vaudreuil	1979 03 01
1634-2982 LOCATION P.Y.C. INC.	4135, boulevard Ste-Anne, Beauport, Québec	1979 03 05
1645-3110 LES LOISIRS APGUI	2435, avenue Robert- Giffard, Beauport, Québec	1980 06 11
1636-3939 LOISIRS DES JEUNES DE CAP- ROUGE INC.	Cap-Rouge, Québec	1979 05 23
1644-7526 LOISIRS DU CENTRE SPORTIF LOUIS GAUTHIER INC.	Saint-Denis, Saint-Hyacinthe	1980 05 22
1645-4043 LOISIRS DU LAC MASSIE INC.	Bellefeuille, Terrebonne	1980 06 16
1646-1485 LOISIRS JEAN-MARIE SÉGUIN	Hull	1981 04 28
1635-4011 LOISIRS LES ÉLITES DE VERDUN INC.	1112, boulevard Brown, Verdun, Montréal	1979 04 11
1635-9614 LES MAÇONNERIES BEAUDOIN, LEJEUNE INC.	1555, rue Principale, Daveluyville, Arthabaska	1979 05 03

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1633-1852 MADICHEL INC.	585, rue des Érables, Neuville, Portneuf	1979 02 19
1636-3145 LES MAGICIENS DU DÉBOSELAGE INC.	74, rue de la Pointe, Jonquière, Chicoutimi	1979 05 17
1635-2023 MAISONS MOBILES ST-DAVID LTÉE	Saint-David-de- l'Auberivière, Lévis	1979 04 01
1636-3483 MAISONS ST-LOUIS DE MONTRÉAL INC.	3715, rue Jeanne-Mance, Montréal	1979 06 13
1646-3606 MAISON ALCOO DU DISTRICT 106 INC.	20, rue Reilly, Rouyn, Témiscamingue	1980 08 14
1644-5926 MAISON COMMUNAUTAIRE LANGELIER	350, boulevard Langelier, Québec	1980 08 12
1634-9086 LA MAISON DU STEAK DESCHAILLONS INC.	310, 12 ^e Avenue, Deschaillons, Lotbinière	1979 03 22
1645-9877 LA MAISON TOI ET MOI INC.	12210, boulevard Gouin est, Montréal	1980 07 09
1635-2106 LES MANUFACTURIERS BULLDOG INC.	1061, boulevard l'Ange- Gardien nord, L'Assomption	1979 04 05
1635-8764 LES MARAICHERS DE LA BEAURIVAGE INC.	Saint-Gilles, Lotbinière	1979 05 01
1645-6089 MARCHÉ BLEAU INC.	99, rue Bellevue, Hudson, Vaudreuil	1980 06 23
1635-6347 LES MARIONNETTES DE LA GASPÉSIE	139, rue Notre-Dame est, Cap-Chat, Gaspé-Ouest	1979 04 20
1633-9699 MARTIN & JOBIDON INC.	394, avenue du Moulin, Saint-Augustin-de- Desmaures, Portneuf	1979 02 22
1645-9331 LES MASKALOS	4725, boulevard Laurier, Saint-Hyacinthe	1980 08 20

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1645-7269 LES MATADORS DE MARIEVILLE/ CHAMBLY	930, rue Carillon, Chambly	1980 06 27
1635-1553 MERCERIE LACASSE INC.	Gaspé, Gaspé-Est	1979 04 02
1634-6934 MÉTHODES D'ENSEIGNEMENT SPÉCIALISÉ D.D.R. INC.	240, rue Townshend, Saint-Bruno-de- Montarville, Chambly	1979 03 16
1634-4558 LES MEUBLES Y. BOUCHARD LTÉE	Rouyn, Témiscamingue	1979 03 09
1634-9565 MODUVAL INC.	Amqui, Matapédia	1979 03 27
1644-8722 LE MONDE MERVEILLEUX DES FRUITS (1980) INC.	1429, rue des Pionniers, Saint-Nicolas, Lévis	1980 05 26
1635-4870 MONTJULIEN INC.	Sainte-Julienne, Montcalm	1979 04 17
1644-4218 LES MOUTONS F & A (QUÉBEC) INC.	126, rang Fleury, Saint-Bernard, Partie Sud, Saint-Hyacinthe	1980 05 09
1645-2997 MULTI-SPORT DE LA RIVE-SUD INC.	4, rue Olympique, Saint-David-de- l'Auberivière, Lévis	1980 06 11
1634-5027 NETTOYEUR AU QUAI D'AMOUR INC.	Gaspé, Gaspé-Est	1979 03 19
1644-7252 NETTOYEUR D'AMOURS INC.	184, avenue St-Rédempteur, Matane	1980 05 21
1635-9119 NOLAFERCO LTÉE	Deschailons, Lotbinière	1979 05 02
1646-1410 LES NORDISTES DE ST-ADELPHE INC.	Saint-Adelphe, Champlain	1980 07 17
1646-1220 OASIS, UNE SOCIÉTÉ POUR LA RECHERCHE SUR LA NATURE HUMAINE	10785, rue d'Iberville, Montréal	1980 07 15
1635-9150 OLIVIER & LEVASSEUR INC.	Shawinigan, Saint-Maurice	1979 05 02

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1644-6627 PALAIS DES SPORTS ST-PIE INC.	Saint-Pie, Bagot	1980 05 20
1644-4259 LA PAPETERIE LE BUREAUCRATE INC.	3005, rue J. Crépault, Québec	1980 05 09
1644-7047 PARENTS SECOURS DE VILLE STE-CATHERINE D'ALEXANDRIE INC.	Sainte-Catherine, Laprairie	1980 05 20
1646-3861 PARENTS SECOURS LONGUEUIL	2059, rue St-Thomas, Longueuil, Chambly	1980 08 18
1645-0868 LES PÂTISSERIES SURO INC.	1870, Place Ibert, Québec	1980 06 03
1645-9752 PAVILLON SPORTS-SANTÉ (MASCOCHE) INC.	2933, boulevard Ste-Marie, Mascouche, L'Assomption	1980 07 09
1633-8147 LES PÊCHERIES DE LA BAIE-DES- MOUTONS LTÉE	Côte Nord du Golfe Saint- Laurent, Saguenay	1979 02 15
1634-8500 PELLETIER ET LACHAPELLE INC.	1332, rue Berthier, Montréal	1979 03 22
1645-1601 PÉPINIÈRE MARBOIS INC.	537, boulevard Laurier, Mont-Saint-Hilaire, Rouville	1980 06 06
1633-2710 PIÈCES D'AUTOS R.M. INC.	Alma, Lac Saint-Jean-Est	1979 01 29
1645-3896 LES PIONNIERS DE LONGUEUIL INC.	360, rue Cherbourg, Longueuil, Chambly	1980 05 05
1644-9183 PISCICULTURE DUNHAM INC.	Chemin Malenfant, Dunham, Missisquoi	1980 05 29
1634-6439 LES PISCINES CÔTE D'AZUR INC.	1698, boulevard Périgny, Chambly	1979 03 15

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1633-5804 PISTE DE COURSES LANAUDIÈRE INC.	5841, rang Ste-Cécile, Cheneville, Papineau	1979 02 08
1634-4376 LES PLACEMENTS ANDRÉ DUROCHER LTÉE	714, boulevard Châteauguay, Boisbriand, Terrebonne	1979 03 29
1632-9286 LES PLACEMENTS CHARLEMAGNE INC.	2, Place Yvon Plourde, Charlemagne, L'Assomption	1979 01 15
1645-2237 PLACEMENTS CHIBOUGAMAU INC.	388, rue Jourdain, Chibougamau, Territoire du Nouveau-Québec	1980 06 10
1634-7692 LES PLACEMENTS MICHEL L'HEUREUX LTÉE	585, boulevard Gouin, Bureau 4, Saint-Jean-sur-Richelieu, Saint-Jean	1979 03 20
1644-5330 PLACE DE L'ÉTABLISSEMENT INC.	371, rue Racine est, Chicoutimi	1980 05 14
1634-8245 PLANCHES MURALES MARQUES INC.	31, Carré Champlain, Blainville, Terrebonne	1979 03 20
1633-8782 PLOMBERIE DE L'ARCHIPEL INC.	L'Étang-du-Nord, Îles-de-la-Madeleine	1979 02 19
1635-3500 PLOMBERIE PAUZÉ INC.	61, rue Lafayette, Saint-Luc, Saint-Jean	1979 04 09
1634-2644 PLOMBERIE ST-ATHANASE INC.	Iberville	1979 03 05
1633-5093 LES PLONGÉES SOUS-MARINES NEW- RICHMOND LTÉE	New-Richmond, Bonaventure	1979 02 06
1645-7129 POISSONNERIE DONNACONA INC.	141, rue de l'Église, Donnacona, Portneuf	1980 06 27
1634-2883 LA POISSONNERIE LE CHALUTIER INC.	Sainte-Marie, Beauce	1979 03 08

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1635-6404 POMERLEAU & DE GAGNÉ INC.	1795, rue Costain, app. 6, Saint-Bruno-de- Montarville, Chambly	1979 04 17
1644-5900 AUX PORTES DU VERSEAU	Route Rurale numéro 1, Kingsey, Drummond	1980 05 15
1646-2996 LES PRODUCTIONS GILLES FAVREAU INC.	Longueuil, Chambly	1980 08 06
1645-7954 LES PRODUCTIONS LA BOUILLOIRE INC.	6971, rue Boyer, Montréal	1980 07 02
1636-2279 LES PRODUCTIONS LA MANIGANCE	9055, rue Sherbrooke est, Montréal	1979 05 15
1645-2070 LES PRODUCTIONS PUPILLES INC.	3900, rue St-Hubert, Montréal	1980 06 09
1634-5159 LES PRODUCTIONS PYRO INC.	3210, rue Duluth, Sherbrooke	1979 03 12
1645-2765 LES PRODUCTIONS RENY INC.	630, avenue Norvège, bureau 8, Sainte-Foy, Québec	1980 06 11
1645-2773 LES PRODUCTIONS WESTERN DU QUÉBEC INC.	630, avenue Norvège, bureau 8, Sainte-Foy, Québec	1980 06 11
1634-6769 LES PRODUITS KELLEY INC.	Québec	1979 03 19
1635-7584 LES PRODUITS MARINS DE LA BASSE CÔTE NORD INC.	Sept-Îles, Saguenay	1979 04 25
1645-4159 LES PROMOTIONS P.B.L. INC.	365, boulevard Sir Wilfrid Laurier, bureau 101, Beloeil, Verchères	1980 06 16
1645-1023 QUÉBEC EN FLEUR INC.	Route Rurale numéro 1, Danville, Richmond	1980 06 04

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1645-7103 QUINCAILLERIE RAGUENEAU INC.	466, route 138, Ragueneau, Saguenay	1980 06 27
1636-4036 QUIRION CONSTRUCTION, INC.	Route rurale numéro 6, Coaticook, Stanstead	1979 05 22
1644-9035 RADIO CLEF-FM INC.	960, Montée Gravel, Sainte-Dorothée, Laval	1980 05 28
1634-5746 RADIO DE LA CROISADE INC.	800, rue Manic, Lac Saint-Charles, Québec	1977 11 17
1644-6296 RANCH DE LA LIBERTÉ DE CHUTE ST-PHILIPPE INC.	Chute Saint-Philippe, Labelle	1980 05 16
1645-3961 RÉCUPÉRATION SANITAIRE B.P. INC.	38, rue St-Antoine, Lévis	1980 06 16
1645-5586 REGROUPEMENT DES CITOYENS DE NOTRE-DAME DE LA MERCI	Notre-Dame-de-la-Merci, Montcalm	1980 06 25
1633-5580 REGROUPEMENT ÉCONOMIQUE ST-VICTOR (BEAUCE) LTÉE	Saint-Victor, Beauce	1979 02 07
1646-1717 RELÈVE ACTIVE DE CANDIAC	Candiac, Laprairie	1980 07 21
1646-0008 RENÉ CYR PEINTRE DÉCORATEUR INC.	32, rue Beauchamps, Charlemagne, L'Assomption	1980 07 09
1645-8481 RÉSEAU ARTS-SCÈNE	612, avenue Connaught, Otterburn Park, Rouville	1980 07 02
1646-0164 RÉSIDENCES LIMBOUR INC.	Gatineau, Hull	1980 07 10
1644-4952 LES RESTAURANTS D'ANTAN INC.	1, rue Cantin, Pont-Rouge, Portneuf	1980 05 12
1636-1016 RESTAURANTS VILLA CORNELI INC.	3705, boulevard Taschereau, Saint-Hubert, Chambly	1979 05 09

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1634-9862 RESTAURANT CARREFOUR ST-GEORGES, ST-TITE INC.	1001, 95 ^e Avenue Saint-Georges, Champlain	1979 04 03
1645-3458 RESTAURANT CORONA INC.	94, route 125, Rawdon, Montcalm	1980 06 13
1633-3163 RESTAURANT ET BAR-SALON ROMAIN MARCIL INC.	454, rue Notre-Dame, Saint-Jean-Chrysostome, Lévis	1979 01 30
1635-9747 RESTAURANT ET BAR TABOU (1979) INC.	Québec	1979 05 04
1635-2353 RESTAURANT ET MOTEL LE PETIT BONHEUR INC.	1647, boulevard Hamel, Sainte-Foy, Québec	1979 04 06
1633-1167 RESTAURANT GÉDÉON LAGUEUX INC.	622, rue Garceau, Drummondville, Drummond	1979 01 23
1634-7122 RESTAURANT HANG LUNG LTÉE	Sainte-Foy, Québec	1979 03 27
1634-4715 RESTAURANT IL PADRINO INC.	2, Place Québec, Québec	1979 03 08
1634-7114 RESTAURANT LA TURLUTTE INC.	67, rue Principale, Saint-Michel, Bellechasse	1979 03 23
1646-0628 RESTAURANT LE CROQUE SOLEIL INC.	5500, boulevard des Gradins, Charlesbourg, Québec	1980 07 16
1634-2610 LE RESTAURANT LE FIN BOURGEOIS INC.	Sainte-Foy, Québec	1979 03 05
1636-1339 LE RESTAURANT LE LAMBERTIN INC.	Saint-Léonard-d'Aston, Nicolet	1979 05 10
1635-5091 RESTAURANT MADAME ARTHUR INC.	953, rue Notre-Dame, Saint-Alphonse-de- Rodriguez, Joliette	1979 04 17
1636-4887 RESTAURANT RENDEZ VOUS DES SPORTIFS INC.	69, 5 ^e Avenue, Saint-Pierre, Montréal	1979 05 24

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1634-5951 REVUE CULTURELLE NEUF	3, avenue Cadillac, Baie-Comeau, Saguenay	1979 03 13
1635-6503 REVUE SYNTHÈSE INC.	445, rue St-François- Xavier, Montréal	1979 04 19
1644-8904 RIBLIN, INC.	Montréal	1980 08 26
1646-2954 LES ROULANTS INC.	752, rue St-Albert, app. 1, Québec	1980 08 06
1636-1255 LES ROUTIERS DU NORD INC.	Matagami, Territoire du nouveau Québec	1979 05 10
1634-5860 SAGATA DE VILLERAY	6310, rue St-Dominique, Montréal	1979 05 29
1644-5520 SAGUENAY MÉDIC INC.	333, avenue Bégin, Chicoutimi	1980 05 27
1634-8039 LES SALLES À MANGER LES GALETTES DE SARRASIN INC.	Saint-Sauveur-des-Monts, Terrebonne	1979 03 22
1634-7015 SALLE D'EXCRIME OLYMPIA	513, avenue Montcalm, Dollard-des-Ormeaux, Montréal	1979 03 16
1646-3507 SALON PLEIN AIR DU SAGUENAY LAC ST-JEAN INC.	Normandin, Lac Saint-Jean	1980 08 13
1635-9325 LES SALTIMBANQUES	320, 117 ^e Rue, Shawinigan-Sud, Champlain	1979 06 04
1635-1033 SARTO ROUSSEL INC.	Québec	1979 05 29
1645-4837 SECRETARIAT URUGUAY- INFORMATION	Montréal	1980 06 18
1646-3119 SEMAINE DE L'AGENT DE LA PAIX DU QUÉBEC INC.	9275, rue de la Concorde, Charlesbourg, Québec	1980 08 07

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1645-4183 LES SERRES DE MONTIGNY INC.	76, 4 ^e Rang, Bécancour, Nicolet	1980 06 16
1635-9408 SERVICES-SECOURS CAP-DE-LA- MADELEINE INC.	Cap-de-la-Madeleine, Champlain	1979 05 03
1644-9613 LES SERVICES DE RECHERCHES EN FINANCEMENT S.R.F. INC.	409, rue Galt est, Sherbrooke	1980 05 30
1633-1894 SERVICES FINANCIERS DORION INC.	Dorion, Vaudreuil	1979 01 25
1644-5140 SHECRILIRE	1555, rue Denault, Sherbrooke	1980 05 13
1635-5000 LES SILENCIEUX P.D.R. INC.	Terrebonne	1979 04 17
1635-2817 SILO LAURENTIEN INC.	50, rue Lorraine, Blainville, Terrebonne	1979 04 05
1633-5135 SMI-TREM INC.	Saint-Henri, Lévis	1979 02 06
1634-5811 SOCIÉTÉ ALPINE CHAUSSURES DE SKI ITAL-QUÉBEC	7450, rue Garnier, Montréal	1979 03 12
1645-3748 LA SOCIÉTÉ DES COURSES À PIED DE QUÉBEC (S.C.P.Q.) INC.	3187 B, chemin Ste-Foy, Sainte-Foy, Québec	1980 06 13
1645-8184 SOCIÉTÉ DES PROFESSEURS D'ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC (SPEQ)	5079, rue Capri, Saint-Léonard, Montréal	1980 07 02
1645-8473 LA SOCIÉTÉ DES PROPRIÉTAIRES FONCIERS DE SHAWINIGAN INC.	768, 3 ^e Rue, Shawinigan, Saint-Maurice	1980 07 03
1633-1126 SOCIÉTÉ DE GESTION DE L'ORME INC.	Notre-Dame-du-Mont- Carmel, St-Jean	1979 01 24
1635-1934 LA SOCIÉTÉ DE GESTION GRENVILLE LTÉE	Route 344, Grenville, Argenteuil	1979 04 02

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1645-6402 SOCIÉTÉ DE GESTION HUNT BEAU CHAT INC.	43, rue St-Hubert, app. 208, Châteauguay	1980 06 23
1633-2215 SOCIÉTÉ DE MESURE EN PSYCHOLOGIE KR-20	16889, rue Orchard, Pierrefonds, Montréal	1979 01 26
1635-9192 SOCIÉTÉ DE PLANIFICATION EN MARKETING S.P.M. LTÉE	1617, rue Shefford, Bromont, Brome	1979 05 02
1645-0959 SOCIÉTÉ D'ACTION POUR LA SOLIDARITÉ DES FRANCOPHONES D'AMÉRIQUE (SASFA) INC.	Québec	1980 06 04
1646-3523 SOCIÉTÉ D'AIDE AU LOISIR DE L'ENFANCE HANDICAPÉE (MTL)	8190, rue Chambord, Montréal	1980 08 13
1635-2395 LA SOCIÉTÉ D'EXPLOITATION DES TOURBIÈRES DU LAC-ST-JEAN INC.	Alma, Lac Saint-Jean-Est	1979 04 10
1645-6170 SOCIÉTÉ D'HABITATION POPULAIRE DU QUÉBEC INC.	Sherbrooke	1980 06 23
1634-0390 SOCIÉTÉ FINANCIÈRE BOUCHARD & PRÉSEULT LTÉE	5795, boulevard Marie- Victorin, Brossard, Laprairie	1979 02 23
1635-2965 LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE SOLIN INC.	Repentigny, L'Assomption	1979 04 09
1646-3630 SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE POUR L'AVANCEMENT DES SERVICES MÉDICAUX D'URGENCE (S.O.Q.A.S.M.U.)	1110, avenue des Pins ouest, Montréal	1980 08 14
1635-6875 SOCIÉTÉ SOCIO-CUTLURELLE NOUVELLE VUE	Saint-Jean-Baptiste- Vianney, Matapédia	1979 04 24
1635-3112 SOGEPIDE INC.	1198, rue Bourassa, Saint-Bruno-de- Montarville, Chambly	1979 04 09
1636-0802 SOROFRA INC.	4535, avenue Thibault, Saint-Hubert, Chambly	1979 05 09

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1644-5975 SOUS-POSTE D'AFFECTATION T.K.R. INC.	Pohénégamook, Kamouraska	1980 05 15
1633-3346 LES SPECTACLES MLE QUÉBEC NOIRE INC.	8670, avenue Stuart, bureau 506, Montréal	1979 03 26
1633-5762 LES SPORTIFS DE GATINEAU	79, avenue des Flandres, Gatineau, Hull	1979 02 14
1634-8096 SPORTPLEX ALMA INC.	125, boulevard St-Luc ouest, Alma. Lac Saint-Jean-Est	1979 03 27
1635-5679 SPORTS MICHEL DORÉ INC.	56, rue Fusey, Cap-de-la-Madeleine, Champlain	1979 04 18
1633-1290 SPORTS UNION INC.	429, rue Rehel, Chandler, Gaspé-Est	1979 01 23
1636-0521 STATION-SERVICE P.L. INC.	Jonquière, Chicoutimi	1979 05 08
1645-3375 STUDIO DE DANSE ACADÉMIQUE VALENTINO INC.	871, rue St-Jean, Québec	1980 06 12
1645-6741 STUDIO R.P.M. INC.	550, avenue Royale, Beauport, Québec	1980 06 25
1634-1547 TABAGIE ET COMPTOIR-LUNCH LA JASSETTE INC.	140, Place Davis, Jonquière, Chicoutimi	1979 03 02
1645-4654 TABAGIE LILY INC.	360, chemin Ste-Foy, Québec	1980 06 17
1854-7232 TABAGIE M.C. INC.	1044, rue de la Colombière, Saint-Jean-Chrysostome, Lévis	1982 02 17
1634-7643 TABAGIE MARCELLE INC.	57, rue de l'Anse, Saint-Rédempteur, Lévis	1979 03 19
1636-1529 TEMISCAMP INC.	Angliers, Témiscamingue	1979 05 11

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1634-3055 LE THÉÂTRE DE LA BRUNANTE	195, chemin Chambly, Bureau 2, Longueuil, Chambly	1979 03 01
1645-7574 LE THÉÂTRE DE LA VILLANELLE	14, rue Bisson, Hull	1980 06 30
1635-3617 THÉÂTRE DU MIROIR INC.	Montréal	1979 04 09
1636-3111 LE THÉÂTRE DU RIDEAU DE TWEED INC.	Montréal	1979 05 17
1634-8237 THÉÂTRE EN DOUCE	105, rue Valois, Drummondville, Drummond	1979 03 20
1633-8345 LES TOURBIÈRES TAMIACO INC.	Saint-Ludger-de-Milot, Lac Saint-Jean-Ouest	1979 02 16
1646-2368 TOURISME SOCIAL ET TROISIÈME ÂGE, MONTRÉAL	Montréal	1980 07 29
1644-9720 LE TOURNOI DE GOLF PAUL PAGEAU	Gatineau, Hull	1980 08 15
1645-6287 TOURNOI DE HOCKEY BIENFAISANCE DE TERREBONNE INC.	1296, rue Mathieu, Mascouche, L'Assomption	1980 06 23
1633-9756 LES TOURS ÎLE-AUX-COUDRES INC.	245, rue Principale, Saint-Joseph-de-la-Rive, Charlevoix-Ouest	1979 02 28
1645-8853 TRANSPORT ROGER ANCTIL INC.	Saint-Pamphile, L'Islet	1980 07 07
1645-7806 TRANS-ACTION LES IMMEUBLES DE CHEZ-NOUS INC.	Galeries la Pocatière, route 230, La Pocatière, Kamouraska	1980 07 02
1633-2348 LA TROUPE DE THÉÂTRE LE CHIENDENT DE ROUYN-NORANDA INC.	Rouyn, Témiscamingue	1978 11 24
1645-8788 LA TROUPE FOLKLORIQUE LA GUIGNOLÉE DE BEAUHARNOIS	79, rue Bissonnette, Beauharnois	1980 05 13

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1634-5829 LA TROUPE SOURISSIMO INC.	Drummondville, Drummond	1979 03 14
1646-2012 TROUPE THÉÂTRALE IDÉFIX INC.	1450, boulevard Pie X, Chomedey, Laval	1980 07 24
1633-5408 TURGEON, BOUCHER, LARIN ET ASSOCIÉS INC.	492, 27 ^e Rue sud, Charny, Lévis	1979 02 07
1633-4120 UNION DES JEUNES INDÉPENDANTISTES DE L'OUTAOUAIS	14, rue Bisson, Hull	1979 02 02
1645-4407 VAN KIRIT INC.	Saint-Pascal, Kamouraska	1980 06 16
1645-6501 VIANNEY SIROIS INC.	221, rang 1, Saint-Antoine, Rivière-du-Loup	1980 06 25
1633-4104 VITRERIE LEDUC LTÉE	436, rue Bérubé, Vanier, Québec	1979 02 01

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

174

Syndicats professionnels — Loi sur les

ASSOCIATION DES DIRECTEURS D'ÉCOLE DES MANOIRS

La formation d'une association sous le nom de « ASSOCIATION DES DIRECTEURS D'ÉCOLE DES MANOIRS », pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée en date du 1986 06 02.

Le siège principal de l'association est à Terrebonne, district judiciaire de Terrebonne.

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD
2312-1536*

47058

Ventes par shérif

AVIS PUBLIC est, par la présente, donné que les terres et héritages sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs mentionnés plus bas.

Abitibi

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District d'Abitibi
No 605-05-000161-831
S. 605-18-000021-848

BANQUE NATIONALE DU CANADA, corporation légalement constituée, ayant son siège social à Mont-

réal et un bureau au 101, 1^{re} Avenue Ouest, Amos, district d'Abitibi, demanderesse; contre ÉLEVEURS P.R. & E. DUBÉ INC., corporation légalement constituée, ayant son bureau principal à R.R. no 1, Sainte-Gertrude, district d'Abitibi, défenderesse.

« Le lot originaire numéro vingt-cinq (lot or. 25), rang Cinq, aux plan et livre de renvoi officiels pour le cadastre du canton de Villemontel. À distraire cependant, un emplacement de forme rectangulaire mesurant soixante-huit mètres et cinquante-huit centimètres (68,58 m) de profondeur, en front sur le chemin public par soixante mètres et quatre-vingt-seize centimètres (60,96 m) de profondeur, situé à la partie sud du lot 25, rang Cinq, canton de Villemontel. Cet emplacement ayant été subdivisé depuis et porte le numéro 25-1, rang Cinq, canton de Villemontel. Le lot originaire numéro vingt-six (lot or. 26) rang Cinq, aux plan et livre de renvoi officiels pour le cadastre du canton de Villemontel. Les lots originaires numéros A, B, C (lots or. A, B, C), rang Dix (10), aux plan et livre de renvoi officiels pour le cadastre du canton de Villemontel. Ces trois lots sont affectés d'une convention d'exploitation sylvicole avec la Société d'exploitation sylvicole de l'est de l'Abitibi pour un terme de quinze (15) ans à compter du 7 juin 1978, aux termes d'un acte enregistré au bureau d'enregistrement d'Amos sous le numéro 166838. Le lot originaire numéro vingt-deux (lot or. 22), rang Six, aux plan et livre de renvoi officiels pour le cadastre du canton de Villemontel. Les lots numéros un, deux, trois, subdivisions officielles du lot originaire numéro vingt-quatre (24-1, 24-2, 24-3), rang Sept (7), aux plan et livre de renvoi officiels pour le cadastre du canton de Villemontel. Le lot originaire numéro vingt-trois (lot or. 23), rang Sept (7), aux plan et livre de renvoi officiels pour le cadastre du canton de Villemontel. Les lots un, quatre et cinq, subdivisions officielles du lot originaire numéro vingt-cinq (25-1, 25-4, 25-5), rang Sept (7), aux plan et livre de renvoi officiels pour le cadastre du canton de Villemontel. »

La mise à prix est fixée à 28 882,85 \$, montant que l'adjudicataire devra payer immédiatement au moment de l'adjudication, soit en argent, soit par chèque visé à l'ordre du shérif du district d'Abitibi (sous réserve toutefois du droit de rétention par le saisissant ou par un créancier hypothécaire, selon l'article 689 du C.P.C.).

Pour être vendus en bloc au bureau d'enregistrement d'Abitibi, palais de justice, 891, 3^e Rue Ouest, Amos, le MERCREDI TROISIÈME jour de SEPTEMBRE 1986 à DIX heures TRENTE.

La shérif adjointe,
CHANTAL BARBE

Bureau du shérif
Cour supérieure
Amos, le 4 juillet 1986

47053

Gaspé

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Montréal
Nos 500-05-006622-854
110-18-000002-864

BANQUE DE NOUVELLE ÉCOSSE, partie demanderesse, contre DENISE BÉLAND et JACQUES FÉLIX OUELLET, domiciliés au 395, Wilfrid-Doucet, Murdochville, partie défenderesse.

« Tous les droits de surface d'un terrain sis et situé dans la ville de Murdochville, connu et désigné comme étant tout le lot cent soixante-sept de la subdivision du bloc neuf (9-167), canton de Holland, division d'enregistrement de Sainte-Anne-des-Monts, avec maison dessus construite, circonstances et dépendances sans réserve. »

Sous réserve du droit de rétention prévu à l'article 689 du C.P.C., le montant minimal que l'adjudicataire devra verser au moment de l'adjudication, soit en argent, soit par chèque certifié fait au nom du shérif du district de Gaspé, conformément à l'article 670e du C.P.C., est fixé à la somme de 3 378,00 \$, représentant 25 % de l'évaluation municipale, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives.

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de Sainte-Anne-des-Monts, palais de justice de Sainte-Anne-des-Monts, le MARDI NEUVIÈME jour de SEPTEMBRE 1986 à DIX heures.

Le shérif adjoint,
PIERRETTE B. CLOUTIER

Bureau du shérif
Cour supérieure
Percé, le 9 juillet 1986

47081

Hull

Bref de saisie-exécution immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Hull
No 550-05-000956-857

BANQUE NATIONALE DU CANADA, corporation légalement constituée, ayant son siège social à Montréal, étant aux droits de la Banque Canadienne Nationale et de la Banque Provinciale du Canada, par la fusion de ces deux dernières telle qu'approuvée par le

gouverneur en conseil en date du 1^{er} novembre 1979 suivant arrêté 1979-2921, le tout en conformité de la Loi sur les banques, partie demanderesse, contre LINDA MARY PETERKIN, domiciliée et résidant au 4045, boulevard Saint-Jean, appartement 201, Dollard-des-Ormeaux, ville de Montréal, district de Montréal, province de Québec, partie défenderesse.

Description de l'immeuble:

« Toute la propriété connue et désignée comme étant les lots numéros treize et quatorze (13 et 14) du cadastre officiel du Huitième Rang du canton de Ripon, division d'enregistrement de Papineau. Avec les bâtiments qui s'y trouvent, circonstances et dépendances. »

À distraire les parcelles de terrain suivantes:

Parcelle A: « Une parcelle de terrain faisant partie du lot numéro quatorze (ptie 14), dans le Huitième Rang, canton de Ripon, et décrite plus amplement comme suit: commençant à un point qui est une source, laquelle source est située à une distance de vingt pieds (20 pi) du centre de la route existante, allant de l'ouest à l'est, et de ce point (la source) en direction sud quatre cent quarante pieds (440 pi) jusqu'à un point situé sur le côté sud de la nouvelle route maintenant en construction et allant de l'ouest à l'est. De ce point, connu comme étant le point de commencement, en tournant à angle droit vers l'est une distance de trois cent soixante pieds (360 pi) jusqu'à un point. De ce point, en tournant à angle droit vers le sud une distance de deux cent soixante-dix pieds (270 pi), de ce point en tournant à angle droit vers l'est une distance de deux cent soixante pieds (260 pi), de ce point en tournant à angle droit vers le nord une distance de deux cent soixante-dix pieds (270 pi) jusqu'à un point situé sur le côté sud de la nouvelle route allant de l'ouest à l'est et de ce point en longeant ladite nouvelle route une distance de deux cent soixante pieds (260 pi) jusqu'au point de commencement. Ladite parcelle de terrain est bornée comme suit: au nord par la nouvelle route allant de l'ouest à l'est, au sud par la propriété demeurant à Linda Mary Peterkin, par la propriété d'Avril Shirley Wyatt à l'ouest et par celle de Linda Mary Peterkin à l'est. En l'état où ladite propriété se trouve maintenant, avec tous ses droits, circonstances et dépendances, sans exception ni réserve d'aucune sorte de la part du vendeur. »

Parcelle B: « Une parcelle de terrain faisant partie du lot numéro quatorze (ptie 14), dans le Huitième Rang, canton de Ripon, et décrite plus amplement comme suit: commençant à un point qui est une source, laquelle source est située à une distance de vingt pieds (20 pi) du centre de la route existante, allant de l'ouest à l'est, et de ce point (la source) en direction sud quatre cent quarante pieds (440 pi) jusqu'à un point situé sur

le côté sud de la nouvelle route maintenant en construction et allant de l'ouest à l'est. De ce point, connu comme étant le point de commencement, en tournant à angle droit vers l'est une distance de cent pieds (100 pi) jusqu'à un point. De ce point en tournant à angle droit vers le sud une distance de deux cent soixante-dix pieds (270 pi), de ce point en tournant à angle droit vers l'est, une distance de deux cent soixante pieds (260 pi). De ce point en tournant à angle droit vers le nord une distance de deux cent soixante-dix pieds (270 pi) jusqu'à un point situé sur le côté sud de la nouvelle route allant de l'ouest à l'est et de ce point en longeant vers l'ouest ladite nouvelle route une distance de deux cent soixante pieds (260 pi) jusqu'au point de commencement. Ladite parcelle de terrain est bornée comme suit: au nord par la nouvelle route allant de l'ouest à l'est, au sud par la propriété demeurant à Linda Mary Peterkin, par la propriété de Glen Harold Garland à l'ouest et par celle de Kathryn Ann Glancey à l'est. En l'état où ladite propriété se trouve maintenant, avec tous ses droits, circonstances et dépendances, sans exception ni réserve d'aucune sorte de la part du vendeur. »

Parcelle C: « Une parcelle de terrain faisant partie du lot numéro quatorze (ptie 14), dans le Huitième Rang, canton de Ripon, et décrite plus amplement comme suit: commençant à un point qui est une source, laquelle source est située à une distance de vingt pieds (20 pi) du centre de la route existante, allant de l'ouest à l'est, et de ce point (la source) en direction nord trente pieds (30 pi) jusqu'à un point situé sur le côté nord de la nouvelle route maintenant en construction et allant de l'ouest à l'est. De ce point, en longeant le côté nord de la route existante allant de l'ouest à l'est une distance de cent vingt-cinq pieds (125 pi) jusqu'à un point, connu comme étant le point de commencement, de ce point en longeant le côté nord de la route existante allant de l'ouest à l'est une distance de deux cents pieds (200 pi) jusqu'à un point, de ce point en tournant à angle droit vers le nord une distance de deux cents pieds (200 pi) jusqu'à un point, de ce point en tournant à angle droit vers l'ouest une distance de deux cents pieds (200 pi) jusqu'à un point, de ce point en tournant à angle droit vers le sud une distance de deux cents pieds (200 pi) jusqu'à un point, connu comme étant le point de commencement, et bornée comme suit: au sud par la route existante allant de l'ouest à l'est, à l'ouest, au nord et à l'est par une partie du lot numéro quatorze (ptie 14) demeurant la propriété de Linda Mary Peterkin. En l'état où ladite propriété se trouve maintenant, avec tous ses droits, circonstances et dépendances, sans exception ni réserve d'aucune sorte de la part du vendeur. »

Parcelle D: « Une parcelle de terrain faisant partie du lot numéro quatorze (ptie 14), dans le Huitième Rang,

canton de Ripon, et décrite plus amplement comme suit: commençant à un point qui est une source, laquelle source est située à une distance de vingt pieds (20 pi) du centre de la route existante, allant de l'ouest à l'est, et de ce point (la source) en direction nord dix pieds (10 pi) jusqu'à un point situé sur le côté sud de la route existante et allant de l'ouest à l'est. De ce point, connu comme étant le point de commencement, en tournant à angle droit vers l'est une distance de deux cent quatre-vingt-cinq pieds (285 pi) jusqu'à un point de commencement. De ce point en tournant à angle droit vers le sud sur une distance de trois cent trente-cinq pieds (335 pi), de ce point en tournant à angle droit vers l'est, une distance de deux cents pieds (200 pi), de ce point en tournant à angle droit vers le nord une distance de trois cent trente-cinq pieds (335 pi) jusqu'à un point situé sur le côté sud de la route existante allant de l'ouest à l'est et de ce point en longeant vers l'ouest ladite route existante une distance de deux cents pieds (200 pi) jusqu'au point de commencement. Ladite parcelle de terrain est bornée comme suit: au nord par la route existante allant de l'ouest à l'est, à l'est, à l'ouest et au sud par la propriété demeurant à Linda Mary Peterkin. En l'état où ladite propriété se trouve maintenant, avec tous ses droits, circonstances et dépendances, sans exception ni réserve d'aucune sorte de la part du vendeur. »

Parcelle E: « Une parcelle de terrain faisant partie du lot numéro quatorze (ptie 14), dans le Huitième Rang, canton de Ripon, et décrite plus amplement comme suit: commençant à un point qui est une source, laquelle source est située à une distance de vingt pieds (20 pi) du centre de la route existante, allant de l'ouest à l'est, et de ce point (la source) en direction sud quatre cent quarante pieds (440 pi) jusqu'à un point situé sur le côté sud de la nouvelle route maintenant en construction et allant de l'ouest à l'est. De ce point, connu comme étant le point de commencement, en tournant à angle droit vers l'est une distance de cent pieds (100 pi) jusqu'à un point, de ce point en tournant à angle droit vers le sud une distance de deux cent soixante-dix pieds (270 pi), de ce point en tournant à angle droit vers l'ouest une distance de deux cent soixante pieds (260 pi), de ce point en tournant à angle droit une distance de deux cent soixante-dix pieds (270 pi) jusqu'à un point situé sur le côté sud de la nouvelle route allant de l'ouest à l'est et de ce point en longeant ladite route existante une distance de cent soixante pieds (160 pi) jusqu'au point de commencement. Ladite parcelle de terrain est bornée comme suit: au nord par la nouvelle route allant de l'ouest à l'est, au sud et à l'ouest par la propriété demeurant à Linda Mary Peterkin et par celle d'Avril Shirley Wyatt à l'est. En l'état où ladite propriété se trouve maintenant, avec tous ses droits, circonstances et dépendances, sans

exception ni réserve d'aucune sorte de la part du vendeur. »

Parcelle F: « I. Une parcelle de terrain faisant partie du lot numéro quatorze (ptie 14), dans le Huitième Rang, canton de Ripon, et décrite plus amplement comme suit: commençant à un point qui est une source, laquelle source est située à une distance de vingt pieds (20 pi) du centre de la route existante, allant de l'ouest à l'est, et de ce point (la source) en direction nord trente pieds (30 pi) jusqu'à un point situé sur le côté nord de la route existante et allant de l'ouest à l'est. De ce point, connu comme étant le point de commencement, en tournant à angle droit vers l'est, une distance de trois cent vingt-cinq pieds (325 pi) jusqu'à un point de commencement. De ce point en tournant à angle droit vers le nord une distance de deux cent soixante-dix pieds (270 pi), de ce point en tournant à angle droit vers l'est une distance de trente-trois pieds (33 pi), de ce point en tournant à angle droit une distance de deux cent soixante-dix pieds (270 pi) jusqu'à un point situé sur le côté nord de la route existante allant de l'ouest à l'est et de ce point en longeant ladite route existante une distance de trente-trois pieds (33 pi) jusqu'au point de commencement. Ladite parcelle de terrain est bornée comme suit: au sud par la route existante allant de l'ouest à l'est, au nord par la propriété de Linda Mary Peterkin ou ses représentants, à l'est par celle de Peter C. Collins, à l'ouest par celle d'Ellisa Comolli ou ses représentants.

II. Une parcelle de terrain faisant partie du lot numéro quatorze (ptie 14), dans le Huitième Rang, canton de Ripon, et étant plus complètement décrite comme suit: commençant à un point qui est une source, laquelle source est située à une distance de vingt pieds (20 pi) du centre de la route existante, allant de l'ouest vers l'est, et de ce point (la source) en direction nord trente pieds (30 pi) jusqu'à un point situé sur le côté nord de la route existante allant de l'ouest à l'est. De ce point, connu comme étant le point de commencement, en tournant à angle droit vers l'est une distance de cinq cent cinquante-huit pieds (558 pi) jusqu'à un point de commencement. De ce point en tournant à angle droit vers le nord une distance de deux cent soixante-dix pieds (270 pi), de ce point en tournant à angle droit vers l'est, une distance de cent trente pieds (130 pi), de ce point en tournant à angle droit une distance de deux cent soixante-dix pieds (270 pi) jusqu'à un point situé sur le côté nord de la route existante allant de l'ouest à l'est et de ce point en longeant ladite route existante une distance de cent trente pieds (130 pi) jusqu'au point de commencement. Ladite parcelle de terrain est bornée comme suit: au sud par la route existante allant de l'ouest à l'est, au nord par la propriété demeurant à Linda Mary Peterkin, par la propriété de M. P.C.

Collins à l'ouest et par celle de Patrick C. Craig à l'est. »

Parcelle G: « Une parcelle de terrain faisant partie du lot numéro quatorze (ptie 14), dans le Huitième Rang, canton de Ripon, et décrite plus amplement comme suit: commençant à un point qui est une source, laquelle source est située à une distance de vingt pieds (20 pi) du centre de la route existante, allant de l'ouest à l'est, et de ce point (la source) en direction nord trente pieds (30 pi) jusqu'à un point situé sur le côté nord de la route existante allant de l'ouest à l'est. Et de ce point en longeant le côté nord de la route existante allant de l'ouest à l'est une distance de six cent quatre-vingt-huit pieds (688 pi) jusqu'à un point, ce point étant connu comme le point de commencement, de ce point en longeant le côté nord de la route existante allant de l'ouest à l'est une distance de deux cents pieds (200 pi) jusqu'à un point, de ce point en tournant à angle droit vers le nord une distance de deux cents pieds (200 pi) jusqu'à un point, de ce point en tournant à angle droit vers l'ouest une distance deux cents pieds (200 pi) jusqu'à un point, de ce point en tournant à angle droit vers le sud une distance de deux cents pieds (200 pi) jusqu'au point de commencement. Ladite parcelle de terrain est bornée comme suit: au sud par la route existante, allant de l'ouest à l'est, à l'ouest, au nord et à l'est par une partie du lot numéro quatorze (14) demeurant la propriété de Linda Mary Peterkin. En l'état où ladite propriété se trouve maintenant, avec tous ses droits, circonstances et dépendances, sans exception ni réserve d'aucune sorte de la part du vendeur. »

Parcelle H: « Une parcelle de terrain faisant partie du lot numéro quatorze (ptie 14), dans le Huitième Rang, canton de Ripon, et décrite plus amplement comme suit: commençant à un point qui est une source, laquelle source est située à une distance de vingt pieds (20 pi) du centre de la route existante, allant de l'ouest à l'est, et de ce point (la source) en direction nord trente pieds (30 pi) jusqu'à un point situé sur le côté nord de la route existante et allant de l'ouest à l'est. De ce point en longeant le côté nord de la route existante allant de l'ouest à l'est une distance de trois cent cinquante-huit pieds (358 pi) jusqu'à un point, ce point étant connu comme le point de commencement. De ce point en longeant le côté nord de la route existante allant de l'ouest à l'est une distance de deux cents pieds (200 pi) jusqu'à un point, de ce point en tournant à angle droit vers le nord une distance de deux cent vingt pieds (220 pi) jusqu'à un point, de ce point en tournant à angle droit vers l'ouest une distance deux cents pieds (200 pi) jusqu'à un point, de ce point en tournant à angle droit vers le sud une distance de deux cent vingt pieds (220 pi) jusqu'au point de commencement. Ladite parcelle de terrain est bornée comme suit: au sud par la route existante allant de l'ouest à l'est, à l'ouest, au

nord et à l'est par une partie du lot numéro quatorze (14) demeurant la propriété de Linda Mary Peterkin. En l'état où ladite propriété se trouve maintenant, avec tous ses droits, circonstances et dépendances, sans exception ni réserve d'aucune sorte de la part du vendeur. »

Parcelle I: « Une certaine parcelle de terrain faisant partie du lot numéro quatorze (ptie 14), dans le Huitième Rang, canton de Ripon, et décrite plus amplement comme suit: commençant à un point situé sur le lot numéro quatorze (14), ce point étant une source, laquelle source est située à une distance de vingt pieds (20 pi) du centre de la route existante. De ce point (qui est une source) en direction nord une distance de dix pieds (10 pi) jusqu'à un point situé sur le côté sud de la route existante et de ce point une distance de cinq cent huit pieds (508 pi) toujours sur le côté sud de la route existante jusqu'à un point et de ce point en tournant à angle droit vers le sud une distance de deux cents pieds (200 pi) jusqu'à un point. De ce point en tournant à angle droit vers l'est une distance de deux cents pieds (200 pi) jusqu'à un point. De ce point en tournant à angle droit vers le nord une distance de deux cents pieds (200 pi) jusqu'à un point situé sur le côté sud de la route existante et de ce point en tournant à angle droit vers l'ouest une distance de deux cents pieds (200 pi) jusqu'au point de commencement. Ladite parcelle de terrain est bornée à l'ouest, au sud et à l'est par le reste dudit lot numéro quatorze (14) et au nord par la route existante. En l'état où ladite propriété se trouve maintenant, avec tous ses droits, circonstances et dépendances, sans exception ni réserve d'aucune sorte de la part du vendeur. »

Parcelle J: « Trois parcelles de terrain faisant partie du lot numéro quatorze (ptie 14), dans le Huitième Rang, canton de Ripon, et décrites plus amplement comme suit:

A) Commençant à un point qui est une source, laquelle source est située à vingt pieds (20 pi) du centre de la route existante, de ce point en direction nord une distance de dix pieds (10 pi) jusqu'à un point situé sur le côté sud de la route existante. De ce point, en tournant à angle droit vers l'ouest une distance de sept cent quatre-vingt-quinze pieds (795 pi) jusqu'à un point situé sur le côté ouest de la route existante et sur le côté nord de la route proposée. Ce point étant le point d'intersection de la projection du côté sud de la route existante allant de l'est à l'ouest et de la ligne de projection du côté est de la route existante allant du sud au nord. De ce point en tournant à angle droit vers le sud une distance de deux cents pieds (200 pi) jusqu'à un point qui est le point de commencement. De ce point de commencement en direction sud une distance de deux cents pieds (200 pi) jusqu'à un point situé sur le côté est de la route existante. De ce point en tournant à

angle droit vers l'est une distance de deux cents pieds (200 pi) jusqu'à un point. De ce point en tournant à angle droit vers le nord une distance de deux cents pieds (200 pi) jusqu'à un point, de ce point en tournant à angle droit vers l'ouest une distance de deux cents pieds (200 pi) jusqu'au point de commencement. Ladite parcelle de terrain est bornée comme suit: au sud et à l'est par le lot numéro quatorze (14), au nord par une partie du lot numéro quatorze (14) (décrite dans le paragraphe B qui suit), à l'ouest par la route existante allant du sud au nord.

B) Commençant à un point qui est une source, laquelle source est située à vingt pieds (20 pi) du centre de la route existante, de ce point en direction nord une distance de dix pieds (10 pi) jusqu'à un point situé sur le côté sud de la route existante. De ce point, en tournant à angle droit vers l'ouest une distance de sept cent quatre-vingt-quinze pieds (795 pi) jusqu'à un point situé sur le côté ouest de la route existante et sur le côté nord de la route proposée. Ce point étant le point d'intersection de la projection du côté sud de la route existante allant de l'est à l'ouest et de la ligne de projection du côté est de la route existante allant du sud au nord. De ce point en tournant à angle droit vers le sud une distance de deux cents pieds (200 pi) jusqu'à un point qui est le point de commencement. De ce point de commencement en tournant à angle droit vers l'est une distance de trois cents trente-cinq pieds (335 pi) jusqu'à un point. De ce point en tournant à angle droit vers le nord une distance de deux cents pieds (200 pi) jusqu'à un point situé sur le côté sud de la route existante allant de l'ouest à l'est. Et, subséquemment, toute la distance pouvant exister entre le dernier point mentionné et le point de commencement et suivant la courbe de la route existante allant du sud au nord, laquelle courbe se transforme en la route existante de l'ouest à l'est, et est bornée comme suit: au nord par la route existante allant de l'ouest à l'est, à l'ouest par la route existante allant du sud au nord, au sud en partie par le lot décrit ci-dessus en « A » et en partie par le reste du lot numéro quatorze (14) demeurant la propriété de Linda Mary Peterkin.

C) Commençant à un point qui est une source, laquelle source est située à vingt pieds (20 pi) du centre de la route existante, allant de l'ouest à l'est, et de ce point (la source) en direction nord trente pieds (30 pi) jusqu'à un point situé sur le côté nord de la route existante allant de l'ouest à l'est. De ce point, en longeant le côté nord de la route existante une distance de quatre cent soixante pieds (460 pi) jusqu'à un point, connu comme étant le point de commencement, de ce point en longeant le côté nord de la route existante une distance de deux cents pieds (200 pi) jusqu'à un point, de ce point en tournant à angle droit vers le nord une distance de

deux cents pieds (200 pi) jusqu'à un point, de ce point en tournant à angle droit vers l'est une distance de deux cents pieds (200 pi) jusqu'à un point, de ce point en tournant à angle droit vers le sud une distance de deux cents pieds (200 pi) jusqu'au point de commencement. Bornée comme suit: au sud par la route existante allant de l'ouest à l'est, à l'ouest, au nord et à l'est par une partie du lot quatorze (14) demeurant la propriété de Linda Mary Peterkin. En l'état où ladite propriété se trouve maintenant, avec tous ses droits, circonstances et dépendances, sans exception ni réserve d'aucune sorte de la part du vendeur. »

Parcelle K: « Une certaine parcelle de terrain faisant partie du lot numéro quatorze (ptie 14), dans le Huitième Rang, canton de Ripon, et décrite plus amplement comme suit: commençant à un point qui est une source, laquelle source est située à vingt pieds (20 pi) du centre de la route existante et de ce point une distance de dix pieds (10 pi) jusqu'à un point situé sur le côté sud de la route existante. De ce point en tournant à angle droit vers l'est une distance de quarante pieds (40 pi) jusqu'à un point situé sur le côté sud. De ce point en tournant à angle droit vers le sud une distance de quatre cents pieds (400 pi) jusqu'à un point, de ce point en tournant à angle droit une distance de deux cents pieds (200 pi) vers l'ouest jusqu'à un point, de ce point en tournant à angle droit vers le nord une distance de quatre cents pieds (400 pi), de ce point en tournant à angle droit vers l'est une distance de cent soixante pieds (160 pi) jusqu'au point de commencement. Ladite parcelle de terrain est bornée à l'ouest, au sud et à l'est par le lot numéro quatorze (14) et au nord par la route existante. En l'état où ladite propriété se trouve maintenant, avec tous ses droits, circonstances et dépendances, sans exception ni réserve d'aucune sorte de la part du vendeur. »

Parcelle L: « Une parcelle de terrain faisant partie du lot numéro quatorze (14), dans le Huitième Rang, canton de Ripon, et décrite plus amplement comme suit: commençant à un point qui est une source, laquelle source est située à vingt pieds (20 pi) du centre de la route existante, allant de l'ouest à l'est, et de ce point (la source) en direction nord trente pieds (30 pi) jusqu'à un point situé sur le côté nord de la route existante allant de l'ouest à l'est. De ce point, connu comme étant le point de commencement, en tournant à angle droit vers l'ouest une distance de cent quarante-cinq pieds (145 pi) jusqu'à un point. De ce point, en tournant à angle droit vers le nord une distance de deux cents pieds (200 pi), de ce point en tournant à angle droit vers l'est, une distance de deux cents pieds (200 pi) jusqu'à un point situé sur le côté nord de la route existante allant de l'ouest à l'est et de ce point en longeant ladite route existante une distance de cin-

quante-cinq pieds (55 pi) jusqu'au point de commencement. Ladite parcelle de terrain est bornée comme suit: au sud par la route existante allant de l'ouest à l'est, à l'est, au nord et à l'ouest par le lot numéro quatorze (14) demeurant la propriété de Linda Mary Peterkin. En l'état où ladite propriété se trouve maintenant, avec tous ses droits, circonstances et dépendances, sans exception ni réserve d'aucune sorte de la part du vendeur. »

Le montant minimum que l'adjudicataire devra verser au moment de l'adjudication est de cinq mille cent soixante et un dollars et cinquante centins (5 161,50 \$). Ce montant minimum fixé par le shérif est égal à vingt-cinq pour cent (25 %) de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale. Ce montant devra être payé, soit en argent, soit par chèque visé à l'ordre du ministre des Finances et au moment de l'adjudication.

Pour être vendus en bloc au bureau d'enregistrement de la division de Papineau, 266, rue Viger, Papineauville, QC, le DIX-SEPTIÈME jour de SEPTEMBRE 1986 à ONZE heures.

Le shérif adjoint,
JEAN-GUY ROCHON

Bureau du shérif
Cour supérieure
Hull, le 26 juin 1986

47052

Montréal

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Terrebonne
No 700-02-003168-854

ANDRÉ GAGNON ALUMINIUM INC., corporation légalement constituée, ayant un bureau au 1225, route 158, Saint-Lin, district de Joliette, partie demanderesse, contre CONSTRUCTION SERGE DALLAIRE ET ASSOCIÉS INC., corporation légalement constituée, ayant un bureau au 6020, Jean-Talon Est, local 740, Saint-Léonard, district de Montréal, partie défenderesse, et RONALD DALLAIRE, 6020, Jean-Talon Est, local 740, Saint-Léonard, district de Montréal, et SERGE DALLAIRE, 6020, Jean-Talon Est, local 740, Saint-Léonard, district de Montréal, et LE RÉGISTRATEUR de Montréal, mis en cause.

« Les immeubles de la partie défenderesse: « La resubdivision numéro un de la subdivision numéro soixante et un du lot originaire numéro deux cent quatre-vingt-

neuf (lot no 289-61-1), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sault-aux-Récollets, division d'enregistrement de Montréal. Tel que le tout se trouve avec toutes les servitudes occultes ou apparentes, actives ou passives attachées audit immeuble, avec bâtisse dessus érigée portant l'adresse 1035, rue Salaberry, Montréal, QC. »

La mise à prix est fixée à 57 276,00 \$.

« La resubdivision numéro deux de la subdivision numéro soixante et un du lot originaire numéro deux cent quatre-vingt-neuf (lot no 289-61-2) dans les plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sault-aux-Récollets, division d'enregistrement de Montréal. Tel que le tout se trouve actuellement avec toutes les servitudes occultes ou apparentes actives ou passives attachées audit immeuble, avec une bâtisse dessus érigée portant l'adresse 1029, Salaberry, Montréal, QC. »

La mise à prix est fixée à 57 553,50 \$.

Ces différents montants représentent 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Montréal, au moment de l'adjudication.

Pour être vendus séparément au bureau du shérif, palais de justice de Montréal, 10, rue Saint-Antoine Est, local 3.03, le QUATRIÈME jour de SEPTEMBRE 1986 à QUATORZE heures.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN

Bureau du shérif
Cour supérieure
Montréal, le 10 juillet 1986

47075

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Montréal
No 500-04-001762-807

DA ME HUGUETTE BÉGIN, domiciliée et résidant au 8094, rue de Lorimier, appartement 6, Montréal, district de Montréal, requérante, contre JEAN-PIERRE LARAMÉE, sans emploi, résidant présentement à l'Institut Philippe Pinel de Montréal, 10905, Henri-Bourassa, Rivière-des-Prairies, district de Montréal, intimé, et LE RÉGISTRATEUR de Montréal, mis en cause.

Conformément à un jugement rendu par l'honorable juge Jacques Vaillancourt de la Cour supérieure du district de Montréal, daté du 3 septembre 1982, ordonnant la licitation de l'immeuble suivant:

« Un emplacement connu et désigné comme étant le numéro cent quatre-vingt-treize de la subdivision officielle du lot originaire cent trente-trois (133-193) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Sault-aux-Récollets; avec maison érigée portant le numéro d'immeuble 10252, rue Iberville, Montréal. »

La mise à prix est fixée à 9 351,75 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Montréal, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau du shérif, palais de justice de Montréal, 10, rue Saint-Antoine Est, local 3.03, le DEUXIÈME jour de SEPTEMBRE 1986 à QUATORZE heures TRENTE.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN

Bureau du shérif
Cour supérieure
Montréal, le 10 juillet 1986 47076

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Joliette
No 705-02-000539-866

LA CAISSE POPULAIRE DE REPENTIGNY, corporation légalement constituée, ayant son siège social et son bureau principal au 477, rue Notre-Dame, Repentigny, district de Joliette, demanderesse, contre RICHARD LAPERRIÈRE, domicilié et résidant au 4800, rue Bois-Franc, lot no 10, ville de Saint-Laurent, district de Montréal, et ANDRÉ BELHUMEUR, domicilié et résidant au 1635, rue Sainte-Croix, ville de Saint-Laurent, district de Montréal, défendeurs, et LE RÉGISTRATEUR de Montréal, mis en cause.

« Un immeuble sis en la ville de Saint-Laurent, boulevard Sainte-Croix, comprenant:

a) Le numéro deux cent cinq de la subdivision officielle du numéro originaire deux cent quarante-deux (242-205) au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Laurent, division d'enregistrement de Montréal;

b) Toute bâtisse dessus construite, notamment celle portant le numéro 1635, boulevard Sainte-Croix;

c) Circonstances et dépendances;

d) Toutes servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, légales ou établies, notamment les servitudes d'utilité publique affectant ou pouvant affecter l'immeuble présentement décrit;

Tel que le tout se trouve présentement. »

La mise à prix est fixée à 27 999,75 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Montréal, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau du shérif, palais de justice de Montréal, 10, rue Saint-Antoine Est, local 3.03, le TROISIÈME jour de SEPTEMBRE 1986 à QUATORZE heures TRENTE.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN

Bureau du shérif
Cour supérieure
Montréal, le 10 juillet 1986 47077

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Montréal
No 500-05-002385-852

CONTINENTAL TRUST COMPANY et LAVENTHOL & HORWATH LIMITED, partie demanderesse, contre DAME GHISLAINE NAULT et LA CLEF D'OR, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de Montréal, mis en cause.

« Trois appartements en copropriété faisant front sur le boulevard Saint-Joseph Est, ville de Montréal, QC, au numéro domiciliaire 400, connus et désignés comme étant:

1. Le lot numéro AO un de la subdivision de l'ajouté originaire trois cent soixante-neuf (369-A01) du cadastre officiel du village de Côte-Saint-Louis, division d'enregistrement de Montréal, et le un vingtième indivis des lots un et deux de la subdivision de l'ajouté originaire trois cent soixante-neuf (369-1 et 369-2) dudit cadastre, étant les parties communes;

2. Le lot numéro AO deux de la subdivision de l'ajouté originaire trois cent soixante-neuf (369-A02) du dudit cadastre, et le un vingtième indivis des lots un et deux de la subdivision de l'ajouté originaire trois cent soixante-neuf (369-1 et 369-2) dudit cadastre étant les parties communes;

3. Le lot numéro AO trois de la subdivision de l'ajouté originaire trois cent soixante-neuf (369-A03) du cadastre, et le un vingtième indivis des lots un et deux de la subdivision de l'ajouté originaire trois cent soixante-neuf (369-1 et 369-2) dudit cadastre, étant les parties communes.

Tel et dans l'état que le tout se trouve, actuellement, sans aucune réserve ni exception, et sujet à une servitude active et passive enregistrée à Montréal sous les numéros 992754 et 3274143. »

Ledit lot étant la propriété de la débitrice faillie.

La mise à prix est fixée à 5 133,75 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Montréal, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau du shérif, palais de justice de Montréal, 10, rue Saint-Antoine Est, local 3.03 le VINGT-NEUVIÈME jour d'AOÛT 1986 à ONZE heures TRENTE.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN

Bureau du shérif
Cour supérieure
Montréal, le 4 juillet 1986

176

N.B. Cet avis remplace celui paru le 19 juillet 1986, à la page 3676

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Montréal
No 500-02-025887-857

LES ENCHÈRES D'AUTOMOBILES ST-PIERRE LIMITÉE et ENCAN D'AUTO QUÉBEC (1984) LTÉE, demanderesse, contre ANDRÉ CATELLIER ET AL., défendeurs, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Chambly, mis en cause.

« Un emplacement ayant front sur la rue Moreau en la ville de Saint-Hubert, connu et désigné comme étant le lot numéro deux cent quatre-vingt-cinq de la subdivision du lot originaire numéro quarante (40-285) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Hubert, division d'enregistrement de Chambly; avec la maison y érigée et portant le numéro d'immeuble 655 de ladite rue Moreau, circonstances et dépendances. Tel que le tout se trouve présentement sans exception ni réserve de la part de l'emprunteur, et avec et sujet à toutes servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, pouvant affecter ledit immeuble, notamment sujet à une servitude en faveur d'Hydro-Québec et de la compagnie de téléphone Bell du Canada résultant d'un acte déposé au bureau d'enregistrement de la division de Chambly sous le numéro 389903. »

La mise à prix est fixée à 13 167,38 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Montréal, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Chambly, 201, place Charles-Lemoyne, édifice Montval, Longueuil, le DEUXIÈME jour de SEPTEMBRE 1986 à ONZE heures.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN

Bureau du shérif
Cour supérieure
Montréal, le 10 juillet 1986

47078

Québec

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Québec
C.S.Q. 200-05-000130-869
S. 200-18-000036-861

BANQUE NATIONALE DU CANADA, demanderesse, contre SCIERIE ST-BASILE, boulevard du Centenaire, Saint-Basile, et CLAUDE GERMAIN, 13, de la Station Est, Saint-Basile, défendeurs.

« Un immeuble connu et désigné comme étant une partie non subdivisée du lot numéro quinze (15 ptie n.s.), aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel

pour la paroisse de Saint-Basile, division d'enregistrement de Portneuf, avec tout le terrain compris à l'intérieur des bornes suivantes: borné vers le nord en longeant un ruisseau par une autre partie du même lot, appartenant à Ciment Québec Inc. ou ayants droit, vers le nord-est par une autre partie du même lot, appartenant à monsieur Claude Germain ou ayants droit, vers le sud-est partie par une partie du même lot appartenant à monsieur Claude Germain et partie par une partie du même lot appartenant à madame Monique Côté ou ayants droit et vers le sud-ouest par le chemin public ou route Régionale, avec toutes les constructions qui s'y trouvent, circonstances et dépendances. »

La mise à prix est fixée à cinq mille soixante et onze dollars et cinquante cents (5 071,50 \$), soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales, que l'adjudicataire devra verser au shérif de Québec, en argent ou par chèque visé, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Portneuf, 185, route Nationale, Cap-Santé, le VINGT-HUITIÈME jour d'AOÛT 1986 à DIX heures TRENTE.

Le shérif adjoint,
RAYMONDE AUCLAIR

Bureau du shérif
Cour supérieure
Québec, le 26 juillet 1986

47082

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Québec
C.S.Q. 200-05-002210-859
S. 200-18-000110-864

L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corporation régie par la Loi sur le crédit agricole, ayant son siège social au 1020, route de l'Église, bureau 500, ville de Sainte-Foy, district de Québec, G1V 4P2, ès qualités de mandataire de la Banque Nationale du Canada, corporation légalement constituée, ayant son siège social à Montréal et ayant un bureau au 71, rue Principale, Saint-Romuald, district de Québec, G6W 2S5, demanderesse, contre GILLES THIBAUT, domicilié au 1215, chemin Terrebonne, Saint-Jean-Christophe, district de Québec, G0S 2T0, défendeur.

« Un emplacement connu et désigné comme étant toute la partie non subdivisée du lot originaire numéro cinq (5) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Jean-Christophe, division d'enregistrement de Lévis, si-

tuée du côté nord-est de la route du rang Terrebonne et bornée comme suit: vers le nord-est par les droits riverains, appartenant à Shawinigan Water & Power Ltd, aux termes de l'acte enregistré sous le numéro 73663, vers le sud-est par une partie du lot numéro 4 dudit cadastre, appartenant à M. Louis-Philippe Bégin ou représentants, vers le sud-ouest par la route du rang Terrebonne et vers le nord-ouest par une partie du lot originaire numéro 7 dudit cadastre, appartenant à M. Normand Cadorette ou représentants. Sujet aux servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes pouvant l'affecter, et notamment à une servitude en faveur d'Hydro-Québec, enregistrée à Lévis sous le numéro 176701. »

La mise à prix est fixée à mille neuf cent soixante-seize dollars et cinquante cents (1 976,50 \$), soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales, que l'adjudicataire devra verser au shérif de Québec, en argent ou par chèque visé, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Lévis, 6, route Trans-Canada Ouest, Lévis, le VINGT-NEUVIÈME jour d'AOÛT 1986 à DIX heures.

Le shérif adjoint,
RAYMONDE AUCLAIR

Bureau du shérif
Cour supérieure
Québec, le 26 juillet 1986

47084

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Québec
C.S.Q. 200-05-001203-863
C.M. Saint-Raymond 66-84
S. 200-18-000060-861

MUNICIPALITÉ DE LA PAROISSE DE SAINT-RAYMOND, corporation légalement constituée, ayant son siège social au 376, Saint-Joseph, Saint-Raymond, comté de Portneuf, province de Québec, demanderesse, contre PINE LAKE DEVELOPMENT CORPORATION, corporation légalement constituée, ayant son siège social au 4545, avenue Walkley, Montréal, province de Québec, défenderesse.

« Les subdivisions dix-huit, dix-neuf et trente-huit du lot originaire trente-trois (33-18, 33-19 et 33-38); les subdivisions dix, vingt-cinq, trente-quatre, quarante-quatre, cinquante et soixante-six du lot originaire trente-quatre (34-10, 34-25, 34-34, 34-44, 34-50 et 34-66); les subdivisions un, six, sept, huit, neuf, vingt-

six, cinquante-sept, cinquante-huit et cinquante-neuf du lot originaire trente-cinq (35-1, 35-6, 35-7, 35-8, 35-9, 35-26, 35-57, 35-58 et 35-59); la subdivision quatre-vingt-quatre et la subdivision soixante du lot originaire trente-six (36-84 et 36-60); le tout, du rang Trois (3), canton de Rocquemont, du cadastre de la paroisse de Saint-Raymond, division d'enregistrement de Portneuf. Une demie de la subdivision six du lot originaire trente-trois (33-6 ptie), rang Trois (3), canton de Rocquemont, paroisse de Saint-Raymond, division d'enregistrement de Portneuf, mesurant environ cinquante pieds (50 pi) de largeur par toute la profondeur; bornée vers le nord-ouest par la rivière Saint-Anne, vers le nord-est par l'autre demie dudit lot 33-6, vers le sud-est par la rue projetée et vers le sud-ouest par le lot 33-5. »

Pour être vendus en bloc suivant jugement rendu par l'honorable Jean Bienvenue, J.C.S., le 4 juillet 1986.

La mise à prix est fixée à mille six cent vingt-sept dollars et dix cents (1 627,10 \$), soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales, que l'adjudicataire devra verser au shérif de Québec, en argent ou par chèque visé, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Portneuf, 185, route Nationale, Cap-Santé, le VINGT-HUITIÈME jour d'AOÛT 1986 à DIX heures.

Le shérif adjoint,
RAYMONDE AUCLAIR

Bureau du shérif
Cour supérieure
Québec, le 26 juillet 1986

47083

Rouyn-Noranda

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Rouyn-Noranda
Nos 600-18-000003-862
500-05-000183-853

T. ANTHONY MALCOLM, avocat, membre en règle du Barreau du Québec, ayant son bureau au 3468, rue Drummond, ville et district de Montréal, province de Québec, partie demanderesse, contre MACDONALD MINES LTD, corps politique dûment incorporé, ayant son siège social au 4141, rue Sherbrooke Ouest, bureau 200, ville de Westmount, district de Montréal, province de Québec, partie défenderesse, contre LES

MINES GALLEN LIMITÉE, corps politique dûment incorporé, ayant son siège social au 152, avenue Murdoch, ville de Noranda, district judiciaire de Rouyn-Noranda, province de Québec, et LE RÉGISTRATEUR du bureau d'enregistrement de la division de Rouyn-Noranda, 2, avenue du Palais, Rouyn, province de Québec, mis en cause.

« Certaines concessions minières décrites comme suit:

i. Concession minière numéro 345, canton de Dufresnoy, rang II, lots ½ nord 43 et 44; rang III, lots 35 à 45 (incl.) = 390,6 hectares;

ii. concession minière numéro 359, canton de Dufresnoy; rang II, lots ½ nord 45 à 49 (incl.), rang III, lots 46 à 49 (incl.), rang IV, lots ½ sud 47 à 49 (incl.), bloc 177 = 399,84 hectares. »

Évaluation selon les états financiers de la débitrice 5 982,00 \$.

Le montant minimal que l'adjudicataire devra verser audit shérif, en argent ou par chèque visé, au moment de l'adjudication, est fixé à 25 % de l'évaluation, soit 1 495,50 \$, compte tenu du jugement de la Cour fixant la mise à prix.

Pour être vendu au bureau du shérif de Rouyn, palais de justice, local Rc-04, 2, avenue du Palais, Rouyn, QC, le HUITIÈME jour de SEPTEMBRE 1986 à DIX heures TRENTE.

Le shérif.
ME CLAUDE BÉDARD

Bureau du shérif
Cour supérieure
Rouyn, le 16 juillet 1986

47108

Saint-François

Saisie-exécution immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Saint-François
No 450-05-000238-861
S. 450-18-000035-864

CAISSE POPULAIRE D'ASBESTOS, corps politique légalement constitué, ayant son bureau au 535, Première Avenue, Asbestos, district de Saint-François, partie demanderesse, contre CINÉMA C.G.D. INC., corps politique légalement constitué, ayant son bureau au 284, boulevard Saint-Luc, Asbestos, district de Saint-François, et GHISLAIN DUBOIS, domicilié et résidant au 6753, rue Beaubien Est, Montréal, district de Montréal, défendeurs, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Richmond, mis en cause.

« Toute cette propriété désignée comme étant une partie des lots numéros vingt-six non subdivisé (ptie 26 n.s.) et quatre de la subdivision officielle du lot primitif numéro un (ptie 1-4) du cadastre officiel du village d'Asbestos, division d'enregistrement de Richmond, et plus particulièrement décrite comme suit: de figure irrégulière, bornée au nord-ouest par le boulevard Saint-Luc, au nord-est par le lot 26-90 et le résidu du lot 1-4, au sud-est par le résidu du lot 1-4 et au sud-ouest par la Première Avenue, mesurant soixante-cinq pieds (65,0 pi) en front au nord-ouest le long du boulevard Saint-Luc, cent vingt-neuf pieds et soixante-sept centièmes (129,67 pi) au nord-est, soixante-cinq pieds (65,0 pi) au sud-est, cent trente pieds et cinq dixièmes (130,5 pi) au sud-ouest le long de la Première Avenue. Toute cette propriété désignée comme étant une partie des lots numéros vingt-six non subdivisé (ptie 26 n.s.) et quatre de la subdivision officielle du lot primitif numéro un (ptie 1-4) du cadastre officiel du village d'Asbestos, division d'enregistrement de Richmond, et plus particulièrement décrite comme suit: de figure irrégulière, bornée au nord-ouest par le boulevard Saint-Luc, au nord-est par le lot 26-90 et le résidu du lot 1-4, au sud-est par le résidu du lot 1-4 et au sud-ouest par la Première Avenue, mesurant soixante-cinq pieds (65,0 pi) en front au nord-ouest le long du boulevard Saint-Luc, cent vingt-neuf pieds et soixante-sept centièmes (129,67 pi) au nord-est, soixante-cinq pieds (65,0 pi) au sud-est, cent trente pieds et cinq dixièmes (130,5 pi) au sud-ouest le long de la Première Avenue; le tout avec les bâtisses dessus construites. »

Le montant minimal que l'adjudicataire devra payer au shérif ou à son mandataire, au moment de l'adjudication, en argent ou par chèque visé fait à l'ordre du ministre des Finances, est établi à 45 048,25 \$.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement de Richmond, 746, rue Principale Nord, Richmond, QC, le MARDI VINGT-SIXIÈME jour d'AOÛT 1986 à ONZE heures.

Le shérif adjoint,
JEAN GUY BISSON

Bureau du shérif
Cour supérieure
Sherbrooke, le 10 juillet 1986

47054

Saint-Maurice

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Saint-Maurice
Nos 410-05-000028-860
410-18-000013-865

LA BANQUE FÉDÉRALE DE DÉVELOPPEMENT, ayant son siège social et un bureau au 800, carré Victoria, local 4600, Montréal, H4Z 1C8, demanderesse, contre ROGER MARCHAND, homme d'affaires, domicilié et résidant au 490, 101^e Avenue, Saint-Georges-de-Champlain, G9T 6A9, district de Saint-Maurice, défendeur.

« La subdivision numéro deux cent onze du lot originaire cent quarante-quatre (144-211), du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Flore, faisant partie de la ville de Grand-Mère, avec bâtisse y érigée, et tous les meubles meublant, effets mobiliers et équipement s'y trouvant, circonstances et dépendances. Avec toutes les bâtisses et améliorations dessus érigées, en voie de construction ou à être érigées sur ledit immeuble et comprenant la machinerie, l'outillage, les agencements, engins, fournaies, bouilloires, moteurs et accessoires qui sont ou deviendront la propriété de l'emprunteur et installés ou à être installés dans lesdites bâtisses ou sur ledit immeuble, et qui sont ou deviendront immeubles par nature ou destination. »

La mise à prix est fixée à 33 617,50 \$, ce qui est égal à vingt-cinq pour cent de l'évaluation de 113 000,00 \$ portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale, que l'adjudicataire devra verser au shérif, soit en argent, soit par chèque visé, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau du registraire de la division d'enregistrement de Shawinigan, 212, 6^e Rue, Shawinigan, local 2.11, le VINGT-SEPTIÈME jour d'AOÛT 1986 à QUATORZE heures.

Le shérif adjoint,
ME SIMON LALIBERTÉ

Bureau du shérif
Cour supérieure
Shawinigan, le 9 juillet 1986

47079

Terrebonne

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Montréal
No 500-02-043284-855

ST-LAURENT WHOLESALE IMD INC./GROS-SISTE ST-LAURENT IMD INC., compagnie politique et dûment incorporée selon la loi, ayant son siège social et son bureau principal en les ville et district de Montréal, partie demanderesse, contre JEAN-GUY LÉGARÉ, homme d'affaires, résidant et domicilié au 36, rue Ouimet, Sainte-Agathe-des-Monts, QC, J8C 1X4, faisant affaires sous le nom de « LINGERIE POUR DAMES ARC-EN-CIEL », 800, rue Principale, Sainte-Agathe-Sud, QC, partie défenderesse.

« Un emplacement connu et désigné comme étant le lot 399 de la subdivision du lot originaire 12A (12A-399) du rang 4, canton de Berresford, sur le plan officiel et livre de références de la paroisse de Sainte-Agathe-des-Monts, avec la bâtisse érigée, portant le numéro d'immeuble 36, rue Ouimet, Sainte-Agathe-des-Monts. »

La mise à prix est fixée à 10 089,00 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Terrebonne, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Terrebonne, 85, rue de Martigny Ouest, 4^e étage, Saint-Jérôme, QC, le VINGT-SEPTIÈME jour d'AOÛT 1986 à DIX heures.

Le shérif adjoint,
MICHEL ROULEAU,
tech. en droit

Bureau du shérif
Cour supérieure
Saint-Jérôme, le 15 juillet 1986

47117

Ventes pour taxes, avis de publication

Ville de Label-sur-Quévillon

Avis public est, par les présentes, donné par le sousigné, greffier de la susdite ville, que les avis publics concernant la vente d'immeubles pour défaut de paiement de taxes ainsi que la liste de ces immeubles ont été publiés au journal l'« Écho Abitibien », éditions du 15 juillet et du 22 juillet 1986.

Label-sur-Quévillon, le 9 juillet 1986

47055

La greffière,
SYLVIE DESMARAIS

Erratum

Commission scolaire Val-Monts

Rachat d'obligations

Prenez avis que l'avis de rachat d'obligations de la Commission scolaire Val-Monts paru à la *Gazette officielle du Québec* le 4 janvier 1986, à la page 1, du numéro 1 et qui se lisait comme suit:

Commission scolaire Val-Monts

Rachat d'obligations

Prenez avis que conformément aux procédures adoptées, la Commission scolaire Val-Monts rachètera, le premier février 1986, un montant de 7 500 \$ d'obligations à même les obligations échéant le premier février 1990 de son émission d'obligations originale de 258 000 \$ de l'ancienne Commission scolaire de Saint-Dominique, datée du premier février 1970 et portant un taux d'intérêt de 9 ½ % l'an, payable semi-annuellement les 1^{er} août et 1^{er} février de chaque année.

Les numéros des titres ainsi rachetés par voie de tirage au sort sont les suivants:

Dénominations de 1 000 \$: M-216, M-247, M-248, M-249, M-252, M-253 et M-254.

Dénomination de 500 \$: D-005.

Plus la dénomination M250 au montant de 1 000 \$ qui aurait dû être rachetée le 1^{er} février 1985. Les fonds sont déjà disponibles à la Banque Nationale.

Ces obligations cesseront de porter intérêt à compter du premier février 1986 et devront être présentées pour

remboursement à la Banque Nationale du Canada, 1575, rue Girouard Ouest, Saint-Hyacinthe, QC.

Aurait dû se lire:

Commission scolaire Val-Monts

Rachat d'obligations

Prenez avis que conformément aux procédures adoptées, la Commission scolaire Val-Monts rachètera, le premier février 1986, un montant de 7 500 \$ d'obligations à même les obligations échéant le premier février 1990 de son émission d'obligations originale de 258 000 \$ de l'ancienne Commission scolaire de Saint-Dominique, datée du premier février 1970 et portant un taux d'intérêt de 9 ½ % l'an, payable semi-annuellement les 1^{er} août et 1^{er} février de chaque année.

Les numéros des titres ainsi rachetés par voie de tirage au sort sont les suivants:

Dénominations de 1 000 \$: M-216, M-247, M-248, M-249, M-200, M-212 et M-213.

Dénomination de 500 \$: D-014.

Plus la dénomination M-250 au montant de 1 000 \$ qui aurait dû être rachetée le 1^{er} février 1985. Les fonds sont déjà disponibles à la Banque Nationale.

Ces obligations cesseront de porter intérêt à compter du premier février 1986 et devront être présentées pour remboursement à la Banque Nationale du Canada, 1575, rue Girouard Ouest, Saint-Hyacinthe, QC.

Commission scolaire Val-Monts
Le secrétaire général,
MARCEL TREMBLAY

47080

FIDUCIAIRES DE L'ALCAN LIMITÉE

Gazette officielle du Québec, Partie 1, 118^e année, no 22, 31 mai 1986. Changement du nombre d'administrateurs (Correction).

À la page 2782, à la dernière ligne, la date de constitution devrait se lire 1903 04 25 au lieu de 1983 04 25.

Compagnies (Partie IA) — Loi sur les

Délivrance d'un certificat de constitution

Gazette officielle du Québec, Partie 1, 118^e année, no 22, 31 mai 1986.

À la page 2574, le nom de la deuxième compagnie et son numéro de dossier devraient se lire respectivement 2434-5514, 2434-5514 QUÉBEC INC. au lieu de 2434-5414, 2434-5414 QUÉBEC INC.

À la page 2590, le dernier nom devrait se lire PÉPINIÈRE PAUL (1986) INC./PAUL NURSERY (1986) INC. au lieu de PÉPINIÈRE (1986) INC./PAUL NURSERY (1986) INC.

Port de retour garanti
Gazette officielle du Québec
1279, boulevard Charest ouest
Québec
G1N 4K7

ISSN 0703-5756

